



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 8 MARS 1924

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8TH MARCH, 1924

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1051

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

1052

Lettres patentes

Letters patent

"Canada Blue Print Paper Company, Limited".

"Canada Blue Print Paper Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier 1924, constituant en corporation: Harold Earle Walker, conseil du Roi, de la cité de Westmount, Henri Crepeau, avocat, et Hugh Wylie, comptable, tous deux de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

(a) Faire affaires comme manufacturiers, producteurs et marchands de *blue prints*, imprimés, copies, reproductions de plans, spécifications, écritures, cartes et dessins, au moyen de papier sensibilisé, et au moyen de la photographie et par tous autres moyens par lesquels des plans peuvent être reproduits, doublés ou copiés;

(b) Faire affaires comme manufacturiers et fabricants d'appareils pour machinerie, de papier, de préparations chimiques et d'une manière générale, de tout équipement, de tous matériaux et fournitures qui pourraient être utilisés dans la manufacture des objets mentionnés dans le paragraphe (a);

(c) Faire toute autre affaire relativement à ou se rapportant à, ou qui pourrait être exercée convenablement en rapport avec les paragraphes (a) et (b), comprenant particulièrement les impressions et la production originale de plans, spécifications, esquisses et dessins;

(d) Acquérir par achat, bail ou autrement la totalité ou toute partie du commerce, de la propriété et des obligations de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenable pour les fins de cette compagnie;

(e) Solliciter, acheter ou autrement acquérir et vendre des patentes, brevets d'invention, marques de commerce, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédés qui sembleront propres à

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of January, 1924, incorporating: Harold Earle Walker, King's Counsel, of the city of Westmount, Henri Crepeau, advocate, and Hugh Wylie, accountant, both of the city of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on the business of manufacturers and producers of and dealers in blue prints, prints, copies and reproductions of plans, specifications, writings, maps and designs, by means of sensitised paper and photography and by any other means by which plans can be reproduced, duplicated or copied;

(b) To carry on the business of manufacturers of and dealers in machinery appliances, paper, chemicals and generally any equipment, materials and supplies which might be of use in the manufacture of the objects mentioned in paragraph (a);

(c) To carry on any other business related or allied to, or which might conveniently be carried on in connection with the business mentioned in paragraphs (a) and (b), including, particularly, printings and the original production of plans, specifications, designs and drawings;

(d) To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

(e) To apply for, purchase or otherwise acquire and sell any patents, *brevets d'invention*, trade marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the

servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens ou renseignements ainsi acquis;

(f) Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, ou clients ou personnes ayant des relations avec la compagnie souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement le négociier, notwithstanding les stipulations des S. R. Q., 5985.

(g) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, des bons ou débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et établir, promouvoir ou autrement aider toute telle compagnie (ou compagnies), notwithstanding les provisions des S. R. Q., 5985;

(h) Promouvoir toute compagnie ou compagnies dont les fins, l'objet et le but seront d'acheter, d'acquérir en tout ou en partie, et de s'en charger, les affaires, propriétés, entreprises de la compagnie ou pour toute autre fin qui pourra paraître, directement ou indirectement, être au bénéfice de la compagnie, et garantir et engager, ou aider à placer du stock, des bons ou valeurs de toute telle compagnie ou compagnies;

(i) Acquérir, louer, détenir, vendre et transporter toute propriété réelle ou personnelle, tous droits ou privilèges que la compagnie jugerait nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et, particulièrement, tous terrains, bâtisses, facilités, machinerie, matériel ou fonds de commerce, et prendre des hypothèques, des charges et des liens sur la propriété réelle ou personnelle ou toute autre valeur quelconque, et portant intérêt ou autrement, selon que la compagnie le jugera convenable, des acheteurs ou autres débiteurs de la compagnie, et vendre, céder ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune de telles valeurs;

(j) Placer et négocier les deniers disponibles de la compagnie sur telles valeurs et de la manière qui pourront être déterminées de temps à autre;

(k) Payer et rémunérer toute personne, corporation ou compagnie par l'émission et le paiement de capital totalement acquitté, de bons ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, pour services rendus ou à être rendus comme promoteurs de ou garants pour cette compagnie ou de toute autre, ou en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions, bons ou débetures de cette compagnie ou de toute autre, ou pour tous autres services de toute nature; ou comme paiement de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, droits, bail, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions, et en paiement total ou partiel de, ou en échange pour des actions, des bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property or information so acquired;

(f) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts, of, or otherwise assist any such persons or company, or customers or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, notwithstanding the provisions of R. S. Q., 5985;

(g) To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies, notwithstanding the provisions of R. S. Q., 5985;

(h) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of stock, bonds or securities of any such company or companies;

(i) To acquire, lease, hold, sell and convey any real and personal property and any rights or privileges which the company may think it necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any lands, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade, and to accept mortgages, charges and liens on real or personal property or any other security whatsoever and bearing interest or otherwise, as the company may see fit, from purchasers or from debtors of the company and to sell, assign or otherwise dispose of all or any of such securities;

(j) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined;

(k) To pay and remunerate any person, corporation or company by the issue and payment of fully paid up stock, bonds, or other securities of this company or otherwise, for services rendered or to be rendered as promoters or underwriters of this or any other company or in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares, bonds or debentures of this or any other company or for any other services of any nature, or as payment for any property, real or personal, movable or immovable, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, license or concession and in payment or part payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

(l) Tirer, émettre ou endosser des billets promissaires, lettres de change, chèques, stocks, débiteurs ou autres effets négociables ou transférables;

(m) Vendre ou disposer de la propriété, ou d'une partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débiteurs, ou titres d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(n) Vendre, améliorer, administrer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété foncière et personnelle ou des droits de la compagnie;

(o) Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, par l'intermédiaire de fidéi-commis, agents ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres; et

(p) Se fusionner avec toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

(q) Distribuer aux membres de la compagnie, au moyen de dividendes ou autrement, aucune des propriétés de la compagnie, en espèces ou en nature et, plus particulièrement, des actions acquittées, des débiteurs ou des actions-obligations de toute autre compagnie, sous le nom de "Canada Blue Print Paper Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de janvier 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1169 C.-J. SIMARD.

"J. A. A. Leclair, Dupuis, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1924, constituant en corporation: J.-A.-Aquila Leclair, entrepreneur, de la cité de Verdun, J. Hervey Dupuis, ingénieur civil, de Montréal, et Arthur E. J. Bissonnet, avocat, du village du Bassin de Chambly, tous trois du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs généraux et faire des entreprises de construction et de travaux dans toutes les branches de l'industrie;

Exécuter tous contrats d'ouvrage pour la construction de bâtiments, bâtisses, maisons, édifices publics, navires trottoirs, canaux d'égouts, aqueducs, chaussées, jetées, barrages, fondations, pavage et macadamisation des chemins et exécuter tels contrats d'ouvrages soit par soumission, soit à forfait, à la pièce ou à la journée;

Exercer généralement sous toutes ses formes le commerce de manufacturiers et négociants en gros ou en détail, ou les deux à la fois, de portes, de châssis et de tous matériaux nécessaires ou utiles pour les fins sus-mentionnées;

Acquérir des forces hydrauliques, électriques ou autres d'aucune espèce;

Acheter ou autrement acquérir des terrains ou autres propriétés foncières, y construire des résidences et aucunes autres bâtisses;

Acheter, louer, détenir, acquérir de la propriété mobilière et immobilière et aucun commerce de même nature que celui exercé par la compagnie, soit en tout, soit en partie, aussi les inventions et

(l) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(m) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

(n) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(o) To do all or any of the above things as principals, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(p) To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

(q) To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company, under the name of "Canada Blue Print Paper Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of January, 1924.

C. J. SIMARD,
1170 Assistant Provincial Secretary.

"J. A. A. Leclair, Dupuis, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1924, incorporating: J. A. Aquila Leclair, contractor, of the city of Verdun, J. Hervey Dupuis, civil engineer, of Montreal, and Arthur E. J. Bissonnet, advocate, of the village of Chambly Basin, all three of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and undertakings of general contractors and to undertake constructions and works in all branches of industry;

To carry out working contracts for the construction of buildings, edifices, houses, public buildings, ships, sidewalks, sewers, waterworks, dams, piers, barrages, foundations, paving, macadamising of roads and to execute such working contracts either by tender, by the job, piece or day work;

To carry on generally and in all branches thereof the business of manufacturers of and wholesale and retail dealers, or both at the same time, in doors, sashes and all materials necessary or requisite for the above purposes;

To acquire waterpowers, electric or any other motive power;

To buy or otherwise acquire lands or other real estate and to erect thereon dwelling houses and any other buildings;

To buy, lease, hold, acquire movable and immovable property and any business of a like nature to that carried on by the company, either in whole or in part, also the inventions and pa-

brevets, et les payer soit en numéraire, soit en actions, en débetures, ou avec d'autres valeurs de la corporation ou autrement et assumer les obligations des vendeurs ou cédants ou s'en charger;

Émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété que la corporation acquerra en vertu d'aucun titre;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera avantageux ou s'unir à aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, pour les conditions, stipulations et prix estimés convenables; et, en paiement d'icelle, accepter du numéraire ou, au lieu du numéraire, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des bons, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune corporation et de temps à autre distribuer aux actionnaires en nature les obligations, les valeurs ou les autres biens appartenant à la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débetures et autres instruments négociables et transférables;

Faire toute chose, exercer tous pouvoirs et aucune industrie se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "J. A. A. Leclair, Dupuis, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1171

C. J. SIMARD.

tents, and to pay for the same either in cash, shares, debentures or other securities of the corporation or otherwise and to undertake or take over the liabilities of the vendors or assignors;

To issue fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in full or part payment of any property that the company may acquire under any title;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company for such consideration as it may think proper or to amalgamate with any person, partnership or corporation carrying on a business the objects of which are altogether or partly similar to those of the present corporation, for such terms and conditions and at such price as may be deemed convenient; and, in payment thereof, to accept cash or in lieu of cash fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation and from time to time to distribute to the shareholders, in kind, the bonds, securities or other property belonging to the company;

To draw, make, accept, endorse, pay out and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the attainment of the objects for which the present company is incorporated, under the name of "J. A. A. Leclair, Dupuis, Limitée", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of January, 1924.

C. J. SIMARD,

1172

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Meubles Duguay-Dubois, Ltée—Duguay-Dubois Furniture Company, Ltd."

"La Compagnie de Meubles Duguay-Dubois, Ltée—Duguay-Dubois Furniture Company, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1924, constituant en corporation: Elzéar Duguay, marchand de fer, Jean-Baptiste Dubois, fils, manufacturier de meubles, et Edgar Laberge, notaire, tous de la cité de Hull, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers de meubles et effets de ménage de tous genres, en faire le commerce en gros et en détail, les réparer et les nettoyer;

Acquérir par achat, bail ou autrement et prendre (as a going concern) les propriétés et le commerce de toute personne ou compagnie de nature semblable à celui pour lequel autorisation est présentement demandée et d'émettre des parts acquittées ou des débetures pour le paiement total ou partiel;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder et transférer, placer, trafiquer et faire commerce d'effets, denrées, marchandises et effets personnels d'aucune catégorie et description;

Acheter, louer ou autrement acquérir de la propriété mobilière ou immobilière, foncière ou personnelle d'aucune espèce et matière qu'on croira

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1924, incorporating: Elzéar Duguay, hardware merchant, Jean Baptiste Dubois, Jr., furniture manufacturer, and Edgar Laberge, notary, all of the city of Hull, for the following purposes:

To carry on business of manufacturers of furniture and household furnishings of all kinds, to deal therein wholesale and retail, repair and clean the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to take over as a going concern the property and business of any person or company carrying on business of a like nature to that for which authorization is presently applied for and to issue paid up shares or debentures in full or part payment thereof;

To buy or otherwise acquire, hold, possess, sell, assign and transfer, place, deal with and deal in goods, wares, merchandise and personal effects of any category and description;

To buy, lease or otherwise acquire movable or immovable and real or personal property of any kind and description which may seem suitable

appropriée aux fins de la compagnie, aussi l'engager, la grever, l'hypothéquer, la vendre ou autrement l'aliéner;

Acquérir par achat, louage ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, compagnie ou société exerçant un commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, ou avec d'autres valeurs de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations ou les autres titres d'aucune autre compagnie, corporation ou personne exerçant ou se livrant à aucun commerce que la présente compagnie peut exercer ou auquel elle peut se livrer; aussi acquérir, détenir, nantir ou autrement aliéner des actions, obligations ou d'autres titres;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif, à l'usage d'aucune invention qui semblera propre à servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner; prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits ou de l'entreprise de la compagnie, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèces ou nature, aucune propriété de la compagnie, y compris des actions, débetures ou valeurs que la présente compagnie peut acquérir ou avoir en sa possession;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles ainsi que toutes les choses qu'autorisent les lettres patentes comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "La Compagnie de Meubles Duguay-Dubois, Ltée—Duguay-Dubois Furniture Company, Ltd." avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1173

C. J. SIMARD.

for the purposes of the company and to pledge, mortgage, hypothecate, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, company or partnership carrying on a business similar to that which the present company is authorized to carry on and to pay for the same wholly or partly in cash, shares or other securities of the company, fully or partly paid up;

To buy, acquire, hold and possess the stock, bonds or other securities of any other company, corporation or person carrying on or engaged in any business which the present company may carry on or engage in and to acquire, hold, pledge or otherwise dispose of stocks, bonds or other securities;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction in which the company is interested or which it is authorized to carry on or engage in; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any part of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or other securities of any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To distribute to the shareholders of the company, in specie or kind, any property of the company, including shares, debentures or securities which the present company may acquire or have in its possession;

To do all or any of the above things and all things authorized herein as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "La Compagnie de Meubles Duguay-Dubois, Ltée—Duguay-Dubois Furniture Company, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Hull, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1174

"La Compagnie Kappa Omicron de Publication, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1924, constituant en corporation: Henri-Avila Gauthier, comptable, Outremont, William K. de Kappelle, agent, Cécile Poisson, sténographe, Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'imprimeurs, graveurs, lithographeurs, photographeurs, relieurs, libraires, éditeurs et agents de publicité;

Publier, imprimer, relier, éditer, vendre et distribuer des livres, brochures, guides, magazines, revues, placards, journaux, tracts périodiques et autres publications et faire en général tous les travaux d'impressions, de lithographie et de reliure;

Représenter comme agents, facteurs ou compagnie exerçant le même commerce ou industrie que la compagnie;

Acquérir, louer, posséder, contrôler la propriété exclusive d'ouvrages littéraires et artistiques et de titres de journaux, le tout conformément aux lois régissant la propriété littéraire et artistique en Canada;

Acquérir, posséder, louer, exploiter des ateliers, des machines à composer, à imprimer, et à relier;

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce en général;

Acquérir, exploiter et disposer de, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, de tout brevet d'invention ayant rapport aux susdits objets;

Construire ou faire construire toutes bâtisses, constructions quelconques ou agir comme entrepreneurs pour toutes espèces de constructions et bâtisses;

Acquérir de quelque manière que ce soit, posséder et détenir, exploiter et utiliser toutes espèces de franchises et privilèges;

Acquérir, posséder, louer, contrôler tout et tous commerces de papeterie, librairie, et fournitures de livres;

Représenter comme agents toute maison de librairie et de papeterie;

Acquérir, à quelque titre que ce soit, toute autre ou toutes autres industries, manufactures, ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est autorisée à exercer, y compris l'achalandage (*good will*), tout l'actif mobilier ou immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être connus, et payer avec des actions acquittées, des débetures, des actions obligations (*debenture-stock*), des obligations et autres valeurs de la compagnie;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition et le contrôle de leurs industries, manufactures ou commerce respectifs, et contrôler soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement toute autre ou toutes autres compagnies, associations ou sociétés;

Acquérir les services de publicistes, rédacteurs, journalistes, agents d'annonces, agents de publicité, agents de circulation, et les payer en actions et obligations de cette compagnie ou en argent ou en espèces;

Acquérir les actions d'autres compagnies auto-

"La Compagnie Kappa Omicron de Publication, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1924, incorporating: Henri Avila Gauthier, accountant, Outremont, William K. de Kappelle, agent, Cecile Poisson, stenographer, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, engravers, lithographers, photoengravers, book-binders, book-sellers, editors and advertising agents;

To publish, print, bind, edit, sell and circulate books, pamphlets, guides, magazines, reviews, posters, newspapers, tracts, periodicals and other publications and to carry on a general printing, lithographing and book binding business;

To represent as agents, factors any company carrying on the same trade or industry as the present company;

To acquire, lease, possess, control the exclusive property of any literary and artistic works and newspaper titles, the whole in accordance with the laws governing literary and artistic property in Canada;

To acquire, possess, lease, operate printing plants and composing, printing and binding machinery;

To fabricate, manufacture and deal in under any form whatever everything which may be the object of manufacture, trade and business generally;

To acquire, exploit and under any title and in any manner whatever to dispose of all patents relating to the aforesaid objects;

To construct or cause to be constructed any buildings and constructions whatsoever and to act as contractors for all kinds of constructions and buildings;

To acquire in any manner whatever, possess and hold, operate and utilize all kinds of franchises and privileges;

To acquire, possess, lease, control all and any stationery, book selling and supplies business;

To represent as agent any book and stationery firm;

To acquire under any title whatever, any other industry or industries, manufactory or manufactories, business or businesses identical to those which the present company is authorized to carry on, including the custom and goodwill, the movable and immovable assets, upon such terms and conditions and for such a price as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds and other securities of the company;

To enter into any arrangements with any other company or companies, person or persons, association or associations, society or societies, respecting the exploitation, acquisition and control of their respective industry, factory or business and to control either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, association or associations or societies;

To acquire the services of publicists, editors, journalists, advertizers, advertising agents, circulation agents and to pay for the same in cash and bonds of this company or in cash or in specie;

To acquire the shares of other companies aut-

risées à faire des commerces identiques à ceux de la présente compagnie, et en payer les prix convenus, en argent, obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique, ou toute autre, échange, donation, dation en paiement, ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, retenir, détenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, et sans aucune exception quelconque;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter ou disposer de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, les droits et biens mentionnés dans la clause précédente; grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tous baux emphytéotiques;

Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les clauses précédentes chaque fois, aussi souvent, dans tous les cas, circonstances et conditions où la compagnie jugera qu'il est de son intérêt, utile, avantageux ou nécessaire à ses entreprises, d'exercer aucun desdits pouvoirs;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits emprunts aux termes et conditions, en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Emettre, en aucun temps et aussi souvent que la compagnie le jugera nécessaire, des actions obligations (*debenture-stock*), et en disposer pour les montants et aux termes que la compagnie croira raisonnables;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique pour garantir le paiement des obligations, débetures et (*debenture-stock*) qu'elle est autorisée d'émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle la compagnie possède ou possédera dans la province;

Distribuer en nature, parmi ses actionnaires, tous les biens de la compagnie, et en particulier, toutes actions ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelle tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie;

Acquérir, posséder, vendre et céder des actions, obligations, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature s'y rattachant;

Employer ses fonds en tout ou en partie, pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs personnelles ou réelles, obligations, bons, débetures, actions, hypothèques ou autres garanties, de la manière et aux conditions qui seront déterminées par le bureau de direction;

Distribuer aux officiers et aux actionnaires de la compagnie des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel de la corporation, en paiement du travail fait ou des services rendus à la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Kappa Omicron de Publication, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

horized to carry on businesses identical to those of the present company and to pay the price agreed upon in cash, bonds or paid-up shares of the company;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property, both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To charge with servitude or hypothecate any immovables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteutic lease;

To exercise all the powers mentioned in the three preceding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions wherein it may appear to the company to be in its interest, or useful, advantageous or necessary for its undertaking, to exercise any of the said powers;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To issue at any time and as often as the company may think necessary, debenture-stock, and to dispose thereof, for such amounts and upon such terms as the company may think fit;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to guarantee the payment of the bonds, debentures and debenture-stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, movable or immovable, present or future, which the company now own, or may own in the Province;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of the company and to pay therewith any services, debts and liabilities of the company;

To acquire, possess, sell and assign shares, obligations, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on a business or a trade of a like nature or incidental thereto;

To apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of other companies or corporations, invest the same and all kinds of personal or real securities, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities in such manner and upon such conditions as may be determined by the Board of Directors;

To distribute to the officers and shareholders of the company fully paid up and non assessable shares of the company in payment for work done for or services rendered to the company, under the name of "La Compagnie Kappa Omicron de Publication, Limitée," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1175 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1176 Assistant Provincial Secretary.

"Manoir Drummond, Limited".

"Manoir Drummond, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1924, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, George Robert Drennan, Michael Joseph O'Brien, clercs d'avoué, Herbert William Jackson, comptable, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh et Harold Eldon Reid, sténographes, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme propriétaires d'hôtel, de restaurants, de cafés, tavernes, salles de rafraichissements et de logement, de pourvoyeurs licenciés, marchands de vins, de bière, de liqueurs spiritueuses, de tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages, pourvoyeurs et organisateurs d'amusements publics d'une manière générale, propriétaires d'automobiles, de carrosses, cabriolets et équipages, propriétaires d'écuries de louage et de garages et de buanderies, agents d'immeubles, courtiers, voituriers et gardiens d'entrepôts;

Construire, ériger et mettre en opération des hôtels, des maisons de rapport et des logements, des magasins, des manufactures, des garages, étables, travaux, machineries, résidences, maisons de pension, buanderies, et lieux d'amusements;

Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir et détenir des terrains, des bâtisses et tout intérêt s'y rapportant dans le but de construire des parcs, organiser des sports, des récréations, des amusements, des réceptions; construire des bâtisses et des améliorations sur tels terrains ou sur quelques-uns d'entre-eux pour des jeux de golf, de tennis, de patinages, de curling, de hockey et des sports d'amateurs ou des amusements pour des fins de réceptions, les pourvoir de gymnases et autres appareils; et utiliser, convertir, adapter, améliorer, mettre en opération et entretenir, louer, hypothéquer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucun de ces terrains, bâtisses et propriétés pour les fins susdites ou pour quelques-unes d'entre elles avec leurs accessoires ordinaires et nécessaires;

Acquérir, ériger, entretenir et mettre en opération des bâtisses, des manufactures, des magasins ou usines, des boutiques, garages pour l'emmagasinage, le soin et la garde, à bail ou autrement, d'automobiles, bicycles, moteurs, vaisseaux à moteur, hydroplanes, bateaux à voiles, canots, et des aéroplanes, des autobus et tout autre véhicule-moteur ou bateau de toute nature quelconque, de la machinerie, pour toutes les fins de la compagnie, et reconstruire, agrandir, modifier ou améliorer, et vendre, louer, aliéner et échanger les dites bâtisses ou autres propriétés ou quelques-unes d'entre elles, et, d'une manière générale, faire affaires comme propriétaires de garages, louer des bateaux, des équipages et des taxis;

Acquérir, construire, posséder, mettre en œuvre, louer, vendre ou autrement disposer de vaisseaux à moteur, d'hydroplanes, de vaisseaux à voiles, canots, vaisseaux à vapeur, bateaux à rames, allèges, barges ou bateaux passeurs, et acquérir, détenir, utiliser, louer, vendre ou autre-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1924, incorporating: Francis George Bush, manager, George Robert Drennan, Michael Joseph O'Brien, law clerks, Herbert William Jackson, accountant, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh and Harold Eldon Reid, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusement generally automobile coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, garage keepers, laundrymen, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen;

To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, shops, factories, garages, stables, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

To purchase, take on lease, hire or otherwise acquire and hold lands, buildings or any interest therein for the purposes of parks, sports, recreation, amusement and entertainment; to erect buildings and improvements on such lands or any of them for the purposes of golf, tennis, skating, curling, hockey and amateur sports or amusements for the purposes of entertainment; to equip same with gymnasium and other apparatus; and to use, convert, adapt, improve, operate and maintain, lease, hypothecate, sell or otherwise dispose of all or any of such lands, buildings and premises for the purposes aforesaid or any of them with their usual and necessary adjuncts;

To acquire, erect, maintain and operate buildings, factories, shops or works, stores, garages for the storing, care and keeping on lease or otherwise, of automobiles, cycles, motors, motorboats, hydroplanes, sailing boats, canoes, aeroplanes, autobus and all other motor vehicles or water craft of any nature whatsoever, and machinery, and for all purposes of the company, and to rebuild, enlarge, alter or improve the same, and to sell, lease, dispose of and exchange the said buildings or other property or any part thereof, and to carry on a general garage, boat hiring, livery and taxi-cab business;

To acquire, construct, possess, operate, lease, sell or otherwise dispose of motorboats, hydroplanes, sailing boats, canoes, steam-boats, row-boats, scows, barges or ferries, and to acquire, hold, use, lease, sell or otherwise dispose of such water-lots and water-rights as may be useful or

ment disposer de tels lots riverains, et tels droits riverains si la chose était utile ou convenable relativement à aucun des objets de la compagnie;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou tout intérêt s'y rapportant avec tous édifices ou constructions qui pourraient être sur les dits terrains ou quelques-uns d'entre-eux, et vendre, louer, échanger, engager ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains ou de toute ou de chacune des bâtisses ou constructions qui sont maintenant ou qui, dans l'avenir, pourraient y être érigées, et prendre telle garantie à ce sujet jugée nécessaire;

Manufacturer et produire de la vapeur, du gaz et de l'électricité pour des fins de chauffage, de lumière, de pouvoir, de réfrigération et autres; pourvu que, cependant, les droits et les privilèges conférés à la compagnie par les présentes, de produire de l'énergie électrique pour des fins de lumière de chaleur, et de pouvoir, lorsqu'ils seront exercés, en dehors de la propriété de la compagnie soient assujettis à toutes les lois et règlements des autorités provinciales et municipales à leur sujet;

Mettre en opération, dans toutes leurs branches, les systèmes de nettoyage par le vide et autres systèmes de nettoyage et d'opérations sanitaires;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis au sujet de ou rendre profitables les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

convenient in connection with any of the objects of the company;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor, as may be deemed necessary;

To manufacture and produce steam, gas, and electricity for heat, light, power, refrigeration and other purposes, provided, however, that the rights and privileges hereby conferred upon the company to generate electrical energy for light, heat and power, when exercised outside of the property of the company, shall be subject to all the laws and regulations of the Province and of the municipal authorities in that behalf;

To operate vacuum cleaning systems, in all branches, and other systems of cleaning and sanitation;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exercer une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses, nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer la totalité ou aucune partie des affaires, de la propriété, ou entreprises de la compagnie ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association, or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part

sont totalement ou partiellement semblables à similar to those of the company;
ceux de la compagnie;

Payer toutes ou toute partie des dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Manoir Drummond, Limited". Le capital de la compagnie proposée consistera en mille (1000) actions sans valeur nominale ou au pair.

Le montant du capital avec lequel la compagnie proposée commencera ses affaires sera de cinq mille piastres (\$5,000.00).

L'émission et la distribution des dites mille parts (1000) sans valeur nominale ou au pair ou toute partie d'icelles seront faites pour telle considération à être fixée par le conseil de direction de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Drummondville, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1177

C.-J. SIMARD.

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Manoir Drummond, Limited". The capital stock of the proposed company shall consist of one thousand (1000) shares without nominal or par value.

The amount of capital with which the proposed company shall carry on business shall be the sum of five thousand dollars (\$5,000.00);

The issue and allotment of the said one thousand (1,000) shares without nominal or par value, or any part thereof, shall be made for such consideration as may be fixed by the board of directors of the company.

The head office of the company will be at the town of Drummondville, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1178

Assistant Provincial Secretary.

"McCuaig Rouyn Mines Syndicate, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1924, constituant en corporation: Hersey S. Briant, courtier en mines, James Gannon, vendeur, William Astrof, gérant, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, ou échange, ou promesse de vente, ou autrement tous droits miniers, ou baux miniers ou autrement dans la province de Québec, et, en particulier, acheter et acquérir certains droits miniers situés dans le district de Rouyn, dans la dite province de Québec, et actuellement enregistrés sous le nom de "J. E. McCuaig," et les développer, les améliorer et les payer soit en argent, ou en parts acquittées de la compagnie ou des deux manières;

Faire ou faire faire des travaux d'évaluation sur telles propriétés ou sur tels baux ainsi acquis, ou sur telles propriétés ou baux qui pourraient être avantageux pour la compagnie, faire ou faire faire tout travail minier préliminaire nécessaire pour s'assurer de la valeur en minerais des dites propriétés ou baux possédés par la compagnie, et s'engager à faire pour les autres tel travail minier préliminaire jugé nécessaire pour s'assurer de ou

"McCuaig Rouyn Mines Syndicate, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1924, incorporating: Hersey S. Briant, mining broker, James Gannon, salesman, William Astrof, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, or exchange, or promise of sale, or otherwise any mining rights or mining leases, or otherwise in the Province of Quebec, and in particular to purchase and acquire certain mining rights, situate in the district of Rouyn, in the said Province of Quebec, and now registered in the name of "J. E. McCuaig," and develop, improve the same, and to pay for the same either in cash, or in fully paid up shares of the company or both;

To do or cause to be done such assessment work on the properties, or leases so acquired, or on such other properties or leases as may be to the advantage of the company hereby incorporated;

To do or cause to be done such preliminary mining work as may be considered necessary to ascertain the mineral values of the said properties or leases held or owned by the company and

prouver la valeur en minerais de telles propriétés ou baux;

Acquérir ou se charger de toute partie du commerce et des engagements de toute personne ou de toute compagnie exerçant un commerce d'une nature semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, et les payer soit en argent ou en parts acquittées de cette compagnie, ou des deux manières;

Vendre ou disposer de l'entreprise, en tout ou en partie, pour telle considération que la compagnie jugerait raisonnable, et, particulièrement, pour des actions préférentielles ou communes, des bons ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie;

Emettre ou distribuer des parts acquittées de la compagnie incorporée par les présentes en paiement ou partie de paiement de toute propriété immobilière ou mobilière, ou pour tous droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences, concessions, stocks, bons ou débetures, ou autre propriété ou droits qui peuvent être légalement acquis en vertu des pouvoirs conférés par les présentes, et les payer en argent comptant ou pour toute partie d'iceux, totalement ou partiellement en bons, débetures ou autrement;

Acheter ou se charger de ou acquérir par souscription originale ou autrement détenir, vendre ou autrement disposer de parts du capital de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être exercé de manière à favoriser la compagnie directement ou indirectement, et voter telles actions par l'intermédiaire d'un agent ou d'agents que les directeurs pourraient nommer, pourvu toujours que tel agent ou tels agents soient des actionnaires de la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, branches ou évènements, ponts, réservoirs, cours d'eau, ateliers, magasins et autres commodités que la compagnie croira susceptibles, directement ou indirectement, de procurer les intérêts de la compagnie; aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction;

Emettre des bons et des débetures sur les propriétés immobilières et mobilières de la compagnie ou sur les deux, le tout en conformité avec l'article 6119a S. R. Q., 1909.

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont de nature à favoriser la réalisation des objets précités, sous le nom de "McCuaig Rouyn Mines Syndicate, Limited", avec un capital total de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante actions (250) de cent piastres (\$100.00) chacune.

to contract to do for others such preliminary mining work as may be considered necessary to ascertain or prove the mineral values of any such properties or leases;

To acquire and take over any part of the business and liabilities of any person or company carrying on a business of a similar nature to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same either in cash or paid up shares of this company, or both;

To sell or dispose of the undertakings of the company, in whole or in part, for such considerations as the company may see fit, and particularly for shares, whether preferred or common, bonds or other securities in any other company, the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

To issue or allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or in part payment for any property movable or immovable, or any rights, lease, business, franchise, undertaking, powers, privileges, license, concession, stock, bonds, or debentures or other property or rights which may be lawfully acquired by virtue of the powers hereby granted, and to pay for the same or any part thereof, wholly or partly in bonds or debentures or otherwise;

To purchase or take over or acquire by original subscription or otherwise to hold, sell or otherwise dispose of shares of stock of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote on such shares through such agent or agents as the directors may appoint, providing always that such agent or agents are shareholders of the company;

To enter into any arrangements with authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out and exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any part of the properties and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To construct, improve, maintain, work, manage or control any roadways, branches or sidings, bridges or reservoirs, water courses, shops or stores or other conveniences, or to assist in, or subscribe to any such work, which may directly or indirectly advance the interests of the company;

To issue bonds, and debentures on the movable or immovable property of the company or both, all in accordance with Article 6119a R. S. Q., 1909;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "McCuaig Rouyn Mines Syndicate, Limited", with a total capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1179

ALEXANDRE DESMEULES. 1180

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

"Raynault & Poirier, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1924, constituant en corporation: Adhémar Raynault, Alexis Poirier, Louis-Philippe Guimond, agents d'assurances, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurances sur la vie, sur le feu, sur les accidents et autres, en un mot faire sous toutes ses formes le commerce d'assurances, et tout ce qui se rattache à ce genre de commerce;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant un commerce se rapportant de quelque façon à aucune des fins de la présente compagnie;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquiescer, détenir, vendre ou aliéner de quelque façon des actions ou parts, soit communes, soit privilégiées, des débetures, des bons et autres obligations dans toute autre compagnie ayant des fins semblables en tout ou en partie aux fins de la présente compagnie, ou encore faisant un commerce susceptible d'être dirigé de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter sur toutes ces actions ainsi détenues, par l'entremise d'un agent ou des agents que les directeurs de la présente compagnie pourront nommer à cette fin;

Acquiescer, prendre et exploiter comme un tout tout commerce semblable en tout ou en partie au commerce de la présente compagnie, avec tout son actif et sa clientèle et en payant le prix convenu, soit en argent comptant, soit en actions entièrement acquittées du capital social de la présente compagnie;

Ouvrir ou exploiter des succursales, des agences privées, et tous genres de places d'affaires où le commerce de la présente compagnie pourrait être employé;

Se fusionner avec toute compagnie, société, ou personne faisant un commerce se rapportant d'une façon quelconque à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou aliéner de quelque façon, en tout ou en partie, le commerce de la présente compagnie, à toute corporation, société ou personne, et recevoir en retour de l'argent, des actions, débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquiescer, acheter, louer, arrenter, vendre, hypothéquer, échanger ou aliéner de quelque façon toute propriété immobilière ou immeuble que la présente compagnie pourrait considérer nécessaire ou utile à l'exploitation de son commerce;

Emettre, vendre, et répartir, avec l'approbation des actionnaires, des actions entièrement libérées du capital social de la présente compagnie en retour de services rendus à la présente compagnie professionnels ou autres;

Investir les deniers disponibles de la compagnie de telle manière que de temps en temps la compagnie pourrait déterminer;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant

"Raynault & Poirier, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1924, incorporating Adhémar Raynault, Alexis Poirier, Louis Philippe Guimond, insurance agents, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as brokers in life, fire accident and other insurance, in one word to carry on the insurance business in all branches thereof and to do everything connected with this kind of business;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on any business connected in any way with any of the purposes of the present company;

To buy, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold, sell or alienate in any way shares or stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company or again carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the present company, and to vote on all shares thus held through the agent or agents that the directors of the company may appoint for such purpose;

To acquire, take and operate as a whole, any business altogether or partly similar to that of the present company, together with its assets and good-will and to pay the price agreed upon, either in cash or in fully paid-up shares of the capital stock of the present company;

To open or operate branches, private agencies and any places of business in which the business of the present company may be carried on;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business connected in any way with the business of the present company;

To sell, transfer or otherwise alienate in whole or in part the business of the present company to any corporation, partnership or person and to receive in return cash, shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, lease, rent, sell, hypothecate, exchange or otherwise alienate any immovable or movable property which the present company may think necessary or useful for the carrying on of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, fully paid up shares of the capital stock of the present company in return for services rendered to the present company, professionally or otherwise;

To invest the moneys of the company not immediately required as may from time to time be determined by the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing

à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie ou bons ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Emettre, recevoir, tirer, accepter, endosser, ou souscrire chèques, traites, billets promissoires ou autres effets négociables;

Faire aussi le commerce comme courtier en immeubles et tout ce qui se rattache à ce genre de commerce;

Faire toutes choses nécessaires ou utiles à l'exploitation du commerce de la présente compagnie et à l'obtention d'aucune des fins de la présente compagnie, sous le nom de "Raynault & Poirier, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune en actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
C.- J. SIMARD.

1185

"The Eastern Townships Cartage Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1924, constituant en corporation: Denis-S. Bachand, Adélard-N. Dupuis, commerçants, et Anatole Guérin, commis, tous de la ville de Coaticook, province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire le commerce dans toutes ses branches, de maîtres-voituriers et d'expéditeurs, et collecter et recevoir, transférer, transporter et expédier des bagages, colis, des articles, denrées et marchandises, des produits et tous articles de commerce et autres effets;

Faire affaires comme voituriers et charretiers, et conduire et transporter des passagers dans les limites de la province de Québec;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, entretenir, vendre ou autrement disposer de, ou louer à, ou emprunter des chevaux, des avions, des engins tracteurs, des moteurs et autres véhicules de toutes sortes et de toutes descriptions pour les fins de commerce de la compagnie;

Faire affaires comme entreposeurs, et bâtir, acheter, louer, mettre en opération et entretenir des entrepôts et des bâtisses aux fins d'emmagasiner du grain et des céréales, du beurre, du fromage, des œufs, de la volaille, des fruits, des légumes et tous autres articles de commerce;

Exercer toute autre affaire ou entreprise que la compagnie jugerait susceptible d'être conduites convenablement avec toute partie des affaires de la compagnie ou supposée devoir favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement;

Acheter, acquérir ou souscrire à, et accepter, détenir et disposer de parts, bons, débetures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir comme agents pour toute compagnie, association ou individu exerçant un commerce semblable ou connexe;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre à toute personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou connexe;

or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the capital stock of the company or bonds or any debentures, debenture stock or any other securities in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To issue, receive, draw, accept, endorse or underwrite cheques, drafts, promissory notes or other negotiable instruments;

Also to carry on business as real estate broker and do everything connected with this line of business;

To do all things necessary or useful for the carrying on of the business of the present company and the attainment of any of the purposes of the present company, under the name of "Raynault & Poirier, Limitée", with a total capital-stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand common (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1924.

C. J. SIMARD.

1186

Assistant Provincial Secretary.

"The Eastern Townships Cartage Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1924, incorporating: Denis S. Bachand, Adélard N. Dupuis, traders, and Anatole Guérin, clerk, all of the town of Coaticook, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of cartage contractors and forwarders in all its branches, and to collect, receive, transfer, convey and forward baggage, luggage, goods, wares, merchandise, produce, and all articles of commerce and other effects;

To carry on the business of carters and common carriers, and to carry and convey passengers within the Province of Quebec;

To purchase or otherwise acquire, own, maintain, sell or otherwise dispose of or lease and hire horses, airships, traction engines, motor and other vehicles of all kinds and description for the purpose of the company's business;

To carry on the business of warehousemen, and to build, purchase, lease, operate and maintain warehouses and buildings for the purpose of storing grain and cereals, butter, cheese, eggs, poultry, fruit, vegetables and all other articles of commerce;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to advance the company's interest;

To buy, acquire or subscribe for, and to accept, hold and dispose of any shares, bonds, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

To act as agents for any company, partnership or person carrying on a similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des affaires et de l'entreprise de la compagnie en faveur de toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et recevoir comme considération pour telle vente, bail ou transfert, des argents ou toutes parts, débetures, des bons ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Rémunérer, soit en argent ou en capital payé ou partiellement payé, en bons ou débetures de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie relativement à son incorporation, sa promotion ou son organisation, ou en rapport avec la conduite de ses affaires, ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, sous le nom de "The Eastern Townships Cartage Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, dont la totalité sera du stock commun.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1191

C.-J. SIMARD.

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To remunerate, either in cash or in paid up or partly paid up stock, bonds or debentures of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business or for any property or rights acquired by the company, under the name of "The Eastern Townships Cartage Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, all of which will be common stock.

The head office of the company will be in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1192

Assistant Provincial Secretary.

Demande à la Législature

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul" s'adressera à la Législature, au cours de la présente session, pour l'adoption d'une loi ratifiant une résolution de son Conseil en date du 13 février 1924, concernant l'arrangement intervenu entre les propriétaires des lots Nos 103, 104 et 105 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, et la dite corporation de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, aux fins d'obtenir renonciation à une exemption de taxes, et de s'assurer pour une période de vingt années l'encaissement d'une somme fixe et indiscutable.

Montréal, 14 février 1924.

Le secrétaire-trésorier de la paroisse
de Saint-Vincent-de-Paul,

921-7-4

ALP. CHARTRAND.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of Saint Vincent de Paul will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an act ratifying a resolution of its Council, dated February the 13th, 1924, concerning the agreement arrived at between the proprietors of lots Nos. 103, 104 and 105 of the official plan and reference book of the parish of Saint Vincent de Paul and the said corporation of the parish of Saint Vincent de Paul, in order to obtain renunciation to the exemption of taxes and to assure themselves for a period of twenty years the collection of a fixed and incontestable sum.

Montreal, February 14, 1924.

ALP. CHARTRAND,

922-7-4

Secretary-Treasurer.

Département de l'Instruction Publique

1378-21.

Québec, 25 février 1924.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Lac-Macaza", comté de Labelle, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

1. Les lots numéros 17 à 24 inclusivement du rang nord de la rivière Macaza, canton de Nantel; les lots numéros 5 à 8 inclusivement du rang E, du canton Marchand, ces lots devant être détachés de la municipalité scolaire de "La Macaza", comté de Labelle;

2. Les lots numéros 2 à 15 inclusivement du rang 3, du canton de Nantel; les lots numéros 2 à 10 inclusivement du rang 4, du même canton, ces lots n'appartenant à aucune municipalité scolaire déjà organisée.

1135-9-2

Department of Public Instruction

1378-21.

Quebec, February 25, 1924.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Lac-Macaza", county of Labelle, the territory hereunder described, to wit:

1. The lots numbers 17 to 24 inclusively of the range north of the river Macaza, township of Nantel; the lots numbers 5 to 8 inclusively of range E of the township of Marchand, such lots to be detached from the school municipality of "La Macaza", county of Labelle.

2. The lots numbers 2 to 15 inclusively of range 3 of the township of Nantel; the lots numbers 2 to 10 inclusively of range 4 of the same township, such lots forming no part of any organized school municipality.

1136-9-2

817-23.

Québec, 25 février 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wickham-Ouest, comté de Drummond, le territoire compris dans les limites de la municipalité rurale du village de Wickham-Ouest, tel qu'érigé par proclamation officielle publiée dans la Gazette officielle de Québec, numéro 43, volume 54, page 2657, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Wickham-Ouest", même comté.

1137-9-2

817-23.

Quebec, February 25, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Wickham West, county of Drummond, the territory included within the limits of the rural municipality of the village of Wickham West, as erected by the official proclamation published in the Quebec Official Gazette, number 43, volume 54, page 2657, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of "Village of Wickham West", same county.

1138-9-2

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que "The Prudential Assurance Company, Limited, of London, England," a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après ce vingt-huitième jour de février 1924.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Kenneth Thom, Lake of the Woods Bldg., 10, Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de février 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,

Branche des Assurances,

1203-10-2

Québec, Qué.

Avis est donné que la "Zurich General Accident and Liability Insurance Company, Limited", a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les accidents, automobile, vol avec effraction, bris de glaces et chaudières à vapeur, le et après ce troisième jour de mars, 1924.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: C.-Eugène Hull, Bank of Toronto Building, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,

Branche des Assurances,

1225-10-2

Québec, Qué.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "British General Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur les propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les automobiles, le et après ce troisième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce troisième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,

1227-10-2

Québec, Qué.

Notice is hereby given that "The Prudential Assurance Company, Limited, of London, England", has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after this twenty eighth day of February, 1924.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: Kenneth Thom, Lake of the Woods Bldg., 10 Saint John Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty eighth day of February, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec,

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,

Insurance Branch,

1204-10-2

Quebec, Que.

Notice is hereby given that the "Zurich General Accident and Liability Insurance Company, Limited", has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Accident, Automobile, Burglary, Plate Glass and Steam Boiler Insurance, on and after this third day of March, 1924.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are: C. Eugène Hull, Bank of Toronto Building, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this third day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,

Insurance Branch,

Quebec, Que.

1226-10-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "British General Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Sprinkler Leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Automobile Insurance, on and after this third day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this third day of March 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec,

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

1228-10-2

Quebec, Que.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Century Insurance Company, Limited," l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres et contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce vingt-sixième jour de février 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de février 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances de Québec,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
1129—9-2

Québec, P. Q.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Century Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this twenty sixth day of February, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty sixth day of February, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

1130—9-2

Quebec, P. Q.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Yorkshire Insurance Company, Limited," l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, bétail et bris de glaces, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les automobiles, garantie, vol avec effraction, contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce vingt-sixième jour de février 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de février 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des Assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
1131—9-2

Québec, P. Q.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Yorkshire Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Accident, Live Stock and Plate Glass Insurance, has been extended to include Automobile, Guarantee, Burglary, Sprinkler Leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this twenty sixth day of February, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty sixth day of February, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

1132—9-2

Quebec, P. Q.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour supérieure, No 385.—Dame Marie-Alexina Gauthier, épouse commune en biens de François Fortin, journalier, de Villemontel, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit François Fortin, de Villemontel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le deuxième jour de février 1924.

Amos, 27 février 1924.

Le procureur de la demanderesse,

(Signé) L.-A. LADOUCEUR.

Vraie copie,

Le procureur de la demanderesse,

1207—10-5 L.-A. LADOUCEUR.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1155.—Dame Marie-Louise Moreau, de Québec, épouse de Maurice Gosselin, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Maurice Gosselin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 mars 1924.

Québec, 3 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,

(Signé) HECTOR LAFERTE.

1209—10-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. 385.—Dame Marie Alexina Gauthier, wife common as to property of François Fortin, labourer, of Villemontel, duly authorized to appear in Court, plaintiff; vs the said François Fortin, of Villemontel, defendant.

An action as to separation of property has been instituted in this case on the second day of February, 1924.

Amos, February 27, 1924.

(Signed)

L. A. LADOUCEUR,

Attorney for plaintiff.

True copy,

L. A. LADOUCEUR,

1208—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1155.—Dame Marie Louise Moreau, of Quebec, wife of Maurice Gosselin, restaurant keeper, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Maurice Gosselin, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 3rd of March, 1924.

Quebec, March 3rd, 1924.

(Signed) HECTOR LAFERTE,

1210—10-5

Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 72.—Dame Hermance Pélouquin, épouse commune en biens de Pierre-Rosario Boucher, commerçant, du canton d'Auckland, dit district, a pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

Sherbrooke, 26 février 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1231—10-5 VERRET & DESILETS.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1123. Dame Philomène Pouliot, épouse commune en biens de Joseph Pouliot, boulanger, Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Pouliot, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le premier jour de mars 1924.

Québec, 4 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
(Signé) SHINK & DE BLOIS.

Vraie copie,
Les procureurs de la demanderesse,
1241—10-5 SHINK & DE BLOIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2087.—Dame Annie Barron, de la cité de Westmount, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-William Bélisle, marchand, du même endroit, demanderesse; vs le dit Joseph-William Bélisle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Montréal, 16 février 1924.

RENE CHENEVERT,
1099—9-5 Avocat de la demanderesse.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2076. Dame Georgette Domont, épouse commune en biens de Paul Pirotte, commis-voyageur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Paul Pirotte, commis-voyageur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 février 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
LAVERY & DEMERS.
Montréal, 15 février 1924. 987—8-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 7752.—Dame Georgiana Cliche, épouse commune en biens de Joseph Vachon, de Saint-Sébastien, demanderesse; vs Joseph Vachon, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour de février 1924.

Saint-Joseph, Beauce, 7 février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
827—7-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Joliette. Dans la Cour supérieure, No 646. Dame Philomène Millet, du village de Saint-Jacques, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Maxime Racette, commerçant, du dit village de Saint-Jacques, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Maxime Racette, défendeur.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 72.—Dame Hermance Pélouquin, wife common as to property of Pierre Rosario Boucher, of the township of Auckland, in said district, trader, has taken an action for separation as to property from her said husband.

Sherbrooke, February 26, 1924.

VERRET & DESILETS,
1232—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1123. Dame Philomène Pouliot, wife common as to property of Joseph Pouliot, baker, Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Pouliot, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the first day of March, 1924.

Quebec, March 4, 1924.

(Signed) SHINK & DE BLOIS,
Attorneys for plaintiff.

True copy,
SHINK & DE BLOIS,
Attorneys for plaintiff. 1242—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2087.—Dame Annie Barron, of the city of Westmount, district of Montreal, wife common as to property of Joseph William Belisle, merchant, of the same place, plaintiff; vs the said Joseph William Belisle, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case, on this date.

Montreal, February 16, 1924.

RENE CHENEVERT,
1100—9-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2076. Dame Georgette Domont, wife common as to property of Paul Pirotte, travelling salesman, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Paul Pirotte, travelling salesman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 14th of February 1924.

LAVERY & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, February, 15, 1924. 988—8-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 7752.—Dame Georgiana Cliche, of Saint Sebastien, wife common as to property of Joseph Vachon, of Saint Sebastien, plaintiff; vs Joseph Vachon, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 7th of February, 1924.

Saint Joseph, Beauce, February 7, 1924.

ROSAIRE BEAUDOIN,
828—7-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette. In the Superior Court, No. 646. Dame Philomène Millet, of the village of Saint Jacques, in the district of Joliette, wife common as to property of Maxime Racette, trader, of the said village of Saint Jacques, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Maxime Racette, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ième jour de février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
JOS. SYLVESTRE.

Joliette, 19 février 1924.

1011—8-5

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 14th day of February, 1924.

JOS. SYLVESTRE,
Attorney for plaintiff.

1012—8-5

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 760.—Dame Marie-Louise Bergeron, épouse contractuellement commune en biens de Horace Thiffault, contracteur, de la ville de Saint-Tite, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Horace Thiffault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trente et unième jour de janvier mil neuf cent vingt-quatre.

Trois-Rivières, 1er février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
J.-A. CAMBRAY.

829—7-5

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 760.—Dame Marie Louise Bergeron, wife contractually *commune en biens* of Horace Thiffault, contractor, town of Saint Tite, district of Three Rivers, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Horace Thiffault, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case the thirty first day of January, one thousand nine hundred and twenty four.

Three Rivers, February 1st, 1924.

J. A. CAMBRAY,
Attorney for plaintiff.

830—7-5

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 725.—Dame Blandine Carpentier, épouse contractuellement commune en biens de Emile Thiffault, contracteur, de la ville de Saint-Tite, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Emile Thiffault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trentième jour de janvier mil neuf cent vingt-quatre.

Trois-Rivières, 1er février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
J.-A. CAMBRAY.

831—7-5

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 725.—Dame Blandine Carpentier, wife contractually *commune en biens* of Emile Thiffault, contractor, town of Saint Tite, district of Three Rivers, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Emile Thiffault, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case, the thirtieth day of January, one thousand nine hundred and twenty four.

Three Rivers, February 1st, 1924.

J. A. CAMBRAY,
Attorney for plaintiff.

832—7-5

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 758.—Dame Rose-Alma Davidson, épouse contractuellement commune en biens d'Almanzor Thiffault, contracteur, de la ville de Saint-Tite, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Almanzor Thiffault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trente et unième jour de janvier mil neuf cent vingt-quatre.

Trois-Rivières, 1er février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
J.-A. CAMBRAY.

833—7-5

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 758.—Dame Rose Alma Davidson, wife contractually *commune en biens* of Almanzor Thiffault, contractor, town of Saint Tite, district of Three Rivers, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Almanzor Thiffault, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case, the thirty first day of January, one thousand nine hundred and twenty four.

Three Rivers, February 1st, 1924.

J. A. CAMBRAY,
Attorney for plaintiff.

834—7-5

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 413.—Dame Axilda-Léda Lagacé, épouse commune en biens de Emile Samson, de la cité de Lévis, cocher de place, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Emile Samson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour de février 1924.

Québec, ce 8 février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
ARMAND LAVERGNE.

855—7-5

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 413.—Dame Axilda Léda Lagacé, wife common as to property of Emile Samson, of the city of Lévis, public carter, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Emile Samson, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the eighth day of February, 1924.

Quebec, February 8, 1924.

ARMAND LAVERGNE,
Attorney for plaintiff.

856—7-5

Canada, Province de Québec, district de Beauce, devant la Cour supérieure, No 7707.—Dame Marie-Clara Métivier, épouse commune en biens de Joseph Fortier, commerçant, de Sainte-Hénédine, dûment autorisée à instituer les présentes, demanderesse; vs le dit Joseph Fortier, du même lieu, défendeur.

Canada, province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 7707.—Dame Marie Clara Métivier, wife common as to property of Joseph Fortier, trader, of Sainte Hénédine, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Joseph Fortier, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Joseph-de-Beauce, 22 janvier 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
857—7-5 FORTIER & CLICHE.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4660.—Dame Gertie Gradovchick, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Morris Mandelman; marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; contre Le dit Morris Mandelman, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 31ème jour de janvier 1924.

Montréal, 4 février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
723—6-5 N. W. JACOBS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4341.—Dame Clara Rubenstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Morris Levine, marchand, des mêmes lieux, dûment autorisée en justice, demanderesse; vs Morris Levine, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 janvier 1924.

Le procureur de la demanderesse,
725—6-5 MICHAEL GARBER.

Province de Québec, district de Gaspé, comté de Bonaventure, Cour supérieure, No 4062. Dame Hélène Mill, épouse commune en biens de Thomas-B. Clapperton, marchand, de Maria, comté de Bonaventure, district de Gaspé, demanderesse; vs Thomas-B. Clapperton, marchand, de Maria, comté et district susdits, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatrième jour de février 1924.

New Carlisle, le 4 février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
749—6-5 J.-F. BUGAUD.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 7713.—Marie Cliche, épouse de Henry Morin, de Saint-Théophile, comté de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Henry Morin, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ème jour de janvier 1924.

Saint-Georges-de-Beauce, 6 février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
761—6-5 LORENZO DUTIL.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 115.—Dame Eva Leclerc, de Québec, épouse de Léon Parent, journalier, 16 Hamilton, Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Léon Parent, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le deuxième jour de février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
LS-JOS. LACHANCE.
93, rue Saint-Pierre, Québec. 785—6-5

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint Joseph de Beauce, January 22, 1924.

FORTIER & CLICHE,
858—7-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4660.—Dame Gertie Gradovchick, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Morris Mandelman, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Morris Mandelman, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 31st day of January 1924.

Montreal, February 4, 1924.

N. W. JACOBS,
724—6-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4341.—Dame Clara Rubenstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Morris Levine, merchant, hereto duly authorized by a judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Morris Levine, of the same place, merchant, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 30th day of January, 1924.

MICHAEL GARBER,
726—6-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Gaspé, county of Bonaventure, Superior Court, No. 4062. Dame Helene Mill, wife common as to property of Thomas B. Clapperton, merchant, of Maria, county of Bonaventure, district of Gaspé, plaintiff; vs Thomas B. Clapperton, merchant, of Maria, county and district aforesaid, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the fourth day of February, 1924.

New Carlisle, February 4, 1924.

J. F. BUGAUD,
750—6-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 7713.—Marie Cliche, wife of Henry Morin, of Saint Théophile, Beauce county, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Henry Morin, farmer, of Saint Théophile, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 9th of January, 1924.

Saint Georges, Beauce, February 6, 1924.

LORENZO DUTIL,
762—6-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 115.—Dame Eva Leclerc, of Quebec, wife of Léon Parent, laborer, 16-Hamilton, Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Léon Parent, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the second day of February, 1924.

LS-JOS. LACHANCE,
Attorney for plaintiff.
93, Saint Peter Street, Quebec. 786—6-5

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 295.— Dame Bella Gauthier, de Saint-Marc-des-Carières, épouse commune en biens de sieur Rosaire Perron, journalier, de Saint-Alban, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Rosaire Perron, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le trente-et unième jour de janvier 1924.

Québec, 4 février 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
721—6-5 GALIPEAULT & BOISVERT.

Action for separation as to bed and board

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 295.

Dame Bella Gauthier, of Saint Marc des Carières, wife common as to property of Mr. Rosaire Perron, laborer, of Saint Alban, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Rosaire Perron, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause the thirty first day of January, 1924.

Quebec, February 4, 1924.

GALIPEAULT & BOISVERT,
722—6-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Copie d'une résolution adoptée par La Commission des Liqueurs de Québec, à sa réunion du 1er mars mil neuf cent vingt-quatre.

Vu les articles 47 et 48 de la Loi des Liqueurs Alcooliques;

Vu les rapports d'analyses faites par les analystes de la Commission des Liqueurs de Québec, à Québec, d'un échantillon des produits ci-après mentionnés:

IL EST RESOLU COMME SUIV:

1. Que La Commission des Liqueurs de Québec établit par la présente que les produits suivants, à savoir:

Essence Concentrée de Gingembre de la Jamaïque, de la maison Martineau & Boucher, pharmaciens, de Montréal;

Essence of Jamaica Ginger, de la "Partners Product Co., Rgd", Québec;

Extrait de Gingembre, préparé par "The Joliette Chemical Co.", Montréal, ne sont pas des médicaments, au sens des articles 47 et 48 de la Loi des Liqueurs Alcooliques, mais sont des liqueurs alcooliques auxquelles la dite loi s'applique;

2. Que la présente résolution soit publiée dans la Gazette Officielle de Québec;

5. Que la Commission des Liqueurs de Québec donne un avis à cet effet, conformément aux articles 47 et 48 de la dite loi, aux fabricants, aux agents en cette province des fabricants ou aux personnes qui ont acquis ces produits pour les revendre.

Vraie copie,

1211

Le secrétaire,

L. GIGUERE.

Canada, province de Québec, district et comté de Chicoutimi.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que la Corporation de la ville de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage en béton sur la rivière à Mars, en front des et sur les lots Nos 172 et 580, bloc E, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis et Saint-Alphonse, canton Bagot.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces

Miscellaneous Notices

Copy of a resolution passed by the Quebec Liquor Commission, at its meeting of the 1st of March one thousand nine hundred and twenty four.

Seeing articles 47 and 48 of The Alcoholic Liquor Act;

Seeing the reports of analyses made by the analysts of The Quebec Liquor Commission, at Quebec, of samples of the products hereunder mentioned;

IT IS RESOLVED AS FOLLOWS:

1. That The Quebec Liquor Commission establishes, by these presents, that the following products, to wit:

Essence Concentrée de Gingembre de la Jamaïque, of the firm Martineau & Boucher, druggists, of Montreal;

Essence of Jamaica Ginger, of the "Partners Product Co., Regd", Quebec;

Extrait de Gingembre, prepared by "The Joliette Chemical Co.", Montreal, are not medicines within the meaning of articles 47 and 48 of the Alcoholic Liquor Act, but an alcoholic liquor to which the said act applies;

2. That the present resolution be published in the Quebec Official Gazette;

3. That The Quebec Liquor Commission gives notice to that effect, pursuant to articles 47 and 48 of the said act, to the manufacturers, and to the agents in this Province of the manufacturers or to persons who have acquired such products to resell same.

A true copy,

1212

L. GIGUERE,

Secretary.

Canada, Province of Quebec, District and County of Chicoutimi.

Public notice is hereby given, pursuant to article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that the corporation of the Town of Bagotville, in the county of Chicoutimi, intends to apply for authorization to have constructed a concrete dam on the Rivière à Mars, in front of and upon lots Nos. 172 and 580, block E, of the official cadastre of the parish of Saint Alexis and Saint Alphonse, township of Bagot.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the

travaux de barrage et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministère des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au Bureau d'Enregistrement de la division d'Enregistrement de Chicoutimi, Qué.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération, le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Bagotville, Qué., le 30 janvier 1924.

CORPORATION DE LA VILLE DE BAGOTVILLE.

Par LOUIS-PH. CHAYER,

729-6-5

Secrétaire-trésorier.

construction thereof and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Chicoutimi, Que.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Bagotville, Que., January 30, 1924.

CORPORATION OF THE TOWN OF BAGOTVILLE.

Per LOUIS PH. CHAYER,

730-6-5

Secretary-Treasurer.

Liquidation—Avis de

Canada, province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, No 35.—*In re*: O. Langlois & Compagnie, Limitée, en liquidation, Saint-Jean, P. Q., et L.-P. Lortie, liquidateur.

Avis est par les présentes donné que M. L.-P. Lortie, comptable, à Montréal, a été nommé liquidateur de la compagnie en liquidation, par jugement rendu le 6 février 1924.

Les créanciers de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des réclamations contre elle devront produire leurs réclamations attestées sous serment entre les mains du liquidateur, à son bureau, No 294 Est, rue Sainte-Catherine, à Montréal, le ou avant le 14 mars 1924.

Le liquidateur,

L.-P. LORTIE.

Saint-Jean, Qué., 14 février 1924.

Du bureau-comptable:

Lortie, Gauthier & Dufresne,

294 Est, rue Sainte-Catherine,

1205

Montréal.

Winding up Notice

Canada, Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 35.—*In re*: O. Langlois & Compagnie, Limitée, in liquidation, Saint John's, P. Q., and L. P. Lortie, liquidator.

Notice is hereby given that Mr. L. P. Lortie, of Montreal, accountant, has been appointed liquidator, by judgment rendered on the 6th day of February, 1924.

The creditors of the Company in liquidation and all parties having claims against it must file their sworn claims with the liquidator, at his office, No. 294 Sainte Catherine Street East, Montreal, on or before the 14th March, 1924.

L. P. LORTIE,

Liquidator.

Saint John's, Que., February 14, 1924.

Office of:

Lortie, Gauthier & Dufresne,

Accountants and Auditors,

194 East, Sainte Catherine Street,

Montreal.

1206

Ratification de titres

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, (Ex-Parte) No. 218. Eric Bissonnette, sellier, des cité et district de Montréal, requérant.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Mtre Louis-Joseph Boileau, notaire, le 30ème jour de janvier, 1924, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, le 31ème jour de janvier 1924, sous le No 40259, entre C. A. Kavanagh, commis, de la cité de Montréal, et Eric Bissonnette, sellier, de la cité de Montréal, étant une vente par le dit C. A. Kavanagh au dit Eric Bissonnette, d'un lot de terre ayant front sur le carré Chaboillez, en la cité de Montréal, portant le numéro huit cent deux (802), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, avec les bâtisses dessus érigées, et en la possession, comme propriétaire, pendant les trois dernières années, du dit C. A. Kavanagh seul, depuis le 2 novembre 1918, en vertu d'un acte de déclaration en date du 16 mai 1921 et enregistré le 18 mai 1921 au bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest sous le No. 167892; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit emplacement a été acquis par le dit Eric Bissonnette, sont

Confirmation of titles

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (Ex-Parte) No. 218. Eric Bissonnette, saddler, of the City and District of Montreal, petitioner.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a deed executed before Louis-Joseph Boileau, notary, on the 30th of January, 1924, and registered in the registry office of Montreal, on the 31st of January 1924, under No. 40259, between C. A. Kavanagh, clerk, of the city of Montreal, and Eric Bissonnette, saddler, of the City of Montreal, being a sale by the said C. A. Kavanagh to the said Eric Bissonnette, of a lot of land fronting on Chaboillez square, in the City of Montreal, and being known and designated under number eight hundred and two (802), on the official plan and in the book of reference of Saint Antoine Ward, with the buildings thereon erected, and possessed, as proprietor, for the three years now last past by the said C. A. Kavanagh, since the second day of November 1918, according to a declaration dated the 16th day of May 1921, and registered at the registry office of Montreal-East on the 18th day of May 1921, under No. 167892; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately

averties qu'il sera présenté à la dite Cour Supérieure, pour le district de Montréal, division de pratique, chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, le 3ème jour d'avril 1924, à 10.30 a.m., une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elle sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffier du dit protonotaire dans les six jours du dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Le député-protonotaire de la Cour supérieure,
LOUIS-E. GAGNON.

Les procureurs du requérant,
GUERIN, RENAUD & COUSINEAU.
Montréal, 11 février 1924. 973-8-2

previous to and at the time the same were acquired by said Eric Bissonnette, are hereby notified that application will be made to the said Court, practice division, Chamber 31, in the Palace of Justice, in Montreal, on the 3rd day of April 1924, at 10.30 a.m., for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this cause, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said Prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the rights of so doing.

LOUIS E. GAGNON,
Deputy Prothonotary of the Superior Court.
GUERIN, RENAUD & COUSINEAU,
Attorneys for the Petitioner.
Montreal, February 11th, 1924. 974-8-2

Soumissions

Province de Québec, ville de Québec-Ouest.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la ville de Québec-Ouest demande des soumissions écrites pour une série d'obligations émises par elle, sous l'autorité de son règlement No 22, comme suit:

- (A) pour \$80,000.00;
- (B) pour \$140,000.00,

payables en séries—

(1) durant une période de 30 ans à compter du 1er mai 1924, par séries suivant le tableau contenu au règlement—ou

(2) en 10 ans, payables en séries suivant le tableau durant les dix premières années; la balance de l'emprunt devenant due la dixième année.

Les dits emprunts devront porter intérêt au taux de 5½%, payables capital et intérêt à la Banque Canadienne de Commerce, dans toutes ses succursales de la province de Québec; les dénominations seront de \$100.00 ou de multiples de \$100.00, au gré de l'acheteur.

Un chèque accepté, représentant 1% de l'émission, devra accompagner la soumission, laquelle devra mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus.

Les obligations seront livrées 50% le 1er juin 1924 et 50% le 1er août 1924.

Le conseil de la ville de Québec-Ouest ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Les soumissions seront ouvertes à la salle municipale de la ville de Québec-Ouest, 58, Côte du Palais (2ème étage), en la cité de Québec, à une séance du Conseil qui sera tenue mardi, le 25 mars 1924, à 8 heures P. M.

Québec, le 5 mars 1924.

Le secrétaire-trésorier,
1259 J.-P. GALIBOIS.

Tenders

Province of Quebec, Town of Quebec West.

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Quebec West is asking for tenders in writing for a series of debentures to be issued by it, under the authority of its By-law No. 22, as follows:

- (A) for \$80,000.00;
- (B) for \$140,000.00,

payable in series—

(1) for a period of 30 years from the 1st of May, 1924, by series according to the table contained in the By-law—or

(2) in 10 years, payable in series according to the table for the first ten years; the balance of the loan becoming due the tenth year.

The said loans shall bear interest at the rate of 5½%, the capital and interest payable to the Canadian Bank of Commerce, at any of its branches, in the Province of Quebec; the denominations shall be \$100.00 or multiples of \$100.00, at the option of the purchaser.

An accepted cheque representing 1% of the issue must accompany the tender, which must mention if the price includes or does not include the accrued interest.

The debentures shall be delivered 50% on the 1st June, 1924, and 50% on the 1st August, 1924.

The Town Council of Quebec West does not bind itself to accept the highest nor any tender.

The tenders shall be opened at the Municipal Hall of the Town of Quebec West, 58, Palace Hill (2nd story), in the city of Quebec, at a meeting of the Council which will be held on Tuesday, the 25th of March, 1924, at 8 o'clock P. M.

Quebec, March 5, 1924.

J. P. GALIBOIS,
1260 Secretary-Treasurer.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de l'actif de Ulric Dubois, d'Inverness, comté de Mégantic, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que JEUDI, le DIXIEME jour d'AVRIL, 1924, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, sis au village

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Ulric Dubois, of Inverness, county of Megantic, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TENTH day of APRIL, 1924, at TEN o'clock A. M., at the Registry Office of the county of Megantic, village of Inverness, will be sold the

d'Inverness, sera vendu l'immeuble suivant appartenant à la dite cession, savoir:

Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent vingt-quatre (No 424), du cadastre officiel du canton d'Inverness, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, laquelle a le même effet qu'une vente par le shérif.

Condition de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,

GASTON TETREAULT.

3 mars 1924.

1229—10-2

Dans l'affaire de: Langlois & Gouin, Limitée, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Victoriaville, province de Québec, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de MARS 1924, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire, en la ville de Victoriaville, l'immeuble suivant, décrit comme suit, savoir:

"Un terrain ou emplacement situé sur le côté sud de la rue Notre-Dame, dans la ville de Victoriaville, contenant environ vingt et un mille six cents pieds en superficie, et comprenant toute la profondeur qui se trouve entre la rue Notre-Dame et la rue Saint-Jean-Baptiste, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour cette partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant les numéros deux cent quatre-vingt seize (296) et deux cent soixante-huit (268) et la moitié ouest du numéro deux cent soixante-neuf (1/2-269), cette dernière partie étant bornée en front au sud de la rue Saint-Jean-Baptiste, du côté ouest au numéro 268, du côté est à Jean Nadeau et en profondeur au nord à Ezérie Houle, avec en plus une lisière de terrain à prendre sur le côté est du numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept, (p. e. 297) du dit cadastre, contenant dix-huit pouces de largeur au trottoir de la rue Notre-Dame pour de là s'élargir graduellement jusqu'au bout de la profondeur du dit numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept où elle a huit pieds de largeur; la ligne de division entre le terrain de Langlois et Gouin, Limitée, et celui de Zéphirin Ducharme, se trouvant une ligne droite qui part du côté sud-est de la maison du dit Zéphirin Ducharme, et qui va rejoindre la ligne est du terrain de Onésime Bisson, divisant les lots numéros deux cent soixante-sept et deux cent soixante-huit; à distraire dans la partie ouest du dit numéro deux cent quatre-vingt-seize et la partie est du dit lot deux cent quatre-vingt-dix-sept, un droit de passage de toute manière à être exercé en commun par les dits Langlois et Gouin, Limitée, et par le dit Zéphirin Ducharme, à perpétuité, sur une lisière de terrain de douze pieds de largeur et de cent quatre pieds de profondeur, à partir du trottoir de la rue Notre-Dame, à laquelle largeur de douze pieds est comprise la lisière cédée par le dit Zéphirin Ducharme sur la profondeur de cent quatre pieds. le tout suivant les titres—avec les

following property, belonging to this estate, to wit:

A farm known and designated as being the lot number four hundred and twenty four (No 424), of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Inverness—with all the buildings thereon, the said farm containing one hundred acres of land in superficies, more or less.

To be sold to the highest bidder.

The titles and the certificate may be seen at my office.

This sale is made pursuant to Article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, which gives it the effects of the sheriff's sale.

Terms of payment: cash.

GASTON TETREAULT,

Authorized Trustee.

March 3, 1924.

1230—10-2

In the matter of Langlois & Gouin, Limited, body politic and incorporated having its principal place of business at Victoriaville, Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY SIXTH day of MARCH 1924, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, at the parochial church door of Sainte Victoire, in the town of Victoriaville, the following immovable, as follows:

"A piece of land or emplacement situate on the south side of Notre Dame Street, in the town of Victoriaville, of a superficies of about twenty one thousand six hundred feet, abutting from one end to the other to Notre Dame Street and Saint Jean Baptiste Street, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for that part of the township of Arthabaska forming the parish of Sainte Victoire, under numbers two hundred and ninety six (296) and two hundred and sixty eight (268) and the western half of number two hundred and sixty nine (1/2 269), the latter piece of land bordering to the south Saint Jean Baptiste Street, to the west number two hundred and sixty eight (268) to the east Jean Nadeau and to the other end to the north Ezérie Houle, with a small tract of land to be taken from the east side of number two hundred and ninety seven (p. e. 297) of said cadastre, eighteen inches wide from the sidewalk of Notre Dame Street and gradually widening up to the other end of number two hundred and ninety seven (297), where it is eight feet wide; the dividing line between the property of Langlois & Gouin, Limited, and that of Zéphirin Ducharme being a straight line starting from the south east side of the house of the said Zéphirin Ducharme and joining the eastern line of the property of Onésime Bisson, dividing the lots numbers two hundred and sixty seven and two hundred and sixty eight (267-268); less in the western part of said number two hundred and ninety six (296) and the eastern part of said lot two hundred and ninety seven (297), a full right of way to be used jointly and forever by the said Langlois & Gouin Ltd and Zéphirin Ducharme on a tract of land twelve feet wide and one hundred and four long, from the sidewalk of Notre Dame Street, width of twelve feet takes in the land given away by the said Zéphirin Ducharme, on the length of one hundred and four feet, the whole in conformity with the titles—together with the buildings thereon erected, the factory, the

bâtisses dessus construites sur le dit terrain, la manufacture et toutes les machines et machineries et tout l'outillage et les dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C. et article 20, paragraphe 4 de la loi de faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Condition de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

GUSTAVE PICHER.

Bureau: Rue de l'Eglise,

Arthabaska, 19 février 1924.

975-8-2

District d'Arthabaska, Comté de Drummond, Qué. Dans l'affaire d'Emile Girard, cultivateur, de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le TRENTE-ET-UNIEME jour de MARS 1924, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu à la porte de l'église de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, l'immeuble suivant:

1. Une ferme de trois arpents et seize pieds de front par 28 de haut, située au 9ième rang de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, connue et désignée comme étant le tiers centre du lot No 2 du 9ème rang de Simpson (1/3 C. No 2) —avec bâtisses et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B de la loi de Faillite, 9 et 10 Geo. V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,

J.-W. ST-ONGE.

Bureau No 28 rue Heriot, Drummondville, Qué.
1015-8-2

District d'Arthabaska, Comté de Drummond, Qué. Dans l'affaire de Liboire Provencher, cultivateur, de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le TRENTE-ET-UNIEME jour de MARS 1924, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu à l'encan public, à la porte de l'église de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, l'immeuble suivant:

1. Une ferme de trois arpents et seize pieds, sur vingt-huit de profondeur, connue et désignée comme étant le tiers nord-ouest (1/3 N. O. No 2) du lot numéro deux du canton de Simpson, paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil avec bâtisses et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B de la Loi de faillite, 9 et 10 Geo. V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,

J.-W. ST-ONGE.

Bureau No 28 rue Heriot, Drummondville, Qué.
1017-8-2

machines and machinery and dependencies.

The titles and certificates may be seen at my office, at any time.

This sale is made pursuant to article 716-717 C. P. C. and Article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of sale: CASH.

For further particulars, apply to:

GUSTAVE PICHER,

Authorized trustee.

Office: Church Street,

Arthabaska, February 19, 1924.

976-8-2

District of Arthabaska, County of Drummond, Que. In the matter of Emile Girard, farmer of Notre Dame du Bon Conseil, authorized assignor.

Notice is hereby given that MONDAY, the THIRTY FIRST day of MARCH, 1924, at THREE o'clock in the afternoon, will be sold at public auction, at the church door of Notre Dame du Bon Conseil, the following immovable property:

1. One piece of land of the containance of three acres and sixteen feet in front, on twenty eight acres in depth, situated on the 9th range of Notre Dame du Bon Conseil, known and designated as being the third center of lot No 2 (1/3 C. No. 2) of the ninth range of Simpson —with buildings thereon erected.

Titles and certificates may be examined at my office any time.

This sale is made according to article 20, paragraph B of the Bankruptcy Act, 9 and 10 Geo. V, chapter 36, and has the same effects as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. ST-ONGE,

Authorized trustee.

Office No. 28 Heriot St., Drummondville, Que.
1016-8-2

District of Arthabaska, County of Drummond, In the matter of Liboire Provencher, farmer, of Notre Dame du Bon Conseil, Qué., authorized assignor.

Notice is hereby given that MONDAY, the THIRTY FIRST day of MARCH, 1924, at TWO o'clock in the afternoon, will be sold at public auction at the church door of Notre Dame du Bon Conseil, the following immovable property:

1. One piece of land containing three acres and sixteen feet, on twenty eight acres in depth, known and designated as being the third north west of lot No. two of the township of Simpson (1/3 N. W. Lot No. 2), parish of Notre Dame du Bon Conseil—with buildings thereon erected.

Titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made according to article 20, paragraph B of the Bankruptcy Act, 9 and 10 Geo. V., Chapter 36, and has the same effects as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. ST. ONGE.

Authorized trustee.

Office No. 28 Heriot St., Drummondville, Que.
1018-8-2

Cour supérieure, district de Roberval, No 3193.
Dans l'affaire de Arthur Dion, demandeur et requérant capias; et Henri Tremblay (Onés.), Roberval, défendeur; et le dit Henri Tremblay, cédant.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le TROISIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus, à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hedwidge, comté du Lac Saint-Jean, les biens meubles et immeubles suivants, savoir:

1. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros un et deux (1 et 2) du cadastre officiel pour le septième rang du canton Ashuapmouchouan;

2. Le roulant, instruments aratoires.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérissseur.

Pour plus de renseignements, s'adresser au soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le curateur,

J.-H. DELISLE.

Roberval, Qué., 1er mars 1924.

1103-9-2

Superior Cour, District of Roberval, No. 3193.
In the matter of Arthur Dion, plaintiff and applicant for capias; and Henri Tremblay, (Onés.), Roberval, defendant, and the said Henri Tremblay, assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRD day of APRIL, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Sainte Hedwidge, county of Lake Saint John, the following movables and immovables, to wit:

1. The lots of land known and designated under the numbers one and two (1 and 2) of the official cadastre for the seventh range of the township of Ashuapmouchouan;

2. Rolling stock, farm implements.

To be sold to the highest and last bidder.

For further particulars, apply to the undersigned.

Terms of payment: Cash.

J. H. DELISLE,

Curator.

Roberval, Que., March 1st, 1924.

1104-9-2

Canada, province de Québec, district de Saint-Hyacinthe. Dans l'affaire de Ernest Brouillet, cultivateur, Mont-Saint-Hilaire, cédant autorisé. Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé sur la troisième concession de Saint-Hilaire, contenant environ quatre-vingt-dix-sept perches en superficie, étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-dix (390), du cadastre de Saint-Hilaire, avec la boutique de forge et autres bâties dessus construites, et machineries y incorporées à perpétuelle demeure qui appartiennent audit cédant autorisé.

Sera vendu, conformément à la loi 9-10 George V, chapitre 36, article 20, ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, le MARDI, PREMIER jour d'Avril 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: 25% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

VINCENT LAMARRE.

Bureaux: 820 édifice "Power",

83 rue Craig-ouest, Montréal.

Montréal, 27 février 1924.

1139-9-2

Canada, Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe. In the matter of Ernest Brouillet, farmer, Mont Saint Hilaire, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immovable property described as follows:

An emplacement situate in the third concession of Saint Hilaire, containing about ninety seven perches in superficies, being the lot number three hundred and ninety (390) of the cadastre of Saint Hilaire, with the blacksmith shop and other buildings thereon erected and the machinery attached thereto for a permanency, belonging to the estate.

Will be sold according to the Act 9-10 George V, chapter 36, article 20, having the effects of a sheriff's sale, at the door of the parochial church of Saint Hilaire, district of Saint Hyacinthe, on TUESDAY, the FIRST day of APRIL, 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

Terms of payment: 25% cash, the balance within three days.

For particulars and list of charges apply to the undersigned:

VINCENT LAMARRE,

Authorized trustee.

Office: 820 "Power" building.

83, Craig Street West, Montreal.

Montreal, 26th February, 1924. 1140-9-2

Ventes par licitation

Sales by licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 564. Joseph-Anthime-Eléodore Dion, avocat, cité et district de Montréal, demandeur; contre Honoré Gagnon, de la paroisse Saint-Ephrem-d'Upton, district de Saint-Hyacinthe, Joseph Gagnon, de la paroisse de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, dame Philomène Gagnon, veuve de Joseph Brais, de la paroisse de Sainte-Philomène, dans le district de Beauharnois, dame Emma Gagnon, épouse de Jean-Baptiste Lacaille, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe, avec lequel elle demeure, et ledit Jean-Baptiste Lacaille, tant personnellement que pour autoriser son épouse, Joseph-N. Gagnon, Emery Gagnon et Delphis Gagnon, ces trois derniers de la ville de Central Falls, dans

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 564. Joseph Anthime Eléodore Dion, advocate, of the city and district of Montreal, plaintiff; against Honoré Gagnon, of the parish of Saint Ephrem of Upton, in the district of Saint Hyacinthe, Joseph Gagnon, of the parish of Saint Liboire, district of Saint Hyacinthe, Dame Philomène Gagnon, widow of Joseph Brais, of the parish of Sainte Philomène, in the district of Beauharnois, Dame Emma Gagnon, wife of Jean Baptiste Lacaille, in the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville, in the district of Saint Hyacinthe, and said Jean Baptiste Lacaille, personally and to authorize his wife, Joseph N. Gagnon, Emery Gagnon and Delphis Gagnon, these three latters of the city of Central Falls, in the State of Rhode Island

l'Etat du Rhode Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, dame Victorine Daoust, veuve de Charles Gagnon, dame Lucia Gagnon, épouse de Pierre Pageau, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, dame Evelina Gagnon, épouse de Arthur Ménard et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, dame Maria Gagnon, épouse de Azarie Guertin, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, Joseph-T. Sentenne, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Alma Sentenne, sa fille mineure issue de son mariage avec feu dame Marie-Louise Gagnon, Antonio Sentenne, Arthur Sentenne, demoiselle Lucia Sentenne, demoiselle Marie Sentenne et demoiselle Alma Sentenne, assistée de son tuteur Joseph-T. Sentenne, ces treize derniers tous de la cité et du district de Montréal, défendeurs; et Dame Bernadette Vanier, épouse séparée de biens de Albert-Edmond Hébert, avec lequel elle demeure à Saint-Antoine-d'Aubigny, dans le comté de Provencher, dans la province du Manitoba, et ledit Albert-Edmond Hébert, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ladite Bernadette Vanier, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire et J.-Herménégilde Gagnon, de la cité de Montréal, dit district, en sa qualité d'exécuteur testateur et William-Pierre Duval, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, mis-en-cause; et Demoiselle Alma Sentenne, fille majeure, des cité et district de Montréal, défenderesse par reprise d'instance; et Joseph Versailles, agent, des cité et district de Montréal, intervenant.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 6 mars 1924, dans une cause entre les parties ci-dessus désignées, la licitation des immeubles suivants a été ordonnée, savoir:

1. Un lot de terre situé à Montréal, rue Dorion, connu et désigné sous le numéro cinq cent cinquante-sept (557), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant cinquante pieds de largeur par cinquante-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées, portant les Nos 340 à 350 de la rue Dorion et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant;

2. Un emplacement situé à Montréal, rue Maisonneuve, connu et désigné sous le numéro huit cent vingt-cinq (825), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant quarante pieds de largeur par cent treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées, portant le No 333 de la rue Maisonneuve, et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant;

3. Un emplacement situé à Montréal, rue Papineau, composé des lots numéros douze et treize de la subdivision du lot numéro six cent trente-huit (638-12-13), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros 126 à 130 de la rue Papineau, avec les servitudes actives et passives s'y rattachant;

4. Un emplacement situé à Montréal, rue Dorion, mesurant cinquante pieds de largeur par

one of the United States of America, Dame Victorine Daoust, widow of Charles Gagnon, Dame Lucia Gagnon, wife of Pierre Pageau and the said Pierre Pageau personally and to authorize his wife, Dame Evelina Gagnon, wife of Arthur Ménard and the said Arthur Ménard, personally and to authorize his wife, Dame Maria Gagnon, wife of Azarie Guertin, and said Azarie Guertin, personally and to authorize his wife, Joseph T. Sentenne, personally and in his quality of tutor to Alma Sentenne, his minor daughter issued of his marriage with the late Marie Louise Gagnon, Antonio Sentenne, Arthur Sentenne, Miss Lucia Sentenne, Miss Marie Sentenne and Miss Alma Sentenne, assisted by her tutor Joseph T. Sentenne, all these last thirteen being domiciled in the city and district of Montreal, defendants; and Dame Bernadette Vanier, wife separated as to property of Albert Edmond Hébert, both living at Saint Antoine d'Aubigny, county of Provencher, in the Province of Manitoba, and said Albert Edmond Hébert to authorize his said wife, said Bernadette Vanier, personally and as testamentary executrix, and J. Herménégilde Gagnon, of the city and District of Montreal, in his quality of testamentary executor and William Pierre Duval, in the same quality of testamentary executor, *mis-en-cause*; and Miss Alma Sentenne, spinster, of the city and district of Montreal, defendant in continuance of suit; and Joseph Versailles, agent, of the city and district of Montreal, intervenant.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 6th of March, 1924, in a cause in which the above mentioned persons are parties, the licitation of certain immovables designated as follows was ordered, to wit:

1. A plot of land situate at Montreal, on Dorion Street, known and designated under lot number five hundred and fifty seven (557), on the plan and book of references for Saint Mary Ward, measuring fifty feet in width and fifty two feet in depth, more or less, English measure—with the buildings thereon erected, bearing nos 340 to 350 of Dorion Street, as the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind;

2. A plot of land situate at Montreal, on Maisonneuve Street, known and designated under number eight hundred and twenty five (825), on the plan and book of references of Saint Mary Ward, measuring forty feet in width and one hundred and thirteen feet in depth, more or less, English measure—with the buildings thereon erected, bearing No. 333 of Maisonneuve Street, as the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind;

3. A plot of land situate at Montreal, on Papineau Street, being lots numbers twelve and thirteen of the subdivision of lot No. six hundred and thirty eight (638-12 and 13), on the plan and book of references of Saint Mary Ward—with the buildings thereon erected, bearing Nos. 126 to 130 of Papineau street, as the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind;

4. A plot of land situate at Montreal, on Dorion Street, measuring fifty feet in width and

cinquante-deux pieds neuf pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées portant les Nos 323 à 333 de la rue Dorion, avec les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Cet emplacement est composé: 1. du lot numéro cinq cent quarante-huit sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie; 2. et de la partie sud-est du lot numéro cinq cent quarante-sept (ptie s.-e. 547), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant quatre pieds de largeur par cinquante-deux pieds et neuf pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front par la rue Dorion, en arrière par partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept du même cadastre, d'un côté par ledit lot numéro cinq cent quarante-huit et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro cinq cent quarante-sept;

5. Un emplacement situé à Montréal, portant les numéros 627 et 629 de la rue LaGauchetière-est, connu et désigné comme le lot numéro trois cent soixante-quatre (364), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec les bâtisses dessus construites.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés aux plus offrants et derniers enchérisseurs, le DIXIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, dans la salle No 31 du Palais de justice, à Montréal, ou dans toute autre salle qui pourra l'être et alors être indiquée, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fins de charges et à fins de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour les vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forecloses du droit de ce faire.

Montréal, 6 mars 1924.

Le procureur de l'intervenant,

1221—10-2

J.-A.-E. DION.

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 4201.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Québec, dans le district de Québec, rendu le vingt et unième jour de février 1924, dans une cause dans laquelle Eva Blouin, de la paroisse de Saint-Casimir, épouse de G. Georges Poulin, médecin, du même lieu, mis en cause pour autoriser et assister sadite épouse, est demanderesse; et Zola alias Isola Blouin, de Québec, épouse séparée de biens de Alexandre A. Bernier, du même lieu, voyageur de commerce; Hélène Blouin, de Québec, épouse de Ludger Mercier, du même lieu, gérant; Laura Blouin, de Rimouski, épouse de Lauréat Bélanger, du même lieu, voyageur de commerce; Graziella Blouin, de Québec, épouse de Raoul Marois, du même lieu, commis; Marie-Jeanne Blouin, de Québec, fille majeure; Ferdinand Blouin, de Lauzon, voyageur de commerce; Léopold Blouin, de Québec, boucher; Adélard Blouin, de la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans; sont respectivement légataires universels et particuliers de la succession de feu François-Xavier Blouin; lesdits Ludger Mercier, Lauréat Bélanger, Raoul Marois et

fifty two feet and nine inches in depth, more or less, English measure—with the buildings thereon erected, bearing Nos. 323 to 333 of Dorion Street, as the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind;

Said plot of land being: 1. the lot No. five hundred and forty eight on the official plan and book of references of Saint Mary Ward; 2. the south easterly part of lot No. five hundred and forty seven (pt. s.-e. 547), on the plan and book of references of Saint Mary Ward, measuring four feet in width and fifty two feet and nine inches in depth, more or less, English measure; bounded in front by Dorion Street, in rear by part of lot No. four hundred and ninety seven of the same cadastral plan, on one side by lot number five hundred and forty eight and on the other side by the remainder of said lot No. five hundred and forty seven;

5. A plot of land situate at Montreal, bearing Nos. 627 and 629 of LaGauchetière Street East, known and designated as lot No. three hundred and sixty four (364), on the plan and book of references of Saint James Ward—with the buildings thereon erected, as the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

The said immovables will be put at auction and adjudged to the highest and last bidders, on the TENTH of APRIL, 1924, at HALF past TEN in the forenoon, in room No. 31 of the Court House, in Montreal, or in any other room which might then and there be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 6th March, 1924.

J. A. E. DION,

1222—10-2

Attorney for intervenant.

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 4201.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, rendered on the twenty first day of February, 1924, in a cause in which Eva Blouin, of the parish of Saint Casimir, wife of G. Georges Poulin, physician, of the same place, party to authorize and assist his said wife, is plaintiff; and Zola alias Isola Blouin, of Quebec, wife separated as to property of Alexandre A. Bernier, of the same place, commercial traveller; Helena Blouin, of Quebec, wife of Ludger Mercier, of the same place, manager; Laura Blouin, of Rimouski, wife of Lauréat Bélanger, of the same place, commercial traveller; Graziella Blouin, of Quebec, wife of Raoul Marois, of the same place, clerk; Marie Jeanne Blouin, of Quebec, of full age; Ferdinand Blouin, of Lauzon, commercial traveller; Leopold Blouin, of Quebec, butcher; Adélard Blouin, of the parish of Saint Jean, Island of Orleans; are respectively universal legatees and by particular title of the succession of the late François Xavier Blouin, the said Ludger Mercier, Lauréat Bélanger, Raoul Marois

Alexandre-A. Bernier, mis en cause pour autoriser et assister leurs épouses; et lesdits Léopold Blouin et Hélène Blouin, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires respectivement de feu Sieur et Dame François-Xavier Blouin, et ledit Ludger Mercier, mis en cause pour autoriser sadite épouse en sa qualité d'exécutrice testamentaire, sont défendeurs; ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un lot de terre situé sur le côté nord de la rue Saint-Patrice, No 88½, en la cité de Québec, connu sous le numéro trois mille neuf cent quatre-vingt-seize (3996), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Montcalm pour la cité de Québec—avec les bâtisses dessus érigées;

2. Un lot situé sur le côté sud de la rue Saint-Patrice, No 37, en la cité de Québec, connu sous le numéro quatre mille cinquante-quatre (4054) des plan et livre de renvoi officiels du quartier susdit—avec les bâtisses dessus construites;

3. Un lot situé sur le côté ouest de la rue Saint-Michel, No 10, en la cité de Québec, connu sous le numéro trois mille neuf cent soixante-huit (3968), des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Montcalm, pour la cité de Québec—avec les bâtisses dessus construites;

4. Une moitié indivise d'un certain lot de terre situé en la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans, province de Québec, et connu comme formant la partie sud du lot numéro cent quatre-vingt-douze (192) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse; borné au nord par le chemin du Roi, à l'est par Hubert Turcotte, au sud par le fleuve Saint-Laurent, et à l'ouest par le ruisseau qui sépare ledit lot de celui du dit Hubert Turcotte, mesurant cent soixante-dix-huit pieds de front—avec la maison et les bâtisses dessus construites.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures a. m., cour tenante, dans l'une des salles d'audience du Palais de Justice de Québec, qui sera alors indiquée, sujets aux charges, clauses et conditions contenues dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les dix jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Le procureur de la demanderesse,

W. EDGE.

84, rue Saint-Pierre,
Québec, 25 février 1924.

1101—9-2

and Alexandre A. Bernier, parties to authorize and assist their wives; and the said Leopold Blouin and Helena Blouin, both as testamentary executors respectively of the late Mr. and Mrs. François Xavier Blouin, and the said Ludger Mercier, party to authorize his said wife in such testamentary executor, are defendants; ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

1. A lot of land situated on the north side of Saint Patrick Street, No. 88½, at Quebec, known under the number three thousand nine hundred and ninety six (3,996), of the official plan and book of reference of the Montcalm ward for the city of Quebec—with the buildings thereon erected;

2. A lot situated on the south side of the Saint Patrick Street, No. 37, in the city of Quebec, known under the number four thousand and fifty four (4,054), of the same official plan and book of reference of the said ward—with the buildings thereon erected;

3. A lot situated on the west side of the Saint Michel Street, No. 10, in the city of Quebec, known under the number three thousand nine hundred and sixty eight (3,968), of the said official plan and book of reference of the said ward for the City of Quebec—with the buildings thereon erected;

4. One undivided half of a certain lot of land situate in the parish of Saint Jean, Island of Orleans, Province of Quebec, and known as forming the southern part of lot number one hundred and ninety two (192) of the cadastre of the said parish; bounded to the north by the King's road, to the east by Hubert Turcotte, to the south by the river Saint Lawrence, and to the west by the brook which divides the said lot from that of said Hubert Turcotte, measuring in front one hundred and seventy eight feet—with the house and buildings thereon erected.

The said immovables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SECOND day of APRIL, 1924, at TEN o'clock a. m., sitting the Court, in one of the Court rooms of the Court House of Quebec, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

W. EDGE,

Attorney for plaintiff.

84 Saint Peter Street.

Quebec, February 25th, 1924. 1102—9-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

No 127. } WILLIAS OLIER WILSON ET AL., de la cité de Montréal, y faisant affaires sous la raison sociale de "J.W. Wilson, Registered", demandeurs; contre HENRI GRAVEL, de Harricana-Ouest, Saint-Mathieu, district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

La partie nord-ouest du lot de terre portant le numéro vingt-cinq (25), du rang No trois (3) du canton Figuery, dit district d'Abitibi, mesurant une acre (1) en superficie; bornée comme suit: au nord par une ligne parallèle à la ligne de division entre le rang trois (3) et le rang quatre (4), à une distance d'une acre (1) de cette ligne de division; au sud, par une autre ligne parallèle à celle ci-haut mentionnée, à une distance d'une acre (1) de celle-ci; à l'est par une ligne qui divise cet emplacement du reste du lot No vingt-cinq (25), à une distance d'une acre (1) du chemin public qui se trouve à l'ouest du dit lot et qui le borne de ce côté—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Harricana-Ouest (Saint-Mathieu), le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 3 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1239—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

No 127. } WILLIAS OLIER WILSON ET AL., of the city of Montreal, and carrying on business under the firm name of "J. W. Wilson, Registered", plaintiffs; against HENRI GRAVEL, of Harricana West, Saint Mathieu, district of Abitibi, defendant, to wit:

The northwest part of the lot of land bearing number twenty five (25) of range three (3) of the township of Figuery, said district of Abitibi, measuring one acre (1) in superficies; bounded as follows: to the north by a line parallel to the line of division between range three (3) and range four (4), at a distance of one acre (1) of this line of division; to the south, by another line parallel to the one above described, at a distance of one acre (1) from the latter; to the east by a line which separates this emplacement from the rest of the lot number twenty five (25), at a distance of one acre (1) from the public road which is at the west of the said lot and which bounds it on this side—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Harricana West (Saint Mathieu), the TENTH day of APRIL next, 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Amos, March 3, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1240—10-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat, à Drummondville.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } GEORGE L'ABBE, demandeur; contre JOS.-T.-T. TETREAU ET AL., défendeurs. Comme appartenant au défendeur Joseph T.-T. Tétreault.

1. Un lopin de terre étant le numéro trois cent trente et un du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, dans le comté de Yamaska, maintenant faisant partie de la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, dans le comté de Drummond—avec les bâtisses y érigées.

2. Un autre lopin de terre connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-deux du même cadastre que celui ci-dessus mentionné et maintenant situé dans la dite paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edmond-de-Grantham, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 6 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1217—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir: } LA CIE EQUITABLE d'Assurance Mutuelle contre le Feu, demanderesse; contre ALFRED DUPONT, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située dans le premier rang du

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court, at Drummondville.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } GEORGE L'ABBE, plaintiff; against JOS. T. T. Tétreault ET AL., defendants.

As belonging to the defendant Joseph T. T. Tétreault:

1. A piece of land being the lot No. 331, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the county of Yamaska, now forming part of the parish of Saint Edmond de Grantham, in the county of Drummond—with the buildings thereon erected.

2. Another piece of land known and designated under No. 352, of the same official plan and book of reference as the one above cited, and now situated in the said parish of Saint Edmond de Grantham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Edmond de Grantham, on the TENTH day of APRIL next, (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, March 6, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1218—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit: } LA CIE EQUITABLE d'Assurance Mutuelle contre le Feu, plaintiff; against ALFRED DUPONT, defendant.

As belonging to said defendant:

1. A piece of land situated in the first range of

canton de Horton, dans la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, contenant environ deux arpents de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de l'Île ou de Kingsey à aller jusqu'au chemin de la Hétrière, connue et désignée sous les Nos 8 et 9 du dit 1er rang du cadastre officiel du dit canton de Horton—circonstances et dépendances.

2. Une autre terre contiguë à celle ci-dessus, contenant environ deux arpents de front sur environ 30 arpents de profondeur; bornée en front par le chemin du Roi, en arrière par le rang double à Bellefeuille, du côté sud par la terre dessus décrite, et du côté nord par Hormisdas Benoit, et connue et désignée sous le No 7 du 1er rang du dit cadastre officiel du canton de Horton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues en un seul lot, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 3 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1219—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir:) JOSEPH LAFERTE,
No 1508.) demandeur; contre
JOSEPH ALLARD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Une terre connue et désignée comme étant la moitié nord-ouest du lot No 269, du cadastre officiel du canton de Wickham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Nicéphore, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 4 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1247—10-2

the township of Horton, in the parish of Notre Dame du Bon Conseil, containing about two arpents in front upon the depth there is since the Island or Kingsey road to the road called "The Hétrière", known and designated under the Nos. 8 and 9 of the said first range of the official plan and book of reference of said township of Horton—circumstances and dependencies.

2. Another piece of land, adjacent to the one above described, containing about two arpents in front by about 30 arpents in depth; bounded in front by the public road, in rear by the "rang double à Bellefeuille", on the south side by the piece of land above described and on the north side by Hormisdas Benoit, and known and designated under the No 7 of the 1st range of the official plan and book of reference for the township of Horton—with the buildings thereon erected.

To be sold in one block, at the parochial church door of Notre Dame du Bon Conseil, on the NINTH day of APRIL next (1924), at THREE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, March 3, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1220—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, to wit:) JOSEPH LAFERTE,
No. 1508.) plaintiff; against JOSEPH ALLARD, defendant.

As belonging to said defendant:
A piece of land known and designated as being the northwest half of the lot No. 269, of the official plan and book of reference for the township of Wickham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Nicéphore, on the TENTH day of APRIL next (1924), at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, March 4, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1248—10-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Beauce.
Beauce, à savoir:) P.-A. ANGERS, deman-
No 595.) deur; contre JOSEPH
DUPUIS DIT GILBERT, défendeur.

La moitié sud du lot quarante et un (41), étant maintenant connue et désignée comme étant la juste moitié du lot numéro deux cent trente (230) du quatrième rang du canton Ware, contenant cinquante-deux (52) acres en superficie, plus ou moins—le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 3 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1213—10-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit:) P. A. ANGERS, plaintiff,
No. 595.) against JOSEPH DUPUIS
DIT GILBERT, defendant.

The south half of the lot forty one (41), being now known and designated as being the exact half of the lot number two hundred and thirty (230) of the fourth range of the township of Ware, containing fifty two (52) acres in superficies, more or less—the whole with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Justine, the NINTH day of APRIL next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, March 3, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1214—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir: } P. T. LEGARE, LIMITEE,
No 1469. } P. demanderesse; contre
ACHILLE CAMPEAU, défendeur.

Le lot No 47 du cadastre du troisième rang, canton Langevin, paroisse de Saint-Louis-de-Dorchester, sous la réserve du droit à la coupe de bois de toutes espèces—avec tous les droits inhérents à la dite coupe comme droit de passage, d'y bâtir des camps, de faire des chemins, et d'y laisser les débris de la dite coupe jusqu'au 3 mai 1924—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague-de-Dorchester, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 29 février 1924.

[Première publication, 8 mars 1924]

1215—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit: } P. T. LEGARE, LIMITED,
No. 1469. } P. plaintiff; against ACHILLE CAMPEAU, defendant.

The lot No. 47 of the official cadastre of the third range, township of Langevin, parish of Saint Louis de Dorchester, under the reserve of the right of cut of timber of every kind—with all the inherent rights to the said cut as right of way, to build camps, make roads and leave the brush of the said cut there till the 3rd of May, 1924—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Louis de Gonzague de Dorchester, the EIGHTH day of APRIL next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office,

Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, February 29, 1924.

[First publication, March 8, 1924]

1216—10-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Canada, } LA CORPORATION
Province de Québec, } de la paroisse de
District de Bedford. } Sainte-Pudentienne-de-
No 417. } Shefford, district de Bedford,

corps politique incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans le village de Roxton Pond, dit district, demandeur; contre ARMAND POTVIN, cultivateur, de Savage-Mills, dans la paroisse de Sainte-Pudentienne susdite, tant pour lui-même qu'en sa qualité d'usufruitier testamentaire de sa mère, feu Céline Lessard, et comme tuteur de ses enfants mineurs: Armandine, Gaston, Marie-Rose, Alice et Simonne Potvin, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une ferme connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dit district.

1. 8 "C", borné au nord par un chemin, au sud par les numéros 8 "A" et 8 "B", à l'est par le numéro 8 "D", à l'ouest par le numéro 7 "C", mesurant quinze chaînes de front et trente-sept chaînes et cinquante chaînons de profondeur, contenant cinquante-six acres et vingt-cinq centièmes en superficie (56.25).

2. 8 "E D", borné au nord par un chemin, au sud par le numéro 8 "A", à l'est par les Nos neuf "A" et neuf "B", et à l'ouest par le No huit "C", mesurant quinze chaînes de front et trente-sept chaînes et cinquante chaînons de profondeur, contenant cinquante-six acres et vingt-cinq centièmes en superficie (56.25).

3. 9 "B" borné au nord par un chemin, à l'est par le numéro 10, au sud par la rivière Waterloo, et à l'ouest par le numéro 8 "D", mesurant vingt-neuf chaînes de front, contenant quatre-vingt-sept acres de superficie, de forme irrégulière.

Pour être vendue en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Pudentienne, à Sainte-Pudentienne, SAMEDI, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C. B. JAMESON.

[Première publication, 16 février 1924]

881—7-2

3

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Magistrate's Court.

Canada, } THE CORPORATION
Province of Quebec, } of the parish of Sainte
District of Bedford. } Pudentienne of Shefford,
No. 417. } in the district of Bedford,

a body politic and corporate having its principal place of business in the village of Roxton Pond, said district, plaintiff; against ARMAND POTVIN, farmer, of Savage's Mills, in the parish of Sainte Pudentienne aforesaid, as well personally as in his quality of testamentary usufructuary of his mother, the late Dame Céline Lessard, and as tutor of his minor children: Armandine, Gaston, Marie Rose, Alice and Simonne Potvin, defendant.

As belonging to defendant:

A certain farm known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, said district.

1. 8 "C" bounded on the north by a road, on the south by numbers eight "A", eight "B", on the east by number eight "D", and on the west by number seven "C", measuring fifteen chains in front, and thirty seven chains and fifty links in depth, containing fifty six acres and twenty five hundredths in superficies (56.25).

2. 8 "E D", bounded on the north by a road, on the south by number eight "A", on the east by numbers nine "A" and nine "B", and on the west by number eight "C", measuring fifteen chains in front, and thirty seven chains and fifty links in depth, containing fifty six acres and twenty five hundredths in superficies (56.25).

3. 9 "B", bounded on the north by a road, on the east by number ten, on the south by the Waterloo river, and on the west by number eight "D", measuring twenty nine chains in front, containing eighty seven acres in superficies, of irregular figure.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Sainte Pudentienne, at Sainte Pudentienne, on SATURDAY, the TWENTY SECOND day of MARCH, 1924, at TWO of the clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office,

Sheriff.

[First publication, February 16, 1924]

882—7-2

GASPE

GASPE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Cour supérieure dans et pour le district de Gaspé,
à New Carlisle.*

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure.
No 3814. **WEBSTER & SONS, LIMITED,**
corps politique et in-
corporé ayant son prin-
cipal bureau et place d'affaires en la cité de
Montréal, demanderesse; contre les biens et effets
mobiliers et les tenements et terrains de SARAH
ANN CROZIER, veuve de feu Charles Dobson,
de New Carlisle, dans une cause dans laquelle la
dite Webster & Sons, Limited, est la demande-
resse, et Frederick Dobson, de New Carlisle, est
défendeur, et la dite Sarah Ann Crozier, veuve de
feu Charles Dobson, est l'opposante.

Etant une partie du lot No 46 du second rang
de la subdivision primitive de New Carlisle et
connue sous le numéro 1987 du cadastre; bornée
au sud par une ligne entre le premier et second
rang, à l'ouest par le lot numéro 1986 (John Cro-
zier), au nord par le chemin entre le second et le
troisième rang, et à l'est par le lot numéro 1988,
George Dobson; mesurant une chaîne et soixante-
trois chaînons en largeur par trois chaînes et
trente-cinq chaînons en profondeur, contenant
cinquante et un centièmes d'acres en superficie,
plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-
érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue JEUDI, le VINGT-QUA-
TRIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-
quatre, à la porte de l'église paroissiale de Saint-
Etienne-de-New Carlisle, à DIX heures de l'avant-
midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. M. SHEPPARD.
New Carlisle, 4 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1233—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.
Malbaie, à savoir: J. JOSEPH COTE, fils de
No 4010. J. Zéphirin, cultivateur, de
Kingsey Falls, demandeur; contre AUGUSTE
BOIVIN, ci-devant de la paroisse de Saint-Pla-
cide, dans le comté de Charlevoix, et de Saint-
Pierre-de-Charlesbourg, district de Québec, et
aujourd'hui de lieux inconnus, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de la Baie-
Saint-Paul, rang Saint-Flavien, contenant trois
arpents de largeur sur quarante-six arpents de
profondeur, composée du lot de terre portant le
numéro dix-sept cent soixante-six (1766), du ca-
dastre officiel de la paroisse de la Baie-Saint-
Paul.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
mission de Saint-Placide, le DOUZIÈME jour
d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ELIE MALTAIS.
Malbaie, 4 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1249—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*In the Superior Court, in and for the district of
Gaspé, at New Carlisle.*

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure.
No. 3814. **WEBSTER & SONS, LIMITED,**
a body politic and in-
corporated, having
their principal office and place of affairs in the
city of Montreal, plaintiffs; against the goods and
chattels and the lands and tenements of SARAH
ANN CROZIER, widow of the late Charles Dob-
son, of New Carlisle, in a case wherein the said
Webster & Sons, Limited, is the plaintiff, and
Frederick Dobson, of New Carlisle, is the defen-
dant, and the said Sarah Ann Crozier, widow of
the late Charles Dobson, is the opposant.

Being part of lot No. 46 of the second range of
the primitive subdivision of New Carlisle, and
known as cadastral No. 1987; bounded on the
south by a line between the first and second
range, on the west by lot No. 1986 (John Cro-
zier), on the north by the road between the
second and third range, and on the east by lot
1988, George Dobson; measuring one chain and
sixty three links in width by three chains and
thirty five links in depth, containing fifty one one
hundredths of an acre in superficies, more or less
—with all the buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold on THURSDAY, the TWENTY-
FOURTH day of APRIL, one thousand nine
hundred and twenty four, at the parish church
door of Saint Etienne de New Carlisle, at the
hour of TEN o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
New Carlisle, March 4, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1234—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.
Malbaie, to wit: J. JOSEPH COTE, son of Zéphi-
No. 4010. J. rin, farmer, of Kingsey
Falls, plaintiff; against AUGUSTE BOIVIN,
heretofore of the parish of Saint Placide, in the
county of Charlevoix, and of Saint Pierre de Char-
lesbourg, district of Quebec, and now of parts un-
known, defendant.

A farm situate in the parish of Baie Saint Paul,
Saint Flavien range, containing three arpents in
width by forty six arpents in depth, composed of
the lot of land bearing the number seventeen hun-
dred and sixty six (1766), of the official cadastre
of the parish of Baie Saint Paul.

To be sold at the church door of the Mission of
Saint Placide, on the TWELFTH day of APRIL
next, at ONE o'clock in the afternoon.

ELIE MALTAIS,
Sheriff.

Sheriff's office,
Malbaie, March 4, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1250—10-2

JOLIETTE

Cour supérieure.

Province de Québec, } ANSELME PLANTE,
District de Joliette, } fabricant de beurre,
No 83. } de la cité et du district

de Montréal, demandeur; contre LES HERITIERS DE FEU WELLIE CHARRETTE, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, district de Joliette, défendeurs.

1. Une terre située dans le rang Saint-Martin, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Elisabeth, sous les lots Nos 521 et 522, contenant trois arpents de largeur sur une profondeur d'environ dix-neuf arpents, le tout plus ou moins—bâtie de maison et dépendances.

2. Une terre située dans le même rang, faisant partie du lot No 135, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, contenant deux arpents, trois perches et un pied de largeur sur environ dix arpents et demi de profondeur, savoir: la profondeur qui se trouve entre le chemin public où cette terre est bornée à un bout et le ruisseau Saint-Martin, où elle est bornée à l'autre bout, tenant d'un côté au nord-ouest au No 134, appartenant à Joseph Dufresne, et de l'autre côté au sud-est à Georges Dufresne.

Les dits immeubles devront être vendus sujets aux charges suivantes stipulées dans une vente par Samuel Charrette à Willie Charrette, reçue le 8 août 1919, devant M^{re} J.-Hector Lavallée, notaire, à Saint-Félix-de-Valois, et enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Joliette, au registre B, volume 38, sous le numéro 45,004, savoir:

A.—De payer à Samuel Charrette, cultivateur, de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, et à son épouse Dame Nazaire Desrosiers, une rente viagère annuelle de \$500. La dite rente devant être payée le 18 septembre de chaque année. Au décès du dit Samuel Charrette, si son épouse lui survit, cette rente de \$500 sera réduite à \$250. par année. Si, au contraire, la dite Dame Nazaire Desrosiers décède la première, la rente sera réduite à \$285.

B.—De fournir au dit Samuel Charrette, alternativement, avec Hildeige Charrette, un cheval attelé et une voiture convenable pour aller où bon lui semblera au dit Samuel Charrette;

C.—De fournir au dit Samuel Charrette et à son épouse Dame Nazaire Desrosiers, conjointement avec Hildeige Charrette et chacun pour moitié, le bois de chauffage dont Samuel Charrette et son épouse auront besoin.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, dans le district de Joliette, le DIX-HUITIEME jour du mois de MARS 1924, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, 13 février 1924.

[Première publication, 16 février 1924]
889—7-2

Cour supérieure.

Province de Québec, } DAME DELIA RO-
District de Joliette, } BILLARD, de La-
No 530. } valtrie, veuve de Joseph

Dansereau, in son vivant cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs les héritiers de feu DAME JULIENNE L'ESPERANCE, in son vivant, de Lavaltrie, district de Joliette, défendeurs.

Les lots suivants situés en la paroisse de Saint-

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } ANSELME PLANTE,
District of Joliette, } butter maker, of the
No. 83. } city and district of Mon-

tréal, plaintiff; against THE HEIRS OF THE LATE WELLIE CHARRETTE, in his lifetime farmer, of the parish of Saint Félix de Valois, district of Joliette, defendants.

1. A farm situate in Saint Martin range, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Elisabeth, as being the lots Nos. 521 and 522, containing three arpents in width by a depth of about nineteen arpents, the whole more or less—with the house and dependencies thereon.

2. A farm situate in the same range forming part of lot No. 135, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Félix de Valois, containing two arpents, three perches and one foot in width by about ten arpents and a half in depth, being the depth lying between the public road by which this farm is bounded at one end and Saint Martin brook, by which it is bounded at the other end, adjoining on one side to the northwest to No. 134, belonging to Joseph Dufresne, and on the other side to the southeast to Georges Dufresne.

The said immovables to be sold subject to the following charges stipulated in a sale by Samuel Charrette to Willie Charrette, received the 8th of August, 1919, before J. Hector Lavallée, Esquire, notary, at Saint Félix de Valois, and registered at the Registry Office of the county of Joliette, in Register B, volume 38, under number 45,004, to wit:

A.—To pay to Samuel Charrette, farmer, of the parish of Saint Félix de Valois, and to his wife Dame Nazaire Desrosiers, a life annuity of \$500.00, the said annuity to be paid the 18th of September of each year. At the death of the said Samuel Charrette, should his wife survive him, this annuity of \$500 will be reduced to \$250 per annum. If, on the contrary, the said Dame Nazaire Desrosiers dies first, the annuity will be reduced to \$285.00.

B.—To provide the said Samuel Charrette, alternatively with Hildeige Charrette, with a horse harnessed to a suitable vehicle to take the said Samuel Charrette wherever he may wish to go;

C.—To supply to the said Samuel Charrette and to his wife Dame Nazaire Desrosiers, jointly with Hildeige Charrette and each for one half, the fire wood required by Samuel Charrette and his wife.

To be sold at the door of the church of Saint Félix de Valois, in the district of Joliette, the EIGHTEENTH day of the month of MARCH, 1924, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE DESROCHES,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, February 12, 1924.

[First publication, February 16, 1924]
890—7-2

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME DELIA RO-
District of Joliette, } BILLARD, of La-
No. 530. } valtrie, widow of Joseph

Dansereau, in his lifetime farmer, of the same place, plaintiff; vs the heirs of the late DAME JULIENNE L'ESPERANCE, in her lifetime of Lavaltrie, district of Joliette, defendants.

The following lots situated in the parish of

Antoine-de-Lavaltrie, district de Joliette, savoir: les lots numéros officiels 83, 84, 86 et partie du lot officiel No 85; bornés par un bout au fleuve Saint-Laurent, par l'autre bout au chemin public et à la rivière Saint-Jean; d'un autre côté aux représentants de Louis Boisjoli, et de l'autre côté à la rivière Saint-Jean et à Délia Robillard, donnant une profondeur de six arpents par un arpent et trois quarts pour partie et à deux arpents pour partie; et aussi une partie du No 85 de dix arpents en superficie, tenant devant au chemin public, derrière à la rivière Saint-Jean, d'un côté aux représentants de Louis Boisjoli, et à la demanderesse Délia Robillard—avec maison et autres bâtisses; tous lesdits numéros étant ceux des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie, et tous lesdits numéros et parties de numéros constituant une seule et même exploitation et même terre, et devant être saisis et vendus comme tels, ensemble et comme un seul tout.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie, dans le district de Joliette, le VINGTIÈME jour du mois de MARS 1924, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEORGE DESROCHES.
Joliette, 12 février 1924.
[Première publication, 16 février 1924]
891—7-2

Saint Antoine de Lavaltrie, district of Joliette, to wit: the lots official numbers 83, 84, 86 and part of official lot No. 85; bounded at one end by the river Saint-Lawrence, at the other end by the public road and Saint-Jean river, on one side by the representatives of Louis Boisjoli, and on the other side by the St-Jean river and Délia Robillard, giving a depth of six arpents by one arpent and three quarters for a certain part and by two arpents for the other part; and also one certain part of No. 85 of ten arpents in superficies; bounded in front by the public road, in rear by the Saint-Jean river, on one side by the representatives of Louis Boisjoli and by the plaintiff Délia Robillard—with a house and other buildings thereon; all the said numbers being those of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Lavaltrie, and all the said numbers and parts of numbers constituting one single plot of land and the same farm, and to be seized and sold as such, together as one single whole.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Antoine de Lavaltrie, the TWENTIETH day of the month of MARCH, 1924, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
Joliette, 12th February, 1924.
[First publication, 16th February, 1924]
892—7-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir:) JOSEPH MALEN-
No 8279.) FANT, journalier,
de la paroisse de Saint-Clément, demandeur; contre ELZEAR BRISEBOIS, rentier, du même endroit, défendeur, à savoir:

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du comté de Témiscouata, pour le canton Denonville, sous le numéro neuf du septième rang du dit canton—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Clément, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 4 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1251—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir:) MARC TREM-
No 9007.) BLAY, de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, rentier, demandeur; contre AUGUSTE MARTIN, autrefois de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel et maintenant d'endroits inconnus dans les Etats-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

1. Une terre située au canton Lapointe, en la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, sans garantie de juste contenance; bornée au nord-ouest au bout de la dite profondeur, au sud-est au c. e. in Lapointe, au nord-est à Charles Malenfant, et au sud-ouest au numéro

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit:) JOSEPH MALEN-
No. 8279.) FANT, laborer, of the parish of Saint Clément, plaintiff; against ELZEAR BRISEBOIS, annuitant, of the same place, defendant, to wit.

The lot of land known and designated on the official cadastre for the county of Temiscouata, for the township of Denonville, under the number nine of the seventh range of the said township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Clément, the TENTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. O. GIRARD,
Rivière du Loup, March 4, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1252—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit:) MARC TREM-
No. 9007.) BLAY, of the parish of Sainte Rose du Dégel, annuitant, plaintiff; against AUGUSTE MARTIN, heretofore of the parish of Sainte Rose du Dégel, and now of parts unknown in the United States of America, defendant, to wit:

1. A farm situate in the township of Lapointe, in the parish of Sainte Rose du Dégel, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, without guarantee as to precise measurements; bounded to the northwest by the end of the said depth, to the southeast by Lapointe road, to the northeast by Charles Malenfant, and to the

quatre cent vingt et un G—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances; la dite terre étant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Sainte-Rose-du-Dégel, sous le numéro quatre cent vingt et un F (No 421F);

2. Un lopin de terre situé au canton Lapointe, en la dite paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, contenant un arpent de front sur trente arpents de profondeur, sans garantie de juste contenance; borné au nord-ouest au bout de la dite profondeur, au sud-est au chemin Lapointe, au nord-est au numéro quatre cent vingt et un F, et au sud-ouest à Elzéar Lavoie, le dit lopin de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, sous le numéro quatre cent vingt et un G (No 421G)—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, le QUATORZIÈME jour d'AVRIL prochain, 1924, à ONZE heures et TRENTE MINUTES de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 4 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1253—10-2

southwest by number four hundred and twenty one G—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the said farm being known and designated on the official cadastral plan and book of reference of Sainte-Rose du Dégel, under the number four hundred and twenty one F (No. 421F);

2. A parcel of land situate in the township of Lapointe, in the said parish of Sainte Rose du Dégel, containing one arpent in front by thirty arpents in depth, without guarantee as to precise measurements; bounded to the northwest by the end of the said depth, to the southeast by Lapointe road, to the northeast by number four hundred and twenty one F, and to the southwest by Elzéar Lavoie, the said parcel of land forming part of the lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte Rose du Dégel, under the number four hundred and twenty one G (No. 421G)—circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*, at the door of the church of the parish of Sainte Rose du Dégel, the FOURTEENTH day of APRIL, 1924, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, March 4, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1254—10-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 4874. } REAL, demanderesse;
contre CHARLES GORDON, ci-devant des cité
et district de Montréal, maintenant de lieux in-
connus, défendeur.

Un lot de terre borné en front par la rue Greenshields, étant le lot de subdivision numéro 612 du lot originaire numéro 638, des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Laurent, dans la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 4 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1237—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CONSTRUCTION, LIM-
No 3394. } ITED, corps politique
et corporé, dûment incorporé et ayant son
bureau chef et sa principale place d'affaires dans
les cité et district de Montréal, demanderesse;
contre CHESTER GEORGE WILKINSON,
défendeur.

Un emplacement étant situé sur la partie nord-est de l'avenue Hampton, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal, formant une partie du lot numéro cent soixante-neuf des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-neuf pieds et deux pouces en front de largeur et en arrière, par une profondeur de quatre-vingt-huit pieds et une surface totale de deux mille cinq cent soixante-six pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 4874. } TREAL, plaintiff; against
CHARLES GORDON, heretofore of the city and
district of Montreal, now of parts unknown, de-
fendant.

A lot of land bounded in front by Greenshields Street, being lot subdivision number 612 of original lot number 638, on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 4, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1238—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CONSTRUCTION, LIM-
No. 3394. } ITED, a body politic
and corporate duly incorporated and having its
head office and principal place of business in the
city and district of Montreal, plaintiff; against
CHESTER GEORGE WILKINSON, defen-
dant.

A certain emplacement being and situate on the northeast side of Hampton Avenue, in the Notre Dame de Grâce Ward of the city of Montreal, forming part of lot number one hundred and sixty nine, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing a width of twenty nine feet and two inches in front and in rear, by a depth of eighty eight feet and a total superficial area of two thousand five hundred and sixty six feet, all English measure and more or

moins. Ledit emplacement présentement vendu étant composé de la subdivision deux sur le plan de la re-subdivision dûment fait et filé du lot numéro huit cent cinquante-neuf du plan de subdivision dûment fait et filé dudit lot numéro cent soixante-neuf, et du lot de subdivision numéro un du plan de la re-subdivision dûment fait et filé du lot numéro huit cent soixante du plan de subdivision dûment fait et filé dudit lot officiel 169-859-2 et 169-860-1.

Avec une bâtisse de deux étages en briques et en béton sur une fondation de béton, connue sous le numéro civique 317 de l'avenue Hampton, sus-érigée, dont le mur du côté nord-ouest est mitoyen.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 4 mars 1924.

[Première publication, 8 mars 1924]

1235—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L A CITE DE MONT-**
No 4872. } **REAL**, demanderesse;
contre G.-C. CACAVALT, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Deux lots de terre bornés en front par la rue Greenshields, dans la cité de Montréal, étant les lots de subdivisions numéros quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize, du lot originaire numéro six cent trente-huit (638-95-93), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 8 février 1924.

[Première publication, 2 février 1924 est nulle]

[Première publication, 16 février 1924]

639—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Montréal, à savoir: } **EMMANUEL BEAU-**
No 15. } **LAC**, demandeur;
contre JOS. RAYMOND, de la paroisse de Saint-Athanase, district d'Iberville, défendeur.

Les lots situés en la cité de Montréal, portant les numéros 210 et 211 de la subdivision du lot No 7 des plan et livres de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation; bornés en front vers le nord-est par la rue 7-194 desdits plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 13 février 1924.

[Première publication, 16 février 1924]

890—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L A CITE DE MONT-**
No 115. } **REAL**, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en la dite cité de Montréal, demanderesse; vs JOSEPH GUILBAULT et GILBERT GUIL-

less. The said emplacement hereby sold being composed of subdivision two on the re-subdivision plan duly made and filed of lot number eight hundred and fifty nine, on the subdivision plan duly made and filed of said lot number one hundred and sixty nine, and of lot subdivision number one, on the re-subdivision plan duly made and filed of lot number eight hundred and sixty, on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot 169-859-2 and 169-860-1.

With the two story brick and concrete block dwelling on concrete foundation, known as civic No. 317 Hampton Avenue, thereon erected, of which the northwest wall is mitoyen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, March 4, 1924.

[First publication, March 8, 1924]

1236—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
No. 4872. } **TREAL**, plaintiff; against
G. C. CACAVALT, heretofore of the city and district of Montreal, now of parts unknown, defendant.

Two lots of land bounded in front by Greenshields Street, in the city of Montreal, being subdivision lots numbers ninety five and ninety six of original lot number six hundred and thirty eight (638-95-93), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, February 8, 1924.

[First publication, February 2, 1924 is null]

[First publication, February 16, 1924]

640—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Montreal, to wit: } **EMMANUEL BEAULAC**,
No. 15. } **plaintiff**; against **JOS. RAYMOND**, of the parish of Saint Athanase, district of Iberville, defendant.

The lots of land situate in the city of Montreal, bearing the numbers 210 and 211 of the subdivision of lot No. 7, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation; bounded in front to the northeast by the street 7-194 of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 13th February, 1924.

[First publication, 16th February, 1924]

900—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
No. 115. } **TREAL**, a body politic and corporate having its place of business in the said city of Montreal, plaintiff; vs **JOSEPH GUILBAULT and GILBERT GUILBAULT**,

BAULT, ci-devant de la cité de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeurs, et C. M. MENDELL, subrogé aux droits et privilèges de la demanderesse.

Comme appartenant aux défendeurs en cette cause.

Deux lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, de la dite cité, connus et désignés comme étant les subdivisions 440 et 441 du lot originaire No 262, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$144.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur, lors de son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 19 janvier 1924.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 13 février 1924.

[Première publication, 16 février 1924]

901-7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) DAME BARBARA
No 5357.) INNIS, épouse séparée en biens de Andrew Cunningham et ledit Andrew Cunningham, pour autoriser sadite épouse, demanderesse; vs DAME LEONIE GOUPIL, épouse séparée de biens d'Alfred Pilon, ce dernier pour autoriser son épouse, défendresse.

Un emplacement dans la ville de Saint-Louis, maintenant cité de Montréal, faisant front à l'avenue du Parc et contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur et composé de:

a. La subdivision trente-quatre des subdivisions officielles du lot original du numéro douze, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis;

b. La subdivision vingt-sept des subdivisions officielles du lot original du lot numéro quatorze, desdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses sus-érigées dont le mur de pignon côté nord-ouest est mitoyen, portant les numéros civiques 1627 et 1629, avenue du Parc.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$980.00 sera exigé de chaque et de tout enchérisseur avant d'accepter son enchère, conformément à un jugement de l'honorable juge Coderre, en date du onze février 1924.

Bureau du shérif. Le shérif,
L. J. LEMIEUX.

Montréal, 13 février 1924.

[Première publication, 16 février 1924]

903-7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) ANTOINE LAFOND,
No 3677.) demandeur; vs RENE CHOPIN, défendeur, et L.-A. Bédard, curateur au délaissement.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Rosemont, en la cité de Montréal, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, sous le numéro 178 (cent soixante-dix-huit, laquelle partie est celle qui avait été subdivisée en cent cinquante-neuf lots mais sub-

heretofore of the city of Montreal, and now of parts unknown, defendants, and C. M. Mendell, subrogated to the rights and privileges of the plaintiff.

As belonging to the defendants herein:

Two lots of land lying and situated in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint Lawrence Boulevard of the said city, known and designated as being subdivisions 440 and 441 of original lot No. 262, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$144.00 shall be exacted from each and every bidder with first offer or bid, according to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 19th of January, 1924.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 13, 1924.

[First publication, February 16, 1924]

902-7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) DAME BARBARA
No. 5357.) INNIS, wife separate as to property of Andrew Cunningham, and the said Andrew Cunningham to authorize his said wife, plaintiff; vs DAME LEONIE GOUPIL, wife separate as to property of Alfred Pilon, and the latter to authorize his wife, defendant.

That certain emplacement in the town of Saint Louis, now the city of Montreal, fronting on Park Avenue, and containing twenty five feet in width by one hundred and twenty feet in depth and composed of:

a. Subdivision thirty four of the official subdivisions of original lot number twelve, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis.

b. Subdivision twenty seven of the official subdivisions of original lot number 14 on the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected, whereof the gable wall on the northwest side is mitoyen, bearing civic numbers 1627 and 1629 Park Avenue.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$980.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Coderre, dated 11th February, 1924.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 13th February, 1924.

[First publication, 16th February, 1924]

904-7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) ANTOINE LAFOND,
No. 3677.) plaintiff; vs RENE CHOPIN, defendant, and L. A. Bédard, curator to the surrender of property made herein.

A lot of land lying and situate in Rosemont Ward, in the city of Montreal, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, under number 178 (one hundred and seventy eight), which part is the one which was subdivided into one hun-

séqueusement effacés et qui se trouve aujourd'hui non subdivisée et est bornée comme suit, à savoir: par un bout, au nord-ouest par la rue Masson, au sud-est, à l'autre bout, par les usines Angus, d'un côté au nord-est par le lot numéro cent soixante-dix-neuf, aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro cent soixante-dix-sept, aussi aux mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à MIDI.

Un dépôt de \$3,000.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 11 février 1924.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 13 février 1924.
[Première publication, 16 février 1924]
905-7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **RAOUL-A. LAUZON,**
No 276. } demandeur; vs **ED-**
MOND ROY, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Boyer, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent deux, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq (5-402), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-Saint-Louis, contenant 25 pieds de largeur par 114 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées et dont la maison porte le numéro civique 1157 de la dite rue Boyer, et aussi avec droit de passage avec tous autres y ayant droit dans la ruelle sise en arrière du dit lot de terre, à charge ordinaire de l'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 13 février 1924.
[Première publication, 16 février 1924]
907-7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **JOSEPH PARNASS,** de-
No 794. } mandeur; vs **S. GREEN-**
STEIN, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot (No 206) deux cent six, de la subdivision officielle du lot No 3 (3-206), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte-Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga—avec toutes les bâtisses sus-érigées, une maison portant les numéros civiques Nos 1528, sur la rue Marquette, et de 906 à 910, sur la rue Saint-Zotique.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 13 février 1924.
[Première publication, 16 février 1924]
909-7-2

dred and fifty nine lots but subsequently cancelled and which is to-day unsubdivided and is bounded as follows, to wit: at one end to the northwest, by Masson Street; to the southeast, at the other end, by the Angus Shops; on one side to the northeast by lot number one hundred and seventy nine, on the same official plan and book of reference, and on the other side to the southwest by lot number one hundred and seventy seven, also of the same official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of MARCH next, at TWELVE o'clock noon.

A deposit of \$3,000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, according to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 11th of February, 1924.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 13, 1924.
[First publication, February 16, 1924]
906-7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **RAOUL A. LAUZON,**
No. 276. } plaintiff; vs **EDMOND**
ROY, defendant.

A lot of land fronting on Boyer Street, in the city of Montreal, known and designated under the number four hundred and two of the official subdivision of original lot number five (5-402), of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, containing 25 feet in width by 114 feet in depth, English measurements and more or less—with all the buildings thereon erected, the house thereon bearing civic number 1157 of said Boyer Street, and also with a right of passage with all others entitled thereto in the lane lying at the rear of said lot of land, subject to the customary charge of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 13, 1924.
[First publication, February 16, 1924]
908-7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **JOSEPH PARNASS,** plain-
No. 794. } tiff; vs **S. GREEN-**
STEIN, defendant.

A lot of land or emplacement situate in the city of Montreal, known and designated as being lot number two hundred and six, of the official subdivision of lot No. 3 (3-206), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga—with all the buildings thereon erected, house bearing civic Nos. 1528 Marquette Street, and Nos. 906 to 910 Saint Zotique Street, Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 13, 1924.
[First publication, February 16, 1924]
910-7-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: }
 No 3049. } ALCIDE THERRIEN,
 cultivateur, contre OLIVIER LEFEBVRE, des }
 Grondines, à savoir:

1. Partie du lot No 296 (deux cent quatre-vingt-seize) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située dans la dite paroisse des Grondines, contenant vingt-quatre arpents de long sur deux arpents de large environ, au sud, et deux arpents et huit perches, au nord; au troisième rang au chemin public, au sud à la ligne du C. P. R., au nord-est à Octave Mathieu et au sud-ouest à la route des Lefebvre—circonstances et dépendances

2. Partie du lot 295 (deux cent quatre-vingt-quinze) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant un morceau de terre situé dans la dite paroisse des Grondines, contenant trois arpents en superficie; borné comme suit: au nord au débiteur, au sud à Ephrem Hamelin, au sud-ouest à N. Grégoire, au nord-est à la route—circonstances et dépendances.

3. Partie du lot No 333 (trois cent trente-trois) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au troisième rang de la dite paroisse des Grondines, contenant un arpent et demi de front sur trente de profondeur, plus ou moins; bornée comme suit: au nord à David Trottier, au sud à Georges Rivard, au nord-est au débiteur et au sud-ouest à Ant. Clermont—circonstances et dépendances.

4. Partie du lot No 334 (trois cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant un morceau de terre situé au troisième rang de la dite paroisse des Grondines, contenant un arpent de front sur environ six de long; borné comme suit: au nord à Ant. Clermont, au sud au même, au nord-est au débiteur, au sud-ouest à Z. Lauzé—circonstances et dépendances.

5. Partie du lot No 330 (trois cent trente) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant un morceau de terre situé au troisième rang de la dite paroisse des Grondines, contenant une largeur de un arpent sur une profondeur de un arpent et demi; borné comme suit: au nord au chemin public, au sud à P.-H. Laganière, au nord-est au débiteur et au sud-ouest à Z. Lauzé—circonstances et dépendances.

6. Partie du lot No 328 (trois cent vingt-huit) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au troisième rang de la dite paroisse des Grondines, contenant deux arpents de large sur environ quatorze de long, le tout plus ou moins et bornée comme suit: au sud-est aux terres du second rang et au nord-ouest à Louis Petit et Del. Gignac, au chemin de traverse qui fait la séparation de leur terrain, au nord-est à Alex. Arcand et au sud-ouest à Elz. Laganière—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale des Grondines, comté de Portneuf, le

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: }
 No. 3049. } ALCIDE THERRIEN, of
 Saint Casimir, farmer, }
 against OLIVIER LEFEBVRE, of Grondines, to }
 wit:

1. Part of the lot No. 296 (two hundred and ninety six) of the official cadastre for the parish of Grondines, County of Portneuf, being a land situate in the said parish of Grondines, containing twenty four arpents in length by two arpents in width about, on the south, and two arpents and eight perches, on the north; in the third range, on the public road, on the south by the line of the C. P. R., on the northeast by Octave Mathieu and on the southwest by the Lefebvre road, circumstances and dependencies.

2. Part of the lot 295 (two hundred and ninety five) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a strip of land situate in th said parish of Grondines, containing three arpents in superficies; bounded as follows: to the north by the debtor, to the south by Ephrem Hamelin, to the southwest by N. Grégoire, to the northeast by the road—circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 333 (three hundred and thirty three) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a land situate in the third range of the said parish of Grondines, containing one and a half arpent in front by thirty in depth, more or less; bounded as follows: to the north by David Trottier, to the south by Georges Rivard, to the northeast by the debor and to the southwest by Ant. Clermont—circumstances and dependencies.

4. Part of lot No. 334 (three hundred and thirty four) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a parcel of land situate in the third range of the said parish of Grondines, containing one arpent in front by about six in length; bounded as follows: to the north by Ant. Clermont, to the south by the latter, to the northeast by the debtor to the southwest by A. Lauzé—circumstances and dependencies.

5. Part of the lot No. 330 (three hundred and thirty) of the official cadastre for the parish of Grondines, County of Portneuf, being a parcel of land situate in the third range of the said parish of Grondines, containing a width of one arpent by a depth of one and a half arpent; bounded as follows: to the north by the public road, to the south by P. H. Laganière, to the northeast by the debtor and to the southwest by Z. Lauzé—circumstances and dependencies.

6. Part of the lot No. 328 (three hundred and twenty eight) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a land situate in the third range of the said parish of Grondines, containing two arpents in width by about fourteen in length, the whole more or less and bounded as follows: to the southeast by the lands of the second range and to the northwest by Louis Petit and Del. Gignac, to the cross road which forms the division of their land, to the northeast by Alex. Arcand, and to the southwest by Elz. Laganière—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Grondines, county of Portneuf, the ELE-

ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE VENTH day of APRIL next, at ELEVEN heures de l'avant-midi. o'clock in the forenoon.

Bureau du shérif, Le député-shérif, E. AUGER.
 Québec, ce 6 mars 1924.
 [Première publication, le 8 mars 1924]
 [Deuxième publication, le 22 mars 1924]
 1261—10-2

Sheriff's office, E. AUGER, Deputy-sheriff.
 Québec, March 6, 1924.
 [First publication, March 8, 1924]
 [Second publication, March 22, 1924]
 1262—10-2

Québec, à savoir: } THE CANADIAN BANK
 No 620 } OF COMMERCE, corps
 politique et incorporé ayant le principal siège de
 ses affaires en la cité de Toronto et un bureau
 d'affaires en la cité de Québec; contre VICTOR
 MERCIER, de la cité de Québec, et y faisant
 affaires sous les nom et raison sociale de "The
 Adanac Lumber Co.", et LEGER PICARD, éga-
 lement de la cité de Québec, et y faisant affaires
 sous les nom et raison de "Picard Machine Shop."

Québec, to wit: } THE CANADIAN BANK
 No. 620. } OF COMMERCE, a
 body politic and corporate having its head office
 in the city of Toronto and a branch office in the
 city of Québec; against VICTOR MERCIER,
 of the city of Québec, and there carrying on busi-
 ness under the firm name and style of "The Ada-
 nac Lumber Co.", and LEGER PICARD, also
 of the city of Québec, and there carrying on busi-
 ness under the firm name and style of "Picard
 Machine Shop".

Saisis comme appartenant au dit Léger Picard :

Seized as belonging to the said Léger Picard :

1. Les lots Nos 1883 et 1884 (mille huit cent
 quatre-vingt-trois et mille huit cent quatre-vingt-
 quatre), du cadastre officiel pour le quartier Jac-
 ques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch,
 de la cité de Québec, étant des emplacements si-
 tués sur la rue Saint-Valier—avec les bâtisses
 dessus construites, circonstances et dépendances.
 Pour être vendus en bloc.

1. The lots Nos. 1883 and 1884 (one thousand
 eight hundred and eighty three and one thousand
 eight hundred and eighty four), of the official
 cadastre for Jacques Cartier Ward, now Saint
 Roch Ward, of the city of Québec, being emplace-
 ments situated on Saint Valier Street—with the
 buildings thereon erected, circumstances and de-
 pendencies. To be sold *en bloc*.

2. Les subdivisions Nos 105 (cent cinq), 106
 (cent six), 107 (cent sept), 108 (cent huit) et 109
 (cent neuf), du lot No 80 (quatre-vingt), du ca-
 dastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-
 Québec, maintenant quartier Montcalm, de la
 cité de Québec, étant des lots de terre situés sur la
 rue Saint-Cyrille—circonstances et dépendances.
 Pour être vendus en bloc.

2. The subdivisions Nos. 105 (one hundred and
 five), 106 (one hundred and six), 107 (one hun-
 dred and seven), 108 (one hundred and eight) and
 109 (one hundred and nine), of lot No. 80 (eighty),
 of the official cadastre for the parish of Notre
 Dame de Québec, now Montcalm Ward, of the
 city of Québec, being lots of land situate on Saint
 Cyrille Street—circumstances and dependencies.
 To be sold *en bloc*.

3. Les subdivisions Nos 90 (quatre-vingt-dix)
 et 91 (quatre-vingt-onze), du lot No 583 (cinq
 cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour
 la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quar-
 tier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant
 des lots de terre situés dans le Parc Maufile—cir-
 constances et dépendances. Pour être vendus en
 bloc.

3. The subdivisions Nos. 90 (ninety) and 91
 (ninety one), of lot No. 583 (five hundred and
 eighty three), of the official cadastre for the parish
 of Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward,
 of the city of Québec, being lots of land situated
 in Parc Maufile—circumstances and dependen-
 cies. To be sold *en bloc*.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
 Québec, le VINGT-HUITIEME jour de MARS
 prochain, à DIX heures du matin.

To be sold at my office, in the city of Québec,
 the TWENTY EIGHTH day of MARCH next,
 at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du shérif, Le député-shérif, E. AUGER.
 Québec, 21 février 1924.
 [Première publication, 23 février 1924]
 [Deuxième publication, 8 mars 1924]
 1019—8-2

Sheriff's office, E. AUGER, Deputy-Sheriff.
 Québec, February, 21, 1924.
 [First publication, February 23, 1924]
 [Second publication, March 8, 1924]
 1020—8-2

Cour de recorder.

Recorder's Court.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
 No 2996. } L contre PIERRE PLAN-
 TE.

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
 No. 2996. } against PIERRE PLAN-
 TE.

Les subdivisions Nos 39 et 40 (trente-neuf et
 quarante), du lot No 48 (quarante-huit), du ca-
 dastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-
 Québec, maintenant quartier Montcalm, de la
 cité de Québec, étant des lots situés sur la rue Kit-
 chener—avec les bâtisses dessus construites, cir-
 constances et dépendances. Pour être vendues en
 bloc.

The subdivisions Nos. 39 and 40 (thirty nine
 and forty) of lot No. 48 (forty eight), of the offi-
 cial cadastre for the parish of Notre Dame de
 Québec, now Montcalm Ward, of the city of Que-
 bec, being lots situated on Kitchener Street—
 with the buildings thereon erected, circumstances
 and dependencies. To be sold *en bloc*.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de
 Québec, le VINGT-HUITIEME jour de MARS
 prochain, à DIX heures du matin.

To be sold at my office, in the city of Québec,
 the TWENTY EIGHTH day of MARCH next,
 at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du shérif, Le député-shérif, E. AUGER.
 Québec, 21 février 1924.
 [Première publication, 23 février 1924]
 [Deuxième publication, 8 mars 1924]
 1021—8-2

Sheriff's office, E. AUGER, Deputy-Sheriff.
 Québec, February 21, 1924.
 [First publication, February 23, 1924]
 [Second publication, March 8, 1924]
 1022—8-2

Cour de recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC;**
No 4. } contre **IGNACE TRU-**
DEL.

Les lots Nos 177 (cent soixante-dix-sept), 179 (cent soixante-dix-neuf), 180 (cent quatre-vingt) et 181 (cent quatre-vingt-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant des lots de terre situés sur le côté ouest de l'avenue François-Ier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Pour être vendus en bloc.

2. Les lots Nos 182 (cent quatre-vingt-deux), 183 (cent quatre-vingt-trois), 184-1 (cent quatre-vingt-quatre-un) et 184-2 (cent quatre-vingt-quatre-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant des lots de terre situés sur le côté ouest de l'avenue François-Ier—circonstances et dépendances. Pour être vendus en bloc.

3. Le lot No 601 (six cent un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant le lot de terre situé sur le côté ouest de l'avenue François-Ier—circonstances et dépendances.

4. Les lots Nos 178 (cent soixante-dix-huit) et 178A (cent soixante-dix-huit A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant des lots de terre situés sur le côté nord d'une rue projetée en arrière des lots ci-dessus décrits. Pour être vendus en bloc. A distraire une partie du dit No 178A, vendue à The Quebec County Railway et portant maintenant le No 598 du dit cadastre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.

Québec, 21 février 1924.

[Première publication, 23 février 1924]

[Deuxième publication, 8 mars 1924]

1023—8-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski. } **DAME CLAIRE**
No 9032. } **BANVILLE,** veuve
de Pierre Gendron; vs **CYRILLE THIBAUT,**
savoir:

Les lots Nos quatre cent quatre-vingt, quatre cent quatre-vingt-un, quatre cent quatre-vingt-deux, cinq cent quatre-vingt-quatorze et cinq cent quatre-vingt-quinze, au cadastre officiel de l'Assomption-de-Notre-Dame; à distraire un terrain de huit arpents, vendu à Alfred Levesque.

Pour être vendus à la porte de l'église de l'Assomption-de-Notre-Dame, Sandy Bay, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS DANJOU.

Rimouski, 13 février 1924.

[Première publication, 16 février 1924]

917—7-2

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC,**
No. 4. } against **IGNACE TRU-**
DEL.

The lots Nos. 177 (one hundred and seventy seven), 179 (one hundred and seventy nine), 180 (one hundred and eighty) and 181 (one hundred and eighty one) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques-Cartier Ward, of the city of Quebec, being lots of land situated on the west side of Avenue François Ier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be sold *en bloc*.

2. The lots Nos. 182 (one hundred and eighty two), 183 (one hundred and eighty three), 184-1 (one hundred and eighty four-one) and 184-2 (one hundred and eighty four-two) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being lots of land situate on the west side of Avenue François Ier, circumstances and dependencies. To be sold *en bloc*.

3. The lot No. 601 (six hundred and one) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on the west side of Avenue François Ier—circumstances and dependencies.

4. The lots Nos. 178 (one hundred and seventy eight) and 178-A (one hundred and seventy eight-A) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being lots of land situated on the north side of a projected street in rear of the lots above described. To be sold *en bloc*. To be deducted a part of said lot No. 178-A sold to the Quebec County Railway and now bearing No. 598 of said cadastre.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Deputy-Sheriff

Quebec, February, 21, 1924.

[First publication, February 23, 1924]

[Second publication, March 8, 1924]

1024—8-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. } **DAME CLAIRE**
No. 9032. } **BANVILLE,** widow
of Pierre Gendron; vs **CYRILLE THIBAUT,**
to wit:

The lots Nos. four hundred and eighty, four hundred and eighty one, four hundred and eighty two, five hundred and ninety four and five hundred and ninety five, of the official cadastre of l'Assomption de Notre Dame; to be deducted therefrom a lot of land of eight arpents sold to Alfred Levesque.

To be sold at the door of the church of L'Assomption de Notre Dame, Sandy Bay, on the NINETEENTH day of MARCH next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. DANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.

Rimouski, February 13, 1924.

[First publication, February 16, 1924]

918—7-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 283. } **LA BANQUE NATIONALE**, corporation commerciale, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, demanderesse; contre **PHILIBERT FORTIN**, de Bishop's Crossing, and **WALTER EVERETT**, de Bury, tous deux du district de Saint-François, défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur Walter Everett:

1. Les lots numéros 15a et 15b, dans le second rang du canton Newport, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Newport.

2. Partie du lot numéro six (partie 6), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell; bornée au sud par le grand chemin conduisant de Bury à East Angus, au nord-est par la ligne nord-est du dit lot, au sud-ouest et au nord-ouest par le ruisseau appelé Salmon Brook, ce lopin de terre est à peu près de la forme d'un fer à repasser, et contenant vingt-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins.

3. Toute cette partie du lot numéro sept (partie 7), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell, étant située du côté sud-est de la rivière Saint-François, et contenant cent soixante acres en superficie, plus ou moins.

4. Un quart indivisé de toute cette partie de terre du lot numéro sept (partie 7), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell, étant situé au côté nord-ouest de la rivière Saint-François, et contenant quarante acres, plus ou moins—avec les bâtisses et améliorations érigées sur la dite terre.

Les lots décrits dans le paragraphe No 1, pour être vendus au bureau du registraire du comté de Compton, à Cookshire, le MERCREDI, le NEUVIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures de l'avant-midi;

Les lots décrits dans les paragraphes Nos 2, 3 et 4, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury, MERCREDI, le NEUVIEME jour d'AVRIL 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 4 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1255—10-2

Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 283. } **LA BANQUE NATIONALE**, commercial corporation, having its chief office and principal place of business in the city and district of Quebec, plaintiff; against **PHILIBERT FORTIN**, of Bishop's Crossing, and **WALTER EVERETT**, of Bury, both in the district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to the said defendant Walter Everett:

1. The lots Nos. 15a and 15b, in the second range of the township of Newport, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Newport.

2. Part of the lot number six (part 6), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell; bounded southerly by the highway leading from Bury to East Angus, northeasterly by the northeasterly line of the said lot, southwesterly and northwesterly by the brook called Salmon Brook, this piece of land being nearly of the form of a flat iron, and containing twenty five acres of land in superficies, more or less.

3. All that part of the lot number seven (part 7), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell, lying on the southeasterly side of the Saint Francis river, and containing one hundred and sixty acres in superficies, more or less.

4. One undivided fourth of all that part of the lot number seven (part 7), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell, lying on the northwest side of the Saint Francis river, and containing forty acres, more or less—with the buildings and improvements erected on the said land.

The lots described in paragraph No 1, to be sold at the Registration Office of the county of Compton, at Cookshire, on WEDNESDAY, the NINTH day of APRIL, 1924, at TEN o'clock in the forenoon;

The lots described in paragraphs Nos. 2, 3 and 4, to be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, on WEDNESDAY, the NINTH day of APRIL, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Sherbrooke, March 4, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1256—10-2

C. E. THERRIEN,

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 398. } **JAMES E. MCCREA ET FRANK BAKER**, tous deux marchands de bois, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, et faisant affaires ensemble, en société, sous le nom de "McCrea & Baker", demandeurs; contre **WATERVILLE VENEER & PANEL COMPANY, LTD.**, corps politique et incorporé ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires à Waterville, district de Saint-François, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse:

Le lot numéro 28, dans le onzième rang du canton Barnston, dans le district de Saint-François, contenant soixante-quinze (75) acres de terre et appartenant à la dite défenderesse.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 398. } **JAMES E. MCCREA AND FRANK BAKER**, both lumber dealers, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, and there doing business as such together in partnership, under the name of "McCrea & Baker", plaintiffs; against **WATERVILLE VENEER & PANEL COMPANY, LTD.**, body corporate and politic having its head office and principal place of business at Waterville, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lot number 28, in the eleventh range of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, containing seventy five (75) acres of land and belonging to the defendant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Suzanne-de-Boundary-Line (Stanhope), MARDI, le HUITIEME jour d'AVRIL 1924, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 4 mars 1924.
[Première publication, 8 mars 1924]
1257—10-2

To be sold at the church door of the parish of Sainte Susanne de Boundary Line (Stanhope), on TUESDAY, the EIGHTH day of APRIL, 1924, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office,
Sherbrooke, March 4, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
1258—10-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } PASCAL BRUNELLE, demandeur; contre HENRY LEMOINE, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-André-d'Acton, sur le deuxième rang, formant environ cent quatre-vingts arpents de terre en superficie, connue et désignée comme faisant partie des numéros cent trente-cinq (p. 135) et cent trente-six (p. 136), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées; la dite terre bornée au nord par le deuxième rang du canton d'Acton, au sud par la rivière Blanche, à l'est par le numéro 137, appartenant à Alexandre Desautels, et à l'ouest par une route ainsi que par le résidu du lot numéro 135 du dit cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André-d'Acton, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 13 février 1924.
[Première publication, 16 février 1924]
893—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } PASCAL BRUNELLE, plaintiff; against HENRY LEMOINE, defendant.

A land situate in the parish of Saint André d'Acton, on the second range, forming about one hundred and eighty arpents in superficies, known and designated as being a part of numbers one hundred and thirty five (p. 135) and one hundred and thirty six (p. 136), on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected; said land bounded on the north side by the second range of the Canton d'Acton; on the south side by the White river; at the east by number 137, belonging to Alex. Desautels, and on the west side by the public road and by the residue of lot number 135 of said cadastre.

To be sold at the parochial church door of Saint André d'Acton, WEDNESDAY, on the NINETEENTH day of MARCH next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office,
Saint Hyacinthe, February 13, 1924.
[First publication, February 16, 1924]
894—7-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.
Canada, } SALLUSTE LA-
Province de Québec, } VERY ET AL., de-
District de Terrebonne. } mandeurs; vs CAR-
No 316. } MELIA ROY ET AL.,
défendeurs.

Comme appartenant à l'un des dits défendeurs, Léopold Roy, les immeubles suivants, savoir:

Trois lots de terre situés au nord de la Côte Saint-Isidore et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, sous les numéros cent seize, cent dix-sept et cent dix-huit (Nos 116, 117, 118)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, dit district, le VINGTIEME jour de MARS mil neuf cent vingt-quatre, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 12 février 1924.
[Première publication, 16 février 1924]
883—7-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
Canada, } SALLUSTE LA-
Province de Québec, } VERY ET AL.,
District of Terrebonne. } plaintiffs; vs CARME-
No. 316. } LIA ROY ET AL., de-
fendants.

As belonging to one of the said defendants, Léopold Roy, the following immovables, to wit:

Three lots of land situated to the north of Côte Saint Isidore, and known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joseph du Lac, under the numbers one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, and one hundred and eighteen (Nos. 116, 117, 118)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the parish of Saint Joseph du Lac, said district, the TWENTIETH day of MARCH, one thousand nine hundred and twenty four, at ONE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office,
Sainte Scholastique, February 12, 1924.
[First publication, February 16, 1924]
884—7-2

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir: } **LA COMPAGNIE**
No 611. } **D'ENTREPRISES**

DE SHAWINIGAN FALLS, LIMITEE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Shawinigan Falls, demanderesse; contre ARTHUR GUERTIN, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Deux lopins de terre situés en la cité de Shawinigan Falls, sur la première rue de la dite cité de Shawinigan Falls, connus et désignés sous les numéros cent trente-neuf et cent quarante (Nos 139 et 140), de la subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-139-140), du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore—avec maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, en la cité de Shawinigan Falls, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHIL.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 4 mars 1924.

[Première publication, 8 mars 1924]

1243—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir: } **ARTHUR LEVAS-**
No 577. } **SEUR**, deman-

deur; contre EUCHARISTE CRETE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue des Champs ou Avenue Laviolette, en cette cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro onze cent soixante-quatre (partie No 1164), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, et étant le lot de subdivision numéro soixante-neuf (69), au plan de subdivision du dit lot No 1164, fait par John Bourgeois, arpenteur, contenant quarante pieds de front sur la rue des Champs ou Avenue Laviolette, sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné en front par la rue des Champs; en profondeur par le terrain restant à MM. Cooke et Pagé, représentés par Alphonse Milot; d'un côté au sud-est par le lot de subdivision No 68, appartenant à Alphonse Milot, et, de l'autre côté, au nord-ouest, au lot de subdivision No 70, appartenant à MM. Cooke et Pagé, représentés par Madame Mongrain—avec la maison à quatre logements dessus érigée, circonstances et dépendances.

Lequel emplacement est maintenant connu sous le numéro soixante-neuf (No 69), au plan de la subdivision officielle de partie du lot numéro onze cent soixante-quatre du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, fait par Benj. Bourgeois, arpenteur-géomètre, de cette cité, en date du premier de septembre mil neuf cent vingt.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHIL.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 4 mars 1924.

[Première publication, 8 mars 1924]

1245—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit: } **LA COMPAGNIE**
No. 611. } **D'ENTREPRISES**

DE SHAWINIGAN FALLS, LIMITEE, a body politic and corporate with its principal place of business in the city of Shawinigan Falls, plaintiff; against ARTHUR GUERTIN, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

Two parcels of land situate in the city of Shawinigan Falls, on first street of the said city of Shawinigan Falls, known and designated under the numbers one hundred and thirty nine and one hundred and forty (Nos. 139 and 140) of the subdivision of the cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-139-140), of the cadastre of the parish of Sainte Flore—with houses thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, in the city of Shawinigan Falls, on the NINTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office,

Three Rivers, March 4, 1924.

First publication, March 8, 1924]

1244—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit: } **ARTHUR LEVAS-**
No. 577. } **SEUR**, plaintiff;

against EUCHARISTE CRETE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate on the southwest side of Des Champs Street or Laviolette Avenue, in this city of Three Rivers, known and designated as forming part of the lot number eleven hundred and sixty four (Part No. 1164), of the official cadastre of the city of Three Rivers, and being the subdivision lot number sixty nine (69), on the subdivision plan of the said lot No. 1164, made by John Bourgeois, surveyor, containing forty feet in front on Des Champs Street or Laviolette Avenue, by one hundred feet in depth, more or less, without warranty of exact measurement; bounded in front by Des Champs Street, in depth by the lot of land belonging to Messrs. Cooke and Pagé, represented by Alphonse Milot, on one side to the southeast by the subdivision lot No. 68, belonging to Alphonse Milot, and on the other side to the northwest by the subdivision lot No. 70, belonging to Messrs. Cooke and Pagé, represented by Madame Mongrain—with the four dwellings house thereon erected, circumstances and dependencies.

Which emplacement is now known under the number sixty nine (No 69), on the official subdivision plan of part of the lot number eleven hundred and sixty four of the registration cadastre for the city of Three Rivers, made by Benj. Bourgeois, land surveyor, of this city, dated the first of September, one thousand nine hundred and twenty.

To be sold at the sheriff's office of the district of Three Rivers, at the Court House, in the city of Three Rivers, on the EIGHTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office,

Three Rivers, March 4, 1924.

[First publication, March 8, 1924]

1246—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **A** DJUTOR SAINT-PIERRE, demandeur; contre EMILE SAINT-ARNAULT, défendeur.

No 489.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Mathieu, dans le dix-huitième rang du canton de Caxton, contenant vingt-neuf acres en superficie, et connu et désigné sous le numéro un (No 1), du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu.

2. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Mathieu, dans le dix-huitième rang du canton de Caxton, contenant cent quatre acres en superficie, et connu et désigné sous le numéro deux (No 2), du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu.

La vente, qui devait avoir lieu le sixième jour de février dernier 1924, à dix heures du matin à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, n'ayant pas eu lieu faute d'enchérisseur, la dite vente aura lieu le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain 1924, à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, WILLIE LARIVIERE.
Trois-Rivières, 4 mars 1924.
1263

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **A** DJUTOR SAINT-PIERRE, plaintiff; against EMILE SAINT-ARNAULT, defendant.

No. 489.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Mathieu, in the eighteenth range of the township of Caxton, containing twenty nine acres in superficies, and known designated and under the number one (No. 1), of the cadastre of the parish of Saint Mathieu.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Mathieu, in the eighteenth range of the township of Caxton, containing one hundred and four acres in superficies and known and designated under the number two (No. 2), of the cadastre of the parish of Saint Mathieu.

The sale, which was to take place the sixth day of February last, 1924, at ten o'clock in the forenoon, at the door of the church of the parish of Saint Mathieu, having not taken place on account of no bidders, the said sale shall take place the SECOND day of APRIL next, 1924, at TWO o'clock in the afternoon, at the door of the church of the parish of Saint Mathieu in the county of Saint Maurice.

WILLIE LARIVIERE,

Sheriff's Office, Deputy-sheriff.
Three Rivers, March 4, 1924.

1264

Lettres patentes

Letters patents

"Missisquoi Tanning Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1924, constituant en corporation: Edgar-Réginald Parkins, avocat et conseil du Roi, Alexander Joseph Cooney, caissier, et Eric Lewellyn McCarthy, gérant de bureau, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce de, et faire affaires comme tanneurs, importateurs, exportateurs, commerçants en gros et en détail et trafiquants de cuir, peaux, huiles, graisse, teintures et préparations chimiques de toutes sortes employées dans le traitement des peaux et du cuir;

Faire toutes et chacune des industries se rapportant à la manufacture, à l'importation, l'exportation et au trafic en gros et en détail, ou au commerce de gants, mitaines, mocassins, pantoufles, fantaisies, en articles de cuir ou de toutes sortes d'habits ou de vêtements fabriqués en tout ou en partie de cuir, ou agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

"Missisquoi Tanning Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1924, incorporating: Edgar Reginald Parkins, advocate and King's Counsel, Alexander Joseph Cooney, cashier, and Eric Lewellyn McCarthy, office manager, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of tanners, importers, exporters, wholesale and retail dealers and jobbers in leather, hides, oils, greases, pigments and chemicals of all kinds used in the treatment of hides and leather;

To carry on all and every the business of manufacturers, importers, exporters, wholesale or retail dealers or jobbers in gloves, mitts, mocassins, slippers, novelties in leather goods or any kind of clothing or garments made in whole or in part of leather or to act as agents, commission merchants or representatives;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs au autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions ou des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, récépissé avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, des branches ou voies d'évitement sur la propriété de la compagnie, ou sur les propriétés sous son contrôle et pour des fins de vente de son commerce et de son industrie, et aussi, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings on the property of the company or on that under its control, and for the sale purposes of its business and industry, also bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the com-

croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie; aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie aucune procédure ou action;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou bons ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents, courtiers, agents à commission, contracteurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Missisquoi Tanning Company, Limited", avec un capital total de

pany's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art of interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Missisquoi Tanning Company, Limited", with a total capital stock of

vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie sera à Farnham, district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1181 C.-J. SIMARD.

"Parc Saint-Christophe, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1924, constituant en corporation: Joseph-Henri-Rodolphe Langevin, Joseph-Louis-Narcisse Lachapelle, notaires, Guy d'Argencourt, étudiant en loi, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches comme agents d'immeubles et faire le commerce d'assurance comme agents ou courtiers d'assurance;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des immeubles; vendre, louer, échanger, autrement faire le commerce d'immeubles ou toute partie d'eux, et disposer en tout ou en partie de telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés, parcs ou autrement;

Construire, ériger des bâtisses et les maintenir, ou faire construire, ériger et maintenir sur les dits terrains des égouts, aqueducs, rues, ruelles, chemins, ponts, et tous autres moyens de communication, des maisons, moulins, usines, manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui pourraient être nécessaires ou avantageuses, et les louer, échanger, vendre, et en disposer;

Engendrer, manufacturer, produire, accumuler, acheter et employer vapeur, gaz, air comprimé et électricité, les vendre, et en disposer autrement, les fournir pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir aux occupants de toutes bâtisses possédées ou mises en opération par la compagnie, ou à toutes autres personnes, sociétés ou corporations en la paroisse de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, pourvu que les pouvoirs conférés par les présentes à la compagnie, lorsqu'ils seront exercés en dehors de la propriété de la compagnie, soient sujets aux lois provinciales et municipales et règlements à cette fin;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs, possesseurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour des fins de construction ou autres améliorations; aider au moyen d'avance ou autrement dans la construction et l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration qui tendraient à rendre la propriété de la compagnie plus accessible, et qui en augmenteraient la valeur;

Prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs, ou avancé par la compagnie aux acquéreurs, ou pour les fins de construction ou autres améliorations;

Acquérir, posséder, acheter, céder, transporter, vendre des actions, parts, débentures ou garanties, dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et en disposer;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre

twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Farnham, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1182 Assistant Provincial Secretary.

"Parc Saint-Christophe, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1924, incorporating Joseph Henri Rodolphe Langevin, Joseph Louis Narcisse Lachapelle, notaries, Guy d'Argencourt, student at law, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business in all branches thereof as real estate agents and to carry on an insurance business as insurance agents or brokers;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to possess immovables; to sell, lease, exchange and otherwise deal in real estate or any part thereof and to lay out all or part of such property in building lots, streets, lanes, squares, parks or otherwise;

To construct, erect buildings and maintain same or cause the construction, erection and maintenance upon the said land of sewers, waterworks, streets, lanes, roads, bridges and any other means of communication, houses, mills, workshops, factories and any other works, improvements or buildings which may be necessary or profitable and to lease, exchange, sell and dispose of the same;

To generate, manufacture, produce, accumulate, buy and utilize steam, gas, compressed air and electricity and to sell and otherwise dispose of and supply same for lighting, heating and motive power purposes to the occupants of any buildings possessed or operated by the company or to any other persons, partnerships or corporations in the parish of St Vincent de Paul, county of Laval, provided, however, that the powers hereby granted to the company, when exercised beyond the property of the company, be subject to all provincial and municipal laws and regulations on that behalf;

To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers, holders or lessees of any part of the company's property, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers, and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To acquire, possess, buy, assign, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell or otherwise dispose of any part of the

propriété appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, stock ou garantie de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stocks, biens et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes à une juste valeur d'iceux;

Émettre, céder des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement, pour tous immeubles ou meubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie, par aucun titre, et rémunérer en argent ou autrement, tous services, rendus ou devant être rendus à la compagnie par qui que ce soit et de quelque manière que ce soit;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'icelle, accepter de l'argent, ou au lieu de l'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre personne ou compagnie;

Placer et faire des affaires avec les argents de la compagnie non immédiatement requis, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps par le bureau de direction de la compagnie;

S'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Prêter des fonds et garantir l'exécution des contrats par les clients et autres, et aussi l'accomplissement de toute obligation ou entreprise de tout autre compagnie dans laquelle la présente compagnie est intéressée et accepter comme garantie de ces prêts toute garantie qui sera offerte par toute telle personne ou compagnie, y compris les actions ou débetures de toute telle autre compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets et autres lettres de change, chèques, mandats, débetures, valeurs en vertu de la Loi des Banques qui sont permises aux compagnies constituées en vertu de la Loi et autres instruments négociables et transférables;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, aucun des biens de la compagnie et en particulier tout argent, actions, obligations, débetures ou autres garanties, ou autres biens appartenant à la compagnie, ou dont cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer;

De temps à autre faire un ou plusieurs des actes et choses ici énumérées et exercer et jouir des droits et privilèges et faire tous autres actes et choses se rattachant ou propres à atteindre les objets susdits ou aucun d'eux, et aussi exercer tout autre commerce, manufacturier ou non, relié aux fins et objets énumérés plus haut, et que la compagnie jugera propre à être exercé en rapport avec le commerce et les objets de la compagnie;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe;

Entrer en pourparler avec toutes ou chacune des autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres afin de solliciter, acquérir de telle autorité tous permis, droits, licences,

immovables or other property belonging to the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think proper, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To acquire and possess any business, franchises, undertakings, properties, rights, privileges, leases, contracts, immovables, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof;

To issue and hand over fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment of any immovables or movables, rights or other property acquired by the company, under any title, and to remunerate in cash or otherwise for services rendered or to be rendered to the company by any one whomsoever and in any manner whatever;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think convenient or to amalgamate with any person, partnership or corporation carrying on business altogether or partly similar to that of this company, upon such terms and conditions as may be deemed proper, and in payment of the consideration thereof to accept cash or in lieu of cash paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities of any other person or company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined by the Board of Directors of the company;

To amalgamate with any company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To lend money and guarantee the performance of contracts by customers and others, as also the performance of any obligations or undertakings of any other company in which the company is interested and to accept as security for such loans any security that may be offered by such person or company, including shares and debentures of such other company;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, cheques, warrants, debentures, securities under the Bank Act not prohibited to companies incorporated under the said Act, and other negotiable or transferable instruments;

To distribute any assets of the company among its members, and particularly the cash, shares, bonds, debentures or other securities or other assets belonging to this company or which the company may have power to dispose of;

From time to time to do all or any of the above acts and things and to exercise and enjoy all rights and privileges and do all other things incidental, or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and also carry on any other manufacturing business germane or not to the purposes and objects herein set forth and which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the business and object of the company;

The powers granted in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To enter into negotiations with all or any federal, provincial, municipal, local or other authority in order to solicit and acquire from such authority any permits, rights, licenses, privileges,

privileges, franchises que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer, sous le nom de "Parc Saint-Christophe, Limitée", avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1183

C.-J. SIMARD.

"Gagnon Brothers, Limited—Gagnon Freres, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre 1923, constituant en corporation: Charles-Arthur-Sailly Gagnon, Marie-Gustave-Honoré Gagnon, comptables, de Québec, Marie-Arthur-Alexandre Gagnon, manufacturier, Loretteville, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie consistant à être manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros et en détail, de mocassins, canots, raquettes, curiosités indiennes et de tous articles de commerce de nature semblable ou autre;

Acquérir de gré à gré ou aux enchères tous biens meubles et immeubles, nécessaires et utiles pour les fins du commerce de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant un des commerces que la compagnie est autorisée à exercer et les payer en tout ou en partie en argent, en parts totalement ou partiellement libérées de la compagnie, et avec l'approbation des actionnaires, payer de la même manière les services rendus à la compagnie, soit en rapport avec son organisation, la gestion de ses affaires, ou autrement;

Faire aucune convention et conclure tout arrangement relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, à l'administration des affaires de la compagnie, ou d'autres conventions de même nature, avec toutes autres personnes, sociétés ou compagnies exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie et faire tous actes et choses nécessaires et utiles pour arriver à ces fins;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant un commerce considéré profitable à la compagnie;

Acheter, prendre à bail, ou autrement acquérir toute propriété personnelle, tout droit, brevet d'invention, marque de commerce, ou privilège que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle aux prix fixés par elle, et payables en actions, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage, par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débetures et actions-obligations (debenture-stock) qu'elle peut être autorisée à

franchises which the company may think convenient to obtain and exercise, under the name of "Parc Saint-Christophe, Limitée", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1184

Assistant Provincial Secretary.

"Gagnon Brothers, Limited—Gagnon Freres, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1923, incorporating: Charles Arthur Sailly Gagnon, Marie Gustave Honoré Gagnon, accountants, of Quebec, Marie Arthur Alexandre Gagnon, manufacturer, Loretteville, for the following purposes:

To carry on the business and industry of manufacturers, importers, exporters, wholesale and retail merchants of mocassins, canoes, snowshoes, Indian curios and any articles of trade of a similar or other nature;

To acquire at will or at auctions any movable and immovable property necessary and useful for the purposes of the business of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or assume the whole or any part of the undertaking, business, property, liabilities or assets of any person, firm or company carrying on any business that the company is authorized to carry on, and pay for same in whole or in part in cash, wholly or partly paid up shares of the company, and with the approval of the shareholders, pay for in the same manner any services rendered to the company, either in connection with its organization, management of its affairs, or otherwise;

To make any contract and enter into any arrangement relative to the sharing of profits, union of interests, cooperation, mutual risk, reciprocal concession, management of the affairs of the company, or other agreements of a like nature, with any other persons, firms or companies carrying on a similar business to that of the company and do all and anything necessary and useful for attaining such purposes;

To subscribe for or otherwise acquire and hold shares in any other company whose objects are wholly or partly similar to those of this company or exercising a business considered as profitable to the company;

To purchase, take on lease or otherwise acquire any personal property, any right, patent of invention, trade-mark or privilege that the company may deem necessary or advantageous for the objects of its business;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof at the prices it may determine, and payable in shares, bonds or securities of any other company whose objects are wholly or partly similar to those of the corporation;

To hypothecate, mortgage or pledge, by authentic deed, to secure the payment of the bonds, debentures and debenture-stock that it may be authorized to issue by law or its charter,

émettre par la loi, ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède ou possèdera dans la province, conformément aux articles 6009 et 6009a de la loi des compagnies de Québec, 1920;

Faire toutes choses et affaires ne requérant pas un acte spécial de la législature, sous le nom de "Gagnon Brothers, Limited—Gagnon Frères, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Loretteville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

1223

C.-J. SIMARD.

the movable or immovable property, present or future, that the company holds or may hold in the Province, pursuant to articles 6009 and 6009a of the Quebec Companies' Act, 1920;

To do any such things and business not requiring a special act of the Legislature, under the name of "Gagnon Brothers, Limited—Gagnon Frères, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Loretteville, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1224

"The Rothchild Press, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1924, constituant en corporation: Harold Earle Walker, conseil du Roi, de la cité de Westmount, Henri Crepeau, avocat, et Hugh Wylie, comptable, tous deux de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires d'une manière générale comme imprimeurs, lithographes, graveurs, photographes, stéréotypistes, électrotypistes, graveurs sur bois, graveurs sur acier, relieurs, éditeurs, papetiers, libraires, manufacturiers de papier, manufacturiers d'enveloppes, de sacs et de boîtes de papier, agents d'annonces, commerçants et vendeurs de nouveautés, fournitures de bureaux et autres. Acheter, vendre, manufacturer, commercer de, mettre en œuvre, faire le commerce de matériel, de machinerie, d'équipement, d'outils, de meubles, fournitures, appareils, et de tous articles requis, utilisés ou connexes à, ou qui peuvent être utilisés relativement aux arts et aux affaires susdits, ou à quelques-uns d'entre eux;

Faire tout autre commerce, exercer toute autre affaire ou diriger toute autre manufacture relativement à, ou alliée de quelque façon aux objets ci-dessus, ou qui sembleraient pouvoir être exercées convenablement en rapport avec les affaires de la compagnie, ou calculées pouvoir favoriser directement ou indirectement ou augmenter la valeur de ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie, aucun de ses droits ou aucune de ses entreprises;

Acquérir par achat, bail ou autrement, la totalité ou de toute partie des affaires, propriété et passif de toute personne, compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenable et propre aux fins de cette compagnie;

Faire demande, acheter ou autrement acquérir et vendre toute patente, brevets d'invention, marques de commerce, licence, concessions et autres choses semblables accordant le droit exclusif ou non exclusif ou limité d'en faire usage, ou toute information ou secret au sujet d'aucune invention ou procédé que la compagnie pourrait utiliser pour ses affaires ou dont l'acquisition pourrait être d'un avantage direct ou indirect à la compagnie; utiliser, employer, développer, accorder des licences relativement à ou autrement rendre profitables la propriété ou information ainsi acquise;

S'associer à ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les conces-

"The Rothchild Press, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of January, 1924, incorporating: Harold Earle Walker, King's Counsel, of the city of Westmount, Henri Crepeau, advocate, and Hugh Wylie, accountant, both of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as printers, lithographers, engravers, photogravers, stereotypers, electrotypers, embossers, engrossers, book-binders, publishers, stationers, book-makers, envelope and paper bag and box makers, manufacturers, advertising agents, dealers in and vendors of novelties, office and other supplies. To buy, sell, manufacture, trade, work and deal in plant, machinery, equipment, tools, furniture, supplies, appliances and all articles requisite in, used or connected with, or which can be used in connection with the said arts and businesses or any of them;

To carry on any other trade, business or manufacture related to or allied in any way to the purposes above mentioned, or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection therewith, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or undertakings;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire and sell any patents, brevets d'invention, trade marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal conces-

sions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie engagée ou exerçant, ou à la veille d'exploiter une industrie ou d'effectuer une transaction que la compagnie est autorisée à exercer, ou dans lesquelles elle peut s'engager, ou toute affaire ou transaction pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et aussi faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou autrement aider telles personnes ou compagnies, clientèle ou personnes faisant affaires avec la compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs d'icelles et les vendre, détenir, réemettre avec ou sans garantie et en disposer autrement, nonobstant les stipulations des S. R. Q. 5985;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, bons ou débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et promouvoir, établir ou autrement aider toute telle compagnie (ou compagnies);

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie, et garantir et engager, ou aider à placer du stock, des bons ou valeurs de toute telle compagnie ou compagnies;

Acquérir, louer, détenir, vendre et transporter toute propriété réelle ou personnelle, tous droits ou privilèges que la compagnie jugerait nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et, particulièrement, tous terrains, bâtisses, facilités, machinerie, matériel ou fonds de commerce, et prendre des hypothèques, des charges et des liens sur la propriété réelle ou personnelle ou toute autre valeur quelconque, et portant intérêt ou autrement selon que la compagnie le jugera convenable, des acheteurs ou autres débiteurs de la compagnie, et vendre, céder ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune des telles valeurs;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Payer et rémunérer toute personne, corporation ou compagnie par l'émission et le paiement de capital totalement acquitté, de bons ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, pour services rendus ou à être rendus comme promoteurs de ou garants pour cette compagnie ou de toute autre, ou en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions, bons ou débetures de cette compagnie ou de toute autre ou pour tous autres services de toute nature; ou comme paiement de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, droits, bail, affaires, franchise, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions, et en paiement total ou partiel de, ou en échange pour des actions, des bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, des connaissances et autres instruments négociables et transférables;

Vendre, disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'une partie quelconque des dits biens, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les obligations ou autres valeurs de toute autre corporation;

Vendre, améliorer, administrer, développer,

sion or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, customers or persons having dealings with the company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, notwithstanding the provisions of R. S. Q., 5985;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place or assist in the placing of stock, bonds or securities of any such company or companies;

To acquire, lease, hold, sell and convey any real and personal property and any rights or privileges which the company may think it necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any lands, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade, and to accept mortgages, charges and liens on real or personal property or any other security whatsoever and bearing interest or otherwise as the company may see fit, from purchasers or from debtors of the company and to sell, assign or otherwise dispose of all or any of such securities;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined;

To pay and remunerate any person, corporation or company by the issue and payment of fully paid up stock, bonds or other securities of this company or otherwise, for services rendered or to be rendered as promoter or underwriters of this or any other company or in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares, bonds or debentures of this or any other company or for any other services of any nature, or as payment for any property, real or personal, movable or immovable, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, license or concession and in payment or part payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To sell, improve, manage, develop, exchange,

échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Se fusionner avec toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

Distribuer aux membres de la compagnie, au moyen de dividendes ou autrement, aucune des propriétés de la compagnie en espèces ou en nature et, plus particulièrement, des actions acquittées, des débetures ou des actions-obligations de toute autre compagnie, sous le nom de "The Rothchild Press, Limited."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et en 500 actions préférentielles de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$52,500.00.

Les actions autres que les actions préférentielles seront émises et distribuées à tel prix qui pourra être fixé par les directeurs;

Le stock préférentiel jouira des préférences et privilèges, et sera sujet aux restrictions mentionnées ci-après:

1. Les actions préférentielles conféreront à leurs détenteurs le droit à un dividende préférentiel cumulatif fixe de sept pour cent par an;

2. Advenant la liquidation, la dissolution ou la faillite de la compagnie, les détenteurs du capital préférentiel auront le droit d'être payés préférentiellement aux porteurs d'actions de stock commun, de leur capital payé sur tel stock préférentiel et de tous les arrérages de dividendes dus sur icelui;

3. La compagnie aura le droit, en tout temps, de racheter la totalité ou toute partie du capital préférentiel émis, sur paiement du capital payé, avec une prime égale à 5% sur tel montant, de même que tous les dividendes dus sur icelui; pourvu qu'un règlement à cette fin soit adopté et approuvé, conformément aux stipulations de la Loi des Compagnies de Québec, 1920 et ses amendements alors en force. Tel règlement liera les porteurs du capital préférentiel et, entre autres choses, déterminera la manière et le délai de l'avis à être donné aux actionnaires du rachat de leur capital, et la méthode et la date du paiement de tel capital racheté; après telle date, les droits des porteurs de capital préférentiel seront limités au droit d'être payés du montant dû pour tel rachat, et tel règlement déterminera, de plus, dans le cas de rachat d'une partie seulement du capital préférentiel, la méthode à suivre dans le choix des parts à être rachetées;

4. A l'exception de ce qui est stipulé ci-dessus, les porteurs de stock préférentiel n'auront pas le droit à participer dans les profits ou dans les biens de la compagnie;

5. Rien de prévu dans les présentes ne sera censé devoir limiter ou restreindre le droit de la compagnie à réduire ou à augmenter son capital par l'émission de capital préférentiel supplémentaire ou nouveau, ou autrement, au moyen de lettres patentes supplémentaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le diocèse de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1193

C.-J. SIMARD.

lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company, under the name of "The Rothchild Press, Limited".

The capital stock of the company is divided into 500 shares having no nominal or par value, and into 500 preferred shares of \$100.00 dollars each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$52,500.00.

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors. Preferred stock shall carry the preferences and privileges and shall be subject to the restrictions hereinafter mentioned:

1. Preferred shares shall confer on the holders thereof the right to a fixed cumulative preferential dividend of seven per centum per annum.

2. In the event of the winding up, liquidation or bankruptcy of the company, holders of preferred stock shall be entitled to be paid in preference to holders of shares of common stock, the capital paid-up on such preferred stock and all arrears of dividends due thereon;

3. The company shall be entitled at any time to repurchase the whole or any part of the issued preferred stock on payment of the capital paid up thereon and a premium equal to 5% of such amount, and any dividends due thereon; provided that a by-law for such purpose be adopted and approved in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, 1920, and amendments thereto at the time in force. Such by-law shall be binding on holders of preferred stock and shall among other things provide: as to the manner and delay of notice to be given shareholders, of the repurchase of their stock, and the method and date of payment for stock repurchased, after which date the rights of holders thereof shall be limited to the right to be paid the amount due for such repurchase, and such by-law shall further provide in the case of the repurchase of a part only of the preferred stock, the method of selection of shares to be repurchased;

4. Except as above stated, holders of preferred stock shall not be entitled to participate in the profits or assets of the company;

5. Nothing herein provided shall be deemed to limit or restrict the right of the company to reduce or increase its capital by the issue of further or new preferred stock or otherwise, by means of supplementary letters patent.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1194

"L'Association Catholique Colombienne de Saint-Henri, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de février 1924, constituant en corporation: Léo Doyon, entrepreneur, Edmond Houle, restaurateur, Delphis Riel, maître-boucher, Anselme Locas, gérant, et Joseph-E.-D. Brazeau, entrepreneur, tous cinq de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Fonder, maintenir, contrôler, administrer et conduire une association pour l'avantage, le profit et la commodité de ses membres et de leurs amis, encourager les relations sociales entre les membres et généralement procurer aux membres et à leurs amis tous les avantages, privilèges et l'accommodation d'usage dans un cercle social d'études;

Acquérir par achat ou autrement, au bénéfice de l'association et des membres d'icelle, la propriété mobilière et immobilière qui sera nécessaire ou désirable pour réaliser les fins de l'association; ériger, construire, agrandir et magnifier les bâtiments de l'association qu'on croira de temps à autre nécessaires ou désirable, les garnir de meubles convenables, de salles et tables de pool et de billard, de jeux de quilles, de salles de cartes, d'étude, de lecture, d'écriture, de promenade, salles à manger, chambrées, instruments de musique, jeux et tous autres accessoires qui peuvent être à l'avantage ou dans l'intérêt de la dite association et de ses membres;

Émettre des actions privilégiées, ordinaires, et des débetures;

Acheter, assumer et autrement acquérir l'actif et les biens, exercer l'affaire d'aucune personne ou autre corporation, d'aucun autre cercle dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente association, les payer totalement ou partiellement en actions acquittées, privilégiées ou ordinaires, ou avec les deux, de l'association;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre association ou compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente association;

Vendre, améliorer, gérer, hypothéquer, échanger, louer, exploiter, mettre en valeur toutes les propriétés mobilières et immobilières et tous les droits de la compagnie, ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Acquérir, bâtir, vendre, louer et posséder des immeubles;

Adopter une constitution et règlements, règles et ordonnances concernant l'admission et l'expulsion des membres de l'association, la gouvernance des dits membres, la catégorisation des membres, les droits de vote et privilège adhérents à chaque catégorie de membres, la tenue des réunions des membres, la fixation et la perception des contributions et redevances; l'élection et la nomination des directeurs et officiers, la délimitation de leurs devoirs, la garde et la conservation des biens et deniers de l'association, et d'une manière générale la réglementation, l'administration, le contrôle, la direction et la conduite des affaires de l'association, la sauvegarde et protection de ses biens et intérêts; et de temps à autre altérer, abroger, restreindre ou amender cette constitution, ces ordres ou règlements ou aucun d'eux;

Organiser et tenir des réunions libres ou populaires, des concerts, conférences, lectures, banquets, réceptions, soirées de famille, selon que les directeurs le jugeront convenable;

Encourager et promouvoir la culture physique parmi ses actionnaires et ses membres;

"L'Association Catholique Colombienne de Saint-Henri, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1924, incorporating: Léo Doyon, contractor, Edmond Houle, restaurant-keeper, Delphis Riel, master-butcher, Anselme Locas, manager, and Joseph E. D. Brazeau, contractor, all five of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To found, maintain, control, administer and conduct an association for the advantage, profit and commodity of its members and their friends, promote social intercourse between the members and generally procure to the members and their friends, all the advantages, privileges and accommodation generally found in a social study club;

To acquire, by purchase or otherwise, for the profit of the association and the members thereof, the movable and immovable property which may be necessary or desirable to attain the association purposes; erect, construct, enlarge and magnify the buildings of the association which it may from time to time be deemed necessary or desirable, equip them with suitable furniture, pool and billiard rooms and tables, bowling alleys, card rooms, study, reading and writing rooms, promenades, halls, dining rooms, bed rooms, musical instruments, games and other accessories which may be advantageous to or in the interest of the said association and its members;

To issue preferred and common shares and debentures;

To buy, assume or otherwise acquire the assets and property, carry on the business of any person or other corporation, of any other club the objects of which are altogether or partly similar to those of the present association, and to pay for the above fully or partly with paid up preferred or common shares of the association, or both;

To acquire and hold shares in any other association or company the objects of which are similar in whole or in part to those of the present association;

To sell, improve, manage, turn to account, exchange, lease, exploit, render merchantable all the movable and immovable properties and all the rights of the company, or otherwise dispose thereof, in whole or in part;

To acquire, sell, lease and possess real estate;

To adopt a constitution and by-laws, rules and orders respecting the admission and expulsion of the members of the association, the governing of the said members, the classification of the members, the right to vote and privileges attached to each class of members, the holding of the meetings of the members, the fixation and collection of the assessments and dues, the election and nomination of the directors and officers, the delimitation of their duties, the keeping and conservation of the property and moneys of the association, and in a general way the regulation, administration, control, direction and conduct of the affairs of the association, the safekeeping and protection of its property and interests, and from time to time to alter, revoke, repeal and amend such constitution, orders, by-laws or any of them;

To organize and keep free and popular meetings, concerts, lectures, banquets, receptions, family soirees, balls, as the directors may think fit;

To encourage and promote physical culture among its shareholders and members;

Encourager et donner des amusements, théâtraux, athlétiques, musicaux et autres pour les membres ou leurs amis;

Encourager et promouvoir la télégraphie sans fil, le radio, parmi les actionnaires et ses membres;

Posséder, exploiter, exhiber et représenter en public, à titre onéreux ou gratuit, du cinéma, des vues animées dites "parlantes", du vaudeville, du phonographe, du piano automatique, du piano, des boîtes automatiques pour vues photographiques, et d'autres exhibitions artistiques de toutes sortes, le tout dans le but d'attirer les citoyens à faire partie de l'association, afin de promouvoir les arts, la littérature et les sciences;

Solliciter auprès d'aucunes autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, l'obtention des autorisations, permis, privilèges et autres droits qui seront nécessaires ou avantageux à l'association et à ses membres;

Etablir, conduire et tenir la dite association, les salles à manger, y servir des repas, rafraîchissements, et cela aux prix fixés et déterminés par les règlements;

Servir tous les rafraîchissements et breuvages permis en loi, de même que des cigares, cigarettes, tabacs, pâtisseries et bonbons, dans les salles de l'association, aux prix à être fixés et établis de temps à autre par les règlements;

Donner et meubler des chambres pour l'usage et le bénéfice des membres de l'association, son personnel et les domestiques;

Nommer, employer et rémunérer pour leurs services les officiers, chefs, serveurs et autres employés qui seront utiles à la bonne gestion des affaires de l'association, et que le conseil des directeurs croira nécessaires;

En un mot, sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles l'association est constituée en corporation, sous le nom de "L'Association Catholique Colombienne de Saint-Henri, Inc.", avec un capital total de cent quarante-huit mille piastres (\$148,000.00), divisé en quatorze mille huit cents (14,800) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1199

C.-J. SIMARD.

"Realty and Construction Co., of Montreal".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1924, constituant en corporation: Ella Doloreaux, fille majeure, surveillante, Imelda Hogue, fille majeure, sténographe, Etta R. Foster, fille majeure, secrétaire privée, toutes de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce d'immeuble dans toutes ses branches comme principaux ou agents;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seules ou conjointement avec d'autres;

Promouvoir et devenir actionnaires dans une

To encourage and give theatrical, athletic, musical and other amusements for the members or their friends;

To encourage and promote wireless telegraphy, radio, among the shareholders and its members;

To possess, exploit, exhibit and represent for the public, for reward or gratuitously, cinematographic and talking moving pictures, vaudeville, phonograph, automatic piano, piano, magic lanterns and other artistic exhibitions of any kind, the whole with the view of encouraging citizens to join the association in order to promote arts, literature and science;

To apply to any federal, provincial, municipal, local or other authority for the obtention of the authorizations, licenses, permits, privileges and other rights which may be necessary or advantageous to the association or to its members;

To establish, conduct and keep the said association, dining rooms and serve therein meals and refreshments and than that at such price as may be fixed by the by-laws;

To serve all refreshments and beverages permitted by law, and also cigars, cigarettes, tobacco, pastry, candies, in the rooms of the association, at such rates and prices as may be fixed and established from time to time by the by-laws;

To give and furnish rooms for the use and benefit of the members of the association, its staff and servants;

To appoint, employ and remunerate for their services the officers, chiefs, servants and other employees who may be needed for the proper management of the affairs of the association and which the board of directors may think necessary;

And without limiting the generality of the foregoing powers, do all things and carry on any business which may be deemed necessary or useful for the attainment of the objects for which the association is incorporated, under the name of "L'Association Catholique Colombienne de Saint-Henri, Inc.", with a total capital stock of one hundred and forty eight thousand (\$148,000.00), dollars, divided into fourteen thousand eight hundred shares (14,800) of ten (\$10.00) dollars each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1200

Assistant Provincial Secretary.

"Realty and Construction Co., of Montreal."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1924, incorporating: Ella Doloreaux, spinster, supervisor, Imelda Hogue, spinster, stenographer, Etta R. Foster, spinster, private secretary, all of Montreal, for the following purposes:

The handling of real estate in all its branches as principals or agents;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To promote any company or companies for the

ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débetures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie,

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Vendre ou céder autrement l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie peut exercer ou propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Adopter tel moyen qui semblera convenable pour faire connaître les produits de la compagnie et, en particulier, par des annonces dans la presse, au moyen de circulaires, par l'achat ou l'exposition des produits, d'œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres, de journaux périodiques, de brochures, par l'octroi de prix, de récompenses ou par des donations;

Etablir, entretenir et conduire une agence générale pour la collection de comptes, billets, traites et autres preuves de dettes, et faire affaires comme directeurs d'une agence générale, financière, commerciale, pour faire de la collection, des rapports, des règlements et des auditions, et agir d'une manière générale pour des personnes, firmes ou corporations aux fins ci-dessus désignées, s'enquérir, faire des recherches et se procurer des informations relativement à l'état financier, la réputation, la responsabilité, les affaires et la condition, au point de vue commercial, d'individus, firmes, associations, et fournir telles informations aux clients et aux patrons pour des fins de commerce, de finance et d'affaires; préparer, posséder, utiliser, publier et distribuer des journaux, des circulaires, livres, pamphlets, almanachs d'adresses, catalogues, taux, résumés, statistiques, listes et toutes autres matières écrites ou imprimées utilisées relativement à la condition commerciale et financière d'hommes d'affaires, de firmes, d'associations ou corporations, et intéressants et utilisés pour l'information des commerçants, trafiquants, avocats ou autres classes d'hommes d'affaires ou financiers; acheter, acquérir, régler ou autrement disposer des réclamations non payées ou en litige, de comptes, jugements et livres de dettes, et négocier et compléter

purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly as to benefit the company; and to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts, or other evidences of indebtedness, and to carry on business of a general financial, commercial, collecting, reporting, adjusting and auditing agency and to act as agent generally for persons, firms and corporations for the purposes above set out; to inquire into and investigate, and collect information concerning the financial standing, reputation, responsibility and business and commercial condition of individuals, firms, associations, and to furnish such information to clients and patrons for mercantile, financial and business purposes; to prepare, own, use, publish, and distribute newspapers, circulars, books, pamphlets, directories, catalogues, ratings, digests, statistics, lists and any other written or printed matters in use concerning the commercial and financial standing of business men, firms, associations or corporations, and of interest or of use for the information of merchants, traders, lawyers, bankers or other classes of business or financial men; to purchase, acquire, settle or otherwise dispose of unpaid or disputed claims, accounts, judgments and book debts and to negotiate and complete settlements of all kinds of accounts, claims, contracts, bonds and insurance policies between the parties thereto for fees, commissions,

des réglemens et toutes sortes de comptes et réclamations, contrats, bons et polices d'assurance entre les parties intéressées, et cela, pour des honoraires, commissions, pourcentage et rétributions à être payés à cette fin, le tout sujet aux réglemens provinciaux et locaux; diriger une agence générale d'audition et de comptabilité pour faire l'audition, l'inspection et l'examen de livres de comptes de personnes, firmes et corporations, et préparer des rapports, des feuilles de balance et autres états relativement à iceux;

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement, des lots de ville, des terrains pour la culture, des terrains miniers ou fruitiers, des sites pour les villes, des terres à pâturage et des terres à bois, et toute propriété réelle ou personnelle de toute description ou tout intérêt ou tous droits légaux ou équitables s'y rapportant, de quelque façon ou autrement; prendre, bâtir sur, détenir, posséder, entretenir, mettre en œuvre, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement trafiquer de, disposer de tels lots, terrains, sites, propriétés personnelles et réelles ou tout intérêt s'y rapportant, trafiquer de toute portion de la propriété ainsi acquise, la subdiviser en lots à bâtir et, d'une manière générale, la disposer en lots, rues, lots à bâtir pour des fins résidentielles ou autrement et avec le pouvoir d'y construire des rues, des égouts, un système de drainage nécessaire, construire sur ce terrain des résidences ou autrement, pourvoir les bâtisses ainsi construites dans les districts de Montréal, Terrebonne et Montcalm, de lumière électrique, chaleur, gaz, eau et autres nécessités; agir comme agents pour la vente et l'achat de propriété immobilière et de tous intérêts s'y rattachant et, moyennant salaire, procurer des placements immobiliers à tout individu; agir comme agents vendeurs pour les propriétaires de tout immeuble, de toute subdivision, lots à bâtir, emplacements pour villes de toute sorte ou de tout intérêt s'y rapportant, et se charger, de et acquérir de toute personne ou corporation toute agence comprenant ou autrement la vente de tous tels terrains, sites ou intérêts s'y rapportant, et accepter tous transferts et exécuter tous contrats faits par toute personne avec toute autre personne ou corporation, pour la vente de tous tels terrains, sites ou intérêts s'y rapportant, comme agents ou autrement et, d'une manière générale, agir comme agents d'immeubles, et pour la vente et le loyer de maisons, et, comme s'y rapportant, exercer l'industrie d'agents d'assurance;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou tout intérêt s'y rapportant, avec les édifices ou constructions qui pourraient y exister et, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des terrains et de toutes ou de chacune des bâtisses ou constructions qui y sont actuellement ou qui pourraient y être construites dans l'avenir, et prendre telle sûreté à ce sujet qui serait jugée nécessaire; ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction; prendre et détenir des mortgages pour la balance impayée du prix d'achat sur tous terrains, bâtisses ou constructions ainsi vendues, et vendre, hypothéquer ou autrement disposer de telles hypothèques; améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices, et garantir et autrement aider à l'exécution de contrats ou d'hypothèques de personnes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations, et assumer et se charger de tels hypothèques et contrats non exécutés, pourvu toutefois que, à l'exception de ce qui est de prendre et de garder les hypothèques comme stipulé ci-dessus, rien de contenu dans les

percentage and rewards to be paid therefor, subject to provincial and local regulations; to conduct a general auditing and accounting agency for the audit, inspection and examination of books and accounts of persons, firms and corporations and the making of reports, balance sheets and other statements of affairs in connection therewith;

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and personal property or any interest therein, to deal with any portion of the property so acquired, subdividing the same out into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and building sites for residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise to supply buildings so erected in the Montreal, Terrebonne and Montcalm districts, with electric light, heat, gas, water or other requisites therefor; to act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and for reward to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or land of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency inclusive or otherwise for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any other person or corporation for the sale of any such lands, sites or interest therein as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or, otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary; to erect buildings and deal in building material; to take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages; to improve, alter and manage the said lands and buildings and to guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default, provided, however, that except as to taking and holding mortgages as aforesaid, nothing herein contained shall be deemed to empower the company to make loans, whether for building purposes or

présentes ne sera censé devoir autoriser la compagnie à faire des prêts, soit pour des fins de construction, ou non, sur des terrains n'appartenant pas à la compagnie, ou sur des terrains qui, quoiqu'ayant appartenu autrefois à la compagnie, sont devenus la propriété d'autres personnes, soit par acte de vente, transport, transfert ou autre mode d'aliénation;

Agir comme agents financiers, et conduire une agence générale de finance, et faire des affaires d'organisation et de courtage; acheter, vendre et investir des débetures, des bons, capitaux, stocks et autres valeurs de tout gouvernement, municipalité, corporation scolaire, corporation, banque établie par charte ou toute compagnie non incorporée; fournir des capitaux, du crédit ou autre assistance pour l'établissement, l'agrandissement et la réorganisation de toute entreprise ou de toute industrie destinée à être conduite par toute personne ou corporation;

Agir comme agents de finance, d'assurance et de placements, et diriger une agence financière générale;

La compagnie aura le pouvoir d'émettre des bons et de négocier, soit pour de l'argent comptant ou pour des paiements partiels, et émettre des certificats d'actions payables aux porteurs;

La compagnie aura le pouvoir de faire sa propre assurance;

Acheter, assumer ou autrement acquérir de tout individu ou individus, de toute corporation ou corporations, les affaires qu'ils exercent actuellement, avec tout l'actif, le fonds de commerce, la propriété réelle ou personnelle possédée ou utilisée relativement à ses affaires, ainsi que l'achalandage s'y rapportant, et tous les droits, les contrats qu'ils détiennent, sujets aux obligations, s'il y en a, qui les affectent, et les payer en parts acquittées de la compagnie;

Acquérir et se charger des entreprises de tout individu ou individus, de toute corporation ou corporations, en vue d'acquérir la totalité ou aucune des actions, dettes ou obligations de cette compagnie, ou de ces compagnies, et, à cette fin, faire des arrangements entre les parties intéressées;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "Realty Construction Co., of Montreal."

Le capital-actions de la compagnie est de 1700 actions privilégiées de \$50.00 chacune et trois mille parts sans valeur nominale ou au pair.

Les dits 1700 actions de stock préférentiel de 8%, à cinquante piastres (\$50.00) par part, rachetables à cinquante-cinq piastres (\$55.00) la part, après trois mois d'avis aux détenteurs.

Les dites actions préférentielles ne conféreront pas le droit de vote, mais constitueront un lien sur tout l'actif de la compagnie, et trois mille (3,000) actions sans valeur nominale au pair; seront émises et distribuées au prix d'une piastre (\$1.00) la part.

Quinze actions sans valeur nominale au pair ont été souscrites au capital-actions de la compagnie.

La compagnie exercera son commerce avec le montant total de son capital-actions ou \$100,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1187

C.-J. SIMARD.

not, upon lands not the property of the company or upon lands which, though once the property of the company, have by any deed, conveyance, transfer or alienation become the property of another;

To act as financial agent and to carry on a general financial agency, promotion and brokerage business; to purchase, sell or invest in debentures, bonds, stocks, and other securities of a government, municipal corporation, school corporation, chartered bank or unincorporated company; to procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry intended to be carried on by any person or corporation;

To act as financial, insurance and investment agents and to carry on a general financial agency;

The company will have the power to issue bonds and to negotiate same either in cash or part payments and to issue stock certificates to the bearer.

The company will have the power to do its own insurance;

To purchase, take over, or otherwise acquire from any individual or individuals, corporation or corporations, the business now carried on by them, with all the assets, stock in trade, and real and personal property owned or used in connection therewith, and the good will thereof, and all the rights and contracts now held by them, subject to the obligations, if any, affecting the same; and to pay for the same in paid up shares of this company;

To acquire and take over the undertaking of any individual or individuals, corporation or corporations, with a view thereto to acquire all or any of the shares, debts and liabilities of that company or companies, and for that purpose to adopt an agreement dated and made between the interested parties;

The operation, of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Realty and Construction Co., of Montreal".

The capital stock of the company is 1700 preferred shares of \$50.00 each and three thousand shares of no nominal or par value.

The said 1,700 shares of 8% preferred stock at fifty (\$50.00) dollars a share redeemable at fifty five (\$55.00) dollars a share upon three months' notice to the holders.

Said preferred shares having no voting rights, but constituting a first lien on all the assets of the company, and the three thousand (3,000) shares of no nominal or par value, are to be issued and allotted at the price of \$1.00 a share.

Fifteen shares of no nominal or par value have been subscribed to the capital stock of the company.

The company will carry on business with the total amount of capital stock or \$100,000.00.

The head office of the company will be at the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1924.

1188

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

**"The Johnson Tile Company of Quebec,
Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1924, constituant en corporation: William Douw Lightall, avocat et conseil du Roi, Agnes Jane Furlong, secrétaire, fille majeure, Bruce Dorman McConnell, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers et marchands de brique de toutes sortes, de terre cuite, de tuile de toutes sortes, de drains, tuyaux d'égouts, de ciment, de chaux, pierre artificielle et de ses produits;

Faire affaires comme contracteurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, feuilles métalliques, réparations pour couvertures et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par les entrepreneurs, les constructeurs ou couvreurs, avec le pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations exerçant un commerce semblable, et aussi faire tout autre commerce d'une nature semblable ou se rapportant au commerce ci-dessus;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de produits, denrées et marchandises de toutes sortes, et sans en limiter la généralité, manufacturer, composer, raffiner, acheter et vendre des préparations chimiques, des teintures, ciment, minéraux, des superphosphates, des peintures, vernis, teintures, matières à polir, matières colorantes, des huiles, des acides, des alcools, des préparations chimiques, des articles et des composés, séparément ou en combinaison et sous toutes les formes et à tous les états de préparation et manufacture;

Se procurer, posséder, louer et mettre en opération des moulins, des établissements manufacturiers pour la production de commodités et de produits vendables, de toutes sortes et de toute description, non prohibés;

Etablir, posséder mettre en opération et administrer des magasins, des entrepôts pour la vente de tous les articles manufacturés et vendus par la compagnie, et tous autres produits, denrées et marchandises qui pourraient être trafiqués avantageusement en même temps que ces derniers;

Exercer toute autre industrie d'une nature semblable et similaire que la compagnie jugerait susceptible d'être exercée convenablement en même temps que son commerce, et supposée devoir augmenter la valeur de et rendre profitable aucune des propriétés ou aucun des droits de la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement accuser toute propriété réelle ou personnelle ou tous droits, brevets ou privilèges que la compagnie croirait nécessaires ou convenables aux fins de son commerce, ou à quelques-unes d'entre elles, et payer telle propriété ou droits en argent comptant, en capital, bons, débetures ou de toute manière que la compagnie jugerait convenable;

En mettre des actions, des débetures, actions-

**"The Johnson Tile Company of Quebec,
Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1924, incorporating: William Douw Lightall, advocate and King's Counsel, Agnes Jane Furlong, secretary, spinster of major age, and Bruce Dorman McConnell, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in brick of all kinds, terra cotta, tiles of all kinds, drain and sewer pipes, cement, lime and artificial stone and its products;

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof, preparations and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers, with power to act as agents for other persons or corporations carrying on a similar business and also to carry on any other business of a like nature or incidental to the foregoing.

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in goods, wares, merchandise of all kinds and without limiting the generality of the foregoing, to manufacture, compound, refine, purchase and sell chemicals, dye stuffs, cements, minerals, superphosphates, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, alcohols, chemical preparations, articles and compounds separately or in combination and under all conditions and at all stages of preparation and manufacture;

To procure, own, lease and operate mills, manufacturing establishments for the production of merchantable commodities and products of every kind and description not prohibited by law;

To establish, own, operate and conduct stores, warehouses for the sales of all the articles manufactured and dealt in by the company, and any other goods, wares, and merchandise which may be advantageously dealt in in connection therewith;

To carry on other business of the same or similar nature which may seem to the company capable of being carried on conveniently in connection with its business and calculated directly or indirectly to enhance or render more profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or corporation carrying on any business which the company may be authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property or any rights, patents or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business or any part thereof, and to pay for such property or rights in cash, stock, bonds, debentures or in any way which the company may think fit;

To issue shares, debentures, stock debentures,

obligations ou autres valeurs de la compagnie pour de l'argent comptant ou, après les avoir d'abord acquittées, en paiement partiel ou intégral pour toute propriété ou tous droits et facilités que la compagnie pourrait acquérir, et pour tous services rendus et pour tout travail fait pour la compagnie, et au sujet du paiement et de l'acquittement de dettes ou obligations incombant à la compagnie;

Faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, les aventures conjointes les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou se proposant d'exercer un commerce semblable à celui de la compagnie par les présentes incorporée, et promouvoir et aider à la promotion, et devenir actionnaires de toute telle compagnie ou compagnies, et recevoir en paiement pour tous services et pour avoir aidé telle compagnie ou compagnies, les actions, obligations et valeurs de toute telle compagnie ou compagnies, et acheter les actions et les bons et les valeurs de telle compagnie ou compagnies et les détenir, les vendre, les engager, les recevoir, les réémettre, avec ou sans garantie ou autrement les négocier ou en trafiquer;

Investir les fonds disponibles de la compagnie de toute manière qui, de temps en temps, serait fixée;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèces, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie et dont elle a le pouvoir de disposer;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The Johnson Tile Company of Quebec, Limited".

Le capital de la compagnie coisistera en 750 actions préférentielles ayant une valeur au pair de \$100 chacune, et 4800 parts communes sans valeur nominale au pair, lesquelles parts communes sans valeur nominale au pair pourront être émises par la compagnie pour \$5.00 par action ou pour telle considération que les directeurs de la compagnie jugeraient être équivalente;

Les actions préférentielles conféreront à leurs détenteurs le droit, à même le surplus des profits nets dès qu'ils auront été constatés, à des dividendes cumulatifs au taux de 8% par année, chaque année et pour toute année consécutive, préférablement et préalablement à tout paiement de tout dividende aux porteurs de stock commun pour chaque année. Les porteurs de parts communes seront sujets aux droits de priorité des détenteurs de parts préférentielles, tel que déclaré par les présentes. Si, après avoir pourvu au paiement des dividendes complets pour toute année, sur les parts préférentielles et sur toute balance qui pourrait rester due sur les dividendes accumulés pour telles actions préférentielles pour les années précédentes, il restait quelque surplus

bonds and other securities of the company for cash or after being previously made paid up, in payment or in part payment for any property, rights and easements which may be acquired by the company and for any services and work done for the company and in and towards the payment and satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To enter into any agreements for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on business similar to that of the company hereby incorporated, and to promote and assist in promoting, and to become a shareholder in any such company or companies, and to receive in payment for its services and in promoting such company or companies the shares, bonds and securities of any such company or companies and to purchase the shares, bonds and securities of any such company or companies and to hold, sell, pledge, receive, issue with or without guarantee and otherwise deal in and deal with the same;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities in any other company belonging to the company and which the company has power to dispose of;

To draw, make, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to that of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Johnson Tile Company of Quebec, Limited".

The capital of the Company shall consist of 750 preferred shares having a par value of \$100.00 each, and 4800 common shares without any nominal or par value, which said common shares without nominal or par value may be issued by the company for \$5.00 per share or for such consideration as the directors of the company may consider of equivalent value;

The preferred shares shall be entitled, out of any and all surplus net profits, whenever ascertained, to cumulative dividends at the rate of 8 per cent per annum in each and every year hereafter, in preference and priority to any payment of any dividends on the common shares for each year. The common shares shall be subject to the prior rights of holders, of the preferred shares, as herein declared. If, after providing for the payment of full dividends for any year on the preferred shares and for any balance that may remain due on the cumulative dividends on such preferred shares for preceding years, there shall remain any surplus net profits, any and all such net profits not, in the opinion of the Board of Directors, required to provide for the maintenance,

des profits nets, lesquels, dans l'opinion du conseil de direction, ne seraient pas requis pour pourvoir à l'entretien, à l'amélioration, à l'agrandissement et à l'administration de la propriété, des affaires de la compagnie, ou pour le paiement de ses obligations, cette balance serait applicable au paiement de dividendes aux porteurs de parts communes pour telle année, quand et de temps en temps il pourra en être décidé ainsi par le conseil de direction;

Le conseil de direction pourra déclarer et payer, à même tel surplus de profits nets, des dividendes annuels aux porteurs de parts communes de la compagnie, mais aucun tel dividende annuel ne sera déclaré et payé à moins que les dividendes cumulatifs n'aient été payés totalement aux porteurs d'actions préférentielles pour telle année et tous les années précédentes. Advenant la dissolution ou la liquidation de la compagnie, les porteurs de parts préférentielles auront aussi le droit à la préférence dans la distribution de l'actif et, de même, en cas de telle dissolution ou liquidation, tel actif sera appliqué d'abord au paiement intégral du principal du dit capital préférentiel au pair, avec toutes dividendes accumulés sur icelui, préférentiellement et préalablement à tout paiement sur les parts communes, et la balance du dit actif sera alors divisée aux parts communes et aux détenteurs d'icelles;

Les porteurs d'actions préférentielles et de parts communes sans valeur au pair auront des droits égaux, au sujet du vote.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00).

Le bureau-chef de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1189

C.-J. SIMARD.

improvement, enlargement and operation of the property and business of the company, or for the payment of its liabilities, shall be applicable to dividends upon the common shares for such year, when and as from time to time the same shall be declared by the Board of Directors;

The Board of Directors may declare, and out of such surplus net profits may pay, annual dividends upon the common shares of the company, but no such annual dividends shall be declared or paid until the cumulative dividends shall have been paid in full upon the preferred shares for such year, and for all preceding years. In the case of the dissolution or termination of the Company, the preferred shares and the holders thereof shall also be entitled to be preferred in the distribution of the assets, and the same, in case of such dissolution or termination, shall be applied first to the payment in full of the principal of the said preferred capital stock at par with all cumulative dividends thereon, in preference and priority to any payment upon the common shares, and the balance of the assets then be divided among the common shares and the holders thereof;

The holders of the preferred and non par value common shares shall have equal voting powers.

The amount with which the company will commence its operations will be ninety nine thousand dollars (\$99,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1190

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Construction Mont-Royal, Limitée—Mount-Royal Construction, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5968, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour de février 1924, changeant le nom de la compagnie "Construction, Limitée—Construction Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1923, sous le nom de "Construction, Limitée—Construction Limited", en celui de "Construction Mont-Royal, Limitée—Mount-Royal Construction, Limited", dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la construction des bâtiments, et l'industrie de manufacturiers, importateurs, exportateurs, négociants en toutes espèces de matériaux et articles de quelques dénominations que ce soit qui entrent dans ladite industrie; les manufacturer, importer, exporter et en disposer ainsi que des parties qui les composent, et de la matière première dont ils sont composés;

Exercer le commerce de l'immeuble en général, acheter, vendre, échanger et disposer de quelque manière que ce soit des terrains, propriétés, bâ-

"Construction Mont-Royal, Limitée—Mount-Royal Construction, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5968, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1924, changing the name of the company "Construction, Limitée—Construction, Limited", incorporated by Letters Patent dated the eighth day of November, 1923, under the name of "Construction Limitée—Construction, Limited", to that of "Construction Mont-Royal, Limitée—Mount-Royal Construction, Limited", for the following purposes:

To carry on the building trade and the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in all kinds of materials and articles of any denomination whatsoever entering into the said business; to manufacture, import, export and dispose of the same as well as the component parts thereof and of the raw materials entering into their manufacture;

To carry on a general real estate business; to buy, sell, exchange and in any manner whatever to dispose of lands, properties, buildings and real

tisses et propriétés immobilières de quelque nature que ce soit, pour son compte et profit personnel, ou à commission, pour le compte d'autrui, et développer de quelque manière que ce soit le dit commerce d'immeubles, ainsi que toutes espèces ou genre de commerce s'y rattachant ou s'y rapportant de quelque manière;

Demander, maintenir, acheter, acquérir, louer, détenir, posséder et disposer de permis, contrats, agences pour les fins d'exercer le commerce d'agents et courtiers d'assurance de quelque nature que ce soit, pour son compte personnel, ou pour le compte d'autrui, ou de ses clients en général;

Exercer le commerce d'agents de collection, faire la collection de comptes, billets, effets de commerce de quelque nature que ce soit, et toutes créances et dettes en général, à commission ou par contrat, de quelque nature que ce soit;

Administrer, gérer tous biens, toutes propriétés, ensemble de propriétés et biens en général, pour le compte d'autrui et de ses clients, de tout commerce, industrie, posséder, détenir, acquérir, louer, vendre, acheter ou autrement disposer de ces biens, propriétés pour le compte de ses clients; consentir, acheter, acquérir, détenir, accorder, vendre, acheter ou disposer de quelque manière que ce soit de baux, ou contrats quelconques à ces fins;

Exercer le commerce de prêteur d'argent, chercher, trouver, acquérir de l'argent pour le compte de ses clients, faire des prêts, garantis ou non par hypothèque, pour le compte d'autrui ou pour son compte personnel, et à cet effet faire, passer, consentir, acquérir, louer, acheter tous droits, contrats avec toutes personnes, clients, sociétés et compagnies, avec ou sans rémunération, et exploiter tout commerce en rapport avec le présent commerce et nécessaire à l'exercice du dit commerce;

Demander, maintenir, enregistrer, louer, acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer, accorder des permis ou autrement faire valoir tous brevets, procédés, marques de fabrique, marques de commerce, et choses semblables pour le compte de la compagnie, de clients ou autres;

Acquérir par achat, bail ou autrement et avoir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières et tous droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, et en particulier, tous terrains, fabriques, moulins ou outillage, bâtiments et travaux de tous genres, droits de brevets ou autres inventions, machineries et fonds de commerce que la compagnie jugera avantageux de posséder et détenir en rapport avec son industrie et commerce; bâtir, travailler, développer, exploiter et utiliser, et à cette fin construire, poser et entretenir tous bâtiments, travaux, appartenances et dépendances qui seront utiles à ses fins;

Acquérir, détenir, administrer, posséder des immeubles, les revendre, les échanger, les hypothéquer, les aliéner, y ériger toutes sortes de constructions, en tirer des revenus, donner à bail l'exploitation de ses immeubles à d'autres personnes ou compagnies, pour son compte personnel ou pour autrui, moyennant considérations pécuniaires;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou prendre à son nom la totalité, ou une partie de l'entreprise, affaires, propriétés, biens ou engagements de toutes personnes, sociétés ou corporations engagées dans un commerce que la compagnie est autorisée à exercer et qui est convenable aux fins de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au

estate of any nature whatsoever, for its own account and profit or on commission for others, and to develop in any manner whatsoever the said real business as well as all kinds and nature of business connected therewith or incidental thereto in any manner whatever;

To apply for, maintain, buy, acquire, lease, hold, possess, and dispose of licenses, contracts, agencies, for the purpose of carrying on the business of insurance agents and brokers for its own account or for others or for its clients generally;

To carry on a collection agency business, collect accounts, notes, commercial instruments of any nature whatsoever and any claims and debts generally, on commission or by contract of any nature whatsoever;

To administer, manage, any assets, property, estates in general, for others and its clients, business and trade, and to possess, hold, acquire, lease, sell, buy, or otherwise dispose of such property and real estate for the account of its clients; to sign, buy, acquire, hold, grant, sell, buy and in any manner whatever dispose of leases or contracts whatever for such purposes;

To carry on a money lending business, search for, find, acquire money for the account of its customers, make loans guaranteed or not by hypothecs for the account of others or for its own account, and to that end to make, pass, assign, acquire, lease, buy, any rights, contracts with any persons, customers, partnerships or companies, with or without remuneration, and to carry on any business incidental to or necessary for the carrying on of the said business;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell or otherwise dispose of and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of invention, processes, trade-marks, trade-names, and the like, for the benefit of the company, its customers and others;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to have and hold any movable or immovable property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any lands, factories, mills or plants, buildings and works of every kind, patent rights or other inventions, machinery and stock in trade that the company may consider convenient to have and hold in connection with its business and trade; to build, work, develop, operate and make use of the same and to that end to construct, lay down and maintain all and any buildings, works, appurtenances and dependencies that may be convenient for such purposes;

To acquire, hold, manage, possess immovable, resell, exchange, hypothecate and dispose of the same, erect thereon all kinds of constructions, draw revenues therefrom, give on lease the exploitation of its own immovables to other persons or companies for its account or for others, for a pecuniary consideration;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or suitable for the purposes of this company;

To enter into partnership, or into any arrange-

partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autres avec aucune personne ou compagnie exerçant ou se livrant à aucun genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre en paiement ou en échange ou autrement acquérir, détenir, posséder, et tant que la compagnie les détiendra, elle aura tous les privilèges et pouvoirs de ces valeurs, et elle pourra vendre avec ou sans garantie, et disposer des actions, obligations, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie dont le but ou les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou qui est engagée dans une industrie ou commerce capable d'être conduit de manière à être avantageux directement ou indirectement à la présente compagnie, et établir, promouvoir, ou d'autre manière aider à toutes telles autres compagnies;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs comme paiement complet ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que la présente compagnie peut légalement acquérir et émettre des actions acquittées ou non, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement complet ou partiel ou en échange de parts, obligations, débetures ou valeurs de toute compagnie engagée dans une industrie ou un commerce identique ou relié à l'industrie ou commerce de la présente compagnie;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire aucune action du capital corporatif ou aucune obligation ou autres valeurs de la compagnie dans ou à l'occasion de sa formation ou autrement dans son organisation ou l'exécution, la gestion de ses affaires et les payer en numéraire ou en actions de la compagnie, libérées ou non et de toute manière que la compagnie jugera opportun;

Vendre, grever, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou partie de la propriété, des droits et de l'entreprise de la compagnie pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Prêter des fonds et garantir l'excédent des contrats par les clients et autres, et aussi l'accomplissement de toutes obligations, entreprises de toute autre compagnie dans laquelle la présente compagnie est intéressée et accepter comme garantie de ses prêts et garanties toute garantie qui sera offerte par toute telle personne ou compagnie, y compris les actions ou débetures de toute telle autre compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets et autres lettres de change, chèques, mandats, débetures, valeurs en vertu de la loi des banques, qui sont permises aux compagnies constituées en vertu de la loi et autres instruments négociables et transférables;

Distribuer en espèces ou d'autre manière approuvée les biens de la compagnie entre les membres de la compagnie et en particulier les actions, débetures ou autres valeurs de toutes autres compagnies formées pour se charger de la totalité ou partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

ment for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, hold and own, and whilst holding same, to exercise all the rights and privileges of holders and owners thereof, and to sell, with or without guarantee, and deal in the shares, bonds, debentures and other securities of any other companies having purposes or objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business or trade capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise to assist any such other companies;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, movable or immovable, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privileges, license or concession which this company may lawfully acquire, and to issue shares, fully paid up or not, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business or trade similar or incidental to the business or trade of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in the subscription of any shares of the capital stock or any bond or other security of the company or in or about its formation or otherwise in respect to its organization or in the execution, management of its affairs and to pay for the same in cash or in shares of the company, whether fully paid up or not, and in any other manner which the company may think fit;

To sell, pledge, lease, exchange, hypothecate or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, or undertaking of the company for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To lend money and guarantee the performance of contracts by customers and others, as also the performance of any obligations or undertaking of any other company in which the company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such person or company, including shares and debentures of such other company;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, cheques, warrants, debentures, securities under the Bank Act not prohibited to companies incorporated under the said Act, and other negotiable or transferable instruments;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members, and particularly the shares, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

De temps à autre faire un ou plusieurs des actes et choses ici énumérés et exercer et jouir des droits et privilèges et faire toutes autres choses se rattachant ou propres à atteindre les objets susdits ou aucun d'eux, et aussi exercer tout autre commerce manufacturier relié ou non aux fins et objets énumérés plus haut, et que la compagnie jugera propre à être exercé en rapport avec le commerce et les objets de la compagnie;

Considérer que les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe ne pourront être limités ou restreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes;

Entrer en pourparlers avec toute ou aucune des autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres afin de solliciter, acquérir de telle autorité tous permis, droits, licences, privilèges, franchises que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

Faire toutes ou chacune des choses autorisés par les présentes, seule ou conjointement avec d'autres, ou comme facteurs ou agents, avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille actions (1,000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1195 C.-J. SIMARD.

"Grant Distributing Company of Canada, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour de février 1924, à la compagnie "Grant Distributing Company of Canada, Limited", ratifiant un règlement de la dite compagnie, augmentant son capital de la somme de \$20,000.00 à \$50,000.00, divisant ce nouveau capital en 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune et 400 actions préférentielles de \$25.00 chacune, cumulatives au taux de 7% l'an, rachetables en aucun temps par la compagnie, sur un avis de trente jours, au pair.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1197 C.-J. SIMARD.

"Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-troisième jour de février 1924, à la compagnie "Motors, Limited", ratifiant un règlement de la dite compagnie augmentant son capital de \$75,000.00 à \$100,000.00, par la création de 250 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1201 C.-J. SIMARD.

From time to time to do all or any of the above acts and things and to exercise and enjoy all rights and privileges and do all other things incidental, or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and also carry on any other manufacturing business germane or not to the purposes and objects herein set forth and which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the business and objects of the company;

To consider that the powers granted in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by the terms of any other paragraphs;

To enter into negotiations with all or any federal, provincial, municipal, local or other authority in order to apply for and acquire from such authority any permits, rights, licenses, privileges, franchises which the company may think convenient to obtain and exercise;

To do all or any of the above things hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents, with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided in one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1196 Assistant Provincial Secretary.

"Grant Distributing Company of Canada, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1924, to the company "Grant Distributing Company of Canada, Limited", ratifying a by-law of the said company to increase its capital stock from \$20,000.00 to \$50,000.00, such increase to consist of 200 common shares of \$100.00 each and 400 7% cumulative preferred shares of \$25.00 each, redeemable at any time by the company upon thirty days notice, at par.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1198 Assistant Provincial Secretary.

"Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1924, to the company "Motors Limited", ratifying a by-law of the said company increasing its capital from \$75,000.00 to \$100,000.00, by the creation of 250 additional shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1202 Assistant Provincial Secretary.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

N. PERODEAU

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Assistant procureur
général suppléant.

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique en date du 12 juin 1919, dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Clément-de-Tourville, dans le comté de L'Islet, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir:

Au nord-est, le canton d'Ixworth, sur la longueur des neuvième, dixième, onzième rangs du canton d'Ashford; au sud-ouest, les cantons de Lessard et de Beaubien sur la profondeur des septième, huitième, neuvième rangs du canton de Fournier; au nord-ouest, le sixième rang du dit canton de Fournier et le lot numéro vingt-quatre (24), du rang lettre A de ce canton, le huitième rang du canton d'Ashford et le lot numéro vingt-huit (28), du rang lettre A de ce même canton; au sud-est, les cantons de LaFontaine et de Garneau et le lot numéro six (6) du rang lettre A dans chacun de ces deux cantons, les dix lots provenant ainsi des deux dits cantons étant détachés de la paroisse de Sainte-Perpétue, tandis que tout le reste du territoire ci-dessus borné et délimité n'appartient encore à aucune paroisse déjà érigée civilement.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 3 mars 1924, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Clément-de-Tourville ci-dessus décrites;

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Clément-de-Tourville, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

N. PERODEAU

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J. A. HUDON,
Acting Deputy
Attorney General.

WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, dated the 12th of June, 1919, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Clément de Tourville, in the county of L'Islet, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, to be as follows, that is to say:

On the northeast, the township of Ixworth, for the length of the ninth, tenth, eleventh ranges of the township of Ashford; on the southwest, the townships of Lessard and of Beaubien, for the depth of the seventh, eighth, ninth ranges of the township of Fournier; on the northwest, the sixth range of the said township of Fournier, and the lot number twenty four (24), of the range letter A of the said township, the eighth range of the township of Ashford and the lot number twenty eight (28), of the range letter A of the said same township; on the southeast, the townships of LaFontaine and of Garneau, and the lot number six (6), of the range letter A, in each of such two townships, the ten lots thus derived from the two said townships being detached from the parish of Sainte Perpétue, while all the remainder of the hereinabove bounded and limited territory does not yet belong to any parish already erected civilly.

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council set forth in a decree dated the 3rd of March, 1924, that we have confirmed, established and recognized and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Clément de Tourville aforesaid;

And We have ordered and declared, and by these presents order and declare the said parish of Saint Clément de Tourville to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent

icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de QUÉBEC, ce QUATRIÈME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1267

C.-J. SIMARD.

and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this FOURTH day of MARCH, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty four, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1268

Département de la Voirie

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.

23 janvier 1924.

ROUTE QUEBEC-SAINT-SIMEON.

No 93.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de :

Route Québec-Saint-Siméon,

savoir :

Dans le comté de Québec :

Dans la municipalité du village de Giffard :

La partie du chemin ayant appartenu à la commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, connu sous le nom de chemin du premier rang de Beauport, depuis les limites est de la paroisse de Saint-Michel-Archange jusqu'aux limites ouest de la municipalité de la ville de Beauport ;

Dans le comté de Montmorency :

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Tite-des-Caps :

Le chemin royal dit chemin des Caps, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim en allant vers le nord-est, suivant la ligne entre la concession des Filion et la concession Saint-Elzéar, traversant la concession Saint-Pierre à l'est de la rivière Lombrétte jusqu'au pont sur la rivière Lombrétte et, depuis cet endroit, traversant la concession Beauval à l'ouest de la rivière Lombrétte, jusqu'aux limites du comté de Charlevoix ;

Dans le comté de Charlevoix :

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière :

Le chemin de comté connu sous le nom de chemin des Caps, depuis les limites du comté de Montmorency en allant vers le nord-est, jusqu'à la ligne de division entre les propriétés de Gilbert Larouche et de Xavier Tremblay ;

Dans la municipalité du village de la Baie-Saint-Paul :

La rue Saint-Joseph-ouest, depuis les limites ouest du village de la Baie-Saint-Paul jusqu'à la rue Saint-Jean-Baptiste ;

La partie de la rue Saint-Jean-Baptiste reliant la rue Saint-Joseph-ouest à la rue Saint-Joseph-est ;

La rue Saint-Joseph-est, depuis la rue Saint-Jean-Baptiste jusqu'aux limites est du village ;

Dans la municipalité de la Rivière-du-Gouffre :

Le chemin de la Goudronnerie, depuis les limites du village de la Baie-Saint-Paul en allant vers le nord sur une longueur de 15,998 pieds ;

Roads Department

Decree of the Lieutenant-Governor in Council.

23rd January, 1924.

QUEBEC-SAINT SIMEON HIGHWAY.

No. 93.

Hereafter, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of :

Quebec-Saint Simeon Highway,

to wit :

In the county of Québec :

In the municipality of the village of Giffard :

The part of the road having belonged to the Quebec North Shore Turnpike Road Commission, known under the name of the road of the first range of Beauport, from the eastern limits of the parish of Saint Michel Archange to the western limits of the municipality of the town of Beauport ;

In the county of Montmorency :

In the municipality of the parish of Saint Tite des Caps :

The King's highway, dit chemin des Caps, from the limits of the municipality of the parish of Saint Joachim, running towards the northeast, following the line between the des Filion concession and Saint Elzéar concession, crossing the Saint Pierre concession on the east of the river Lombrétte to the bridge on the river Lombrétte, and from such place crossing the Beauval concession on the west of the river Lombrétte, to the limits of the county of Charlevoix ;

In the county of Charlevoix :

In the municipality of the parish of Saint François Xavier de la Petite Rivière :

The county road known under the name of Chemin des Caps, from the limits of the county of Montmorency running towards the northeast, to the division line between the properties of Gilbert Larouche and of Xavier Tremblay ;

In the municipality of the village of Baie Saint Paul :

Saint Joseph West Street, from the western limits of the village of Baie Saint Paul to Saint Jean Baptiste Street ;

The part of Saint Jean Baptiste Street joining Saint Joseph West Street to Saint Joseph East Street ;

Saint Joseph East Street, from Saint Jean Baptiste Street to the eastern limits of the village ;

In the municipality of Rivière du Gouffre :

The De la Goudronnerie road, from the limits of the village of Baie Saint Paul running towards the north for a length of 15,998 feet ;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Agnès-de-Murray-Bay:

Le chemin du Ruisseau-des-Frères, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilarion-de-Settrington jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie:

Le chemin sud-ouest de la rivière Malbaie, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Agnès-de-Murray-Bay jusqu'aux limites ouest du village de la Malbaie;

Dans la municipalité du village de la Malbaie:

Le chemin sud-ouest de la rivière Malbaie, depuis les limites ouest de la municipalité du village de la Malbaie jusqu'au pont sur la rivière Malbaie;

Le chemin du Cap-à-l'Aigle, depuis le pont sur la rivière Malbaie en allant vers l'est, jusqu'aux limites est de la municipalité du village de la Malbaie;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie:

Le chemin du Cap-à-l'Aigle, depuis les limites est du village de la Malbaie jusqu'aux limites de la municipalité du village du Cap-à-l'Aigle.

N. B. La publication sous les Nos 583 et 584, aux pages 485 et 486 de la Gazette officielle du 2 février 1924 du décret ci-dessus, No 93, est nulle. 1265

In the municipality of the parish of Sainte-Agnès de Murray Bay:

The Ruisseau des Frères road, from the limits of the municipality of the parish of Saint-Hilarion de Settrington to the limits of the municipality of the parish of Saint Etienne de la Malbaie;

In the municipality of the parish of Saint Etienne de la Malbaie:

The southwest road of the Malbaie river, from the limits of the municipality of the parish of Sainte Agnès de Murray Bay to the western limits of the village of Malbaie;

In the municipality of the village of Malbaie:

The southwest road of the Malbaie river, from the western limits of the municipality of the village of Malbaie to the bridge on the Malbaie river;

The Cap à l'Aigle road, from the bridge on the Malbaie river running towards the east, to the eastern limits of the municipality of the village of Malbaie;

In the municipality of the parish of Saint Etienne de la Malbaie:

The Cap à l'Aigle road, from the eastern limits of the village of Malbaie to the limits of the municipality of the village of Cap à l'Aigle;

N. B. The publication under the Nos. 583 and 584, on pages 485 and 486 of the Official Gazette of the 2nd February, 1924, of the above decree No. 93, is null. 1266

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 10

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Barron vs Bélisle.....	833
" Bergeron vs H. Thiffeault.....	834
" Carpentier vs E. Thiffeault.....	834
" Cliche vs Morin.....	835
" Cliche vs Vachon.....	833
" Davidson vs A. Thiffeault.....	834
" Domont vs Pirotte.....	833
" Gauthier vs Fortin.....	832
" Gradovchick vs Mandelman.....	835
" Lagacé vs Samson.....	834
" Leclerc vs Parent.....	835
" Métivier vs Fortier.....	834
" Mill vs Clapperton.....	835
" Millet vs Racette.....	833
" Moreau vs Gosselin.....	832
" Péloquin vs Boucher.....	833
" Pouliot vs Pouliot.....	833
" Rubenstein vs Levine.....	835

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Gauthier vs Perron.....	836
-------------------------	-----

ANNONCEURS:—Avis aux :—..... 815

AVIS DIVERS :—

Commission des Liqueurs de Québec, concernant les vins médicamenteux....	836
Ville de Bagotville; construction d'une écluse.....	836

DEMANDE A LA LÉGISLATURE:—

Paroisse Saint-Vincent-de-Paul.....	830
-------------------------------------	-----

Index of the Quebec Official Gazette, No 10

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Barron vs Bélisle.....	833
" Bergeron vs H. Thiffeault.....	834
" Carpentier vs E. Thiffeault.....	834
" Cliche vs Morin.....	835
" Cliche vs Vachon.....	833
" Davidson vs A. Thiffeault.....	834
" Domont vs Pirotte.....	833
" Gauthier vs Fortin.....	832
" Gradovchick vs Mandelman.....	835
" Lagacé vs Samson.....	834
" Leclerc vs Parent.....	835
" Métivier vs Fortier.....	834
" Mill vs Clapperton.....	835
" Millet vs Racette.....	833
" Moreau vs Gosselin.....	832
" Péloquin vs Boucher.....	833
" Pouliot vs Pouliot.....	833
" Rubenstein vs Levine.....	835

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Gauthier vs Perron.....	836
-------------------------	-----

ADVERTISERS:—Notice to :—..... 815

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Quebec Liquor Commission; respecting medicated wine.....	836
Town of Bagotville; construction of a dam.....	836

APPLICATION TO PARLIAMENT:—

Parish Saint-Vincent-de-Paul.....	830
-----------------------------------	-----

8 mors / 100

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Lac-Macaza.....	830	Lac-Macaza.....	830
Village de Wickham-Ouest.....	831	Village of Wickham-West.....	831

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

TREASURY DEPARTMENT:—

British General Ins., Co., Lt'd.....	831	British General Ins., Co., Lt'd.....	831
The Century Ins. Co. Lt'd.....	833	The Century Ins. Co. Lt'd.....	833
The Prudential Ass. Co., Lt'd.....	831	The Prudential Ass. Co., Lt'd.....	831
The Yorkshire Ins. Co. Lt'd.....	832	The Yorkshire Ins. Co. Lt'd.....	832
Zurich General Accident & Liability Ins., Co., Lt'd.....	831	Zurich General Accident & Liability Ins., Co., Lt'd.....	831

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE:—

ROADS DEPARTMENT:—

Route Québec-Saint-Siméon.....	882	Québec-Saint-Siméon Highway.....	882
--------------------------------	-----	----------------------------------	-----

LETTRES PATENTES:—

LETTERS PATENT:—

✓ Canada Blue Print Paper Co., Lt'd.....	816	Canada Blue Print Paper Co., Lt'd.....	816
Gagnon Bros., Lt'd—Gagnon Frères, ltée	866	Gagnon Bros., Lt'd—Gagnon Frères, ltée	866
✓ J. A. A. Leclair, Dupuis, ltée.....	818	J. A. A. Leclair, Dupuis, ltée.....	818
La Cie de Meubles Duguay-Dubois ltée— Duguay-Dubois Furniture Co., Lt'd..	819	La Cie de Meubles Duguay-Dubois ltée— Duguay-Dubois Furniture Co., Lt'd..	819
✓ La Cie Kappa Omicron de Publication, ltée.....	821	La Cie Kappa Omicron de Publication, ltée.....	821
✓ L'Association Catholique Colombienne de St-Henri, Inc.....	870	L'Association Catholique Colombienne de St-Henri, Inc.....	870
Manoir Drummond Limited.....	823	Manoir Drummond Limited.....	823
✓ McCuaig Rouyn Gold Mines Syndicate, Lt'd.....	826	McCuaig Rouyn Gold Mines Syndicate, Lt'd.....	826
Missisquoi Tanning Co., Lt'd.....	861	Missisquoi Tanning Co., Lt'd.....	861
✓ Parc Saint-Christophe, ltée.....	864	Parc Saint-Christophe, ltée.....	864
✓ Raynault & Poirier, limitée.....	828	Raynault & Poirier, limitée.....	828
✓ Realty & Construction Co. of Montreal. The Eastern Townships Cartage Co., Lt'd.....	871	Realty & Construction Co. of Montreal. The Eastern Townships Cartage Co., Lt'd.....	871
✓ The Johnson Tile Company of Quebec, Lt'd.....	829	The Johnson Tile Company of Quebec, Lt'd.....	829
✓ The Rothchild Press, Limited.....	875	The Rothchild Press, Limited.....	875
	867		867

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Construction Mont-Royal, ltée—Mont- Royal Construction Lt'd.....	877	Construction Mont-Royal, ltée—Mont- Royal Construction Lt'd.....	877
Grant Distributing Co., of Canada, Lt'd.	880	Grant Distributing Co., of Canada, Lt'd.	880
Motors Limited.....	880	Motors Limited.....	880

LIQUIDATION, AVIS DE:—

WINDING UP NOTICE:—

C. Langlois & Cie, ltée.....	837	O. Langlois & Cie, ltée.....	837
------------------------------	-----	------------------------------	-----

PROCLAMATION:—

PROCLAMATION:—

Paroisse Saint-Clément-de-Tourville....	881	Parish Saint-Clément-de-Tourville.....	881
---	-----	--	-----

SOUMISSIONS:—

TENDERS:—

Ville Québec-Ouest.....	838	Town Quebec-West.....	838
-------------------------	-----	-----------------------	-----

RATIFICATION DE TITRE:—

CONFIRMATION OF TITLE:—

Bissonnette, Eric, requérant.....	837	Bissonnette, Eric, petitioner.....	837
-----------------------------------	-----	------------------------------------	-----

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Brouillet, Ernest.....	841	Brouillet, Ernest.....	841
Dubois, Ulric.....	838	Dubois, Ulric.....	838
Girard, Emile.....	840	Girard, Emile.....	840
Langlois & Gouin, ltée.....	839	Langlois & Gouin, Lt'd.....	839
Provencher, Liboire.....	840	Provencher, Liboire.....	840
Tremblay, Henri.....	841	Tremblay, Henri.....	841

VENTE PAR LICITATION:—

Blouin <i>et vir</i> vs Blouin <i>et al.</i>	843
Dion vs Gagnon <i>et al.</i>	841

VENTES PAR LES SHÉRIFS.—

ABITIBI:—

Wilson <i>et al</i> vs Gravel.....	845
------------------------------------	-----

ARTHABASKA:—

L'Abbé vs Tétreault.....	845
La Cie Equitable d'assurance mutuelle contre feu vs Dupont.....	845
Laferté vs Allard.....	846

BEAUCE:—

Angers vs Dupuis dit Gilbert.....	846
P. T. Légaré, ltée vs Campeau.....	847

BEDFORD:—

Corporation de Sainte-Pudentienne-de- Shefford vs Potvin.....	847
--	-----

GASPÉ:—

Webster & Sons, Lt'd vs Crozier.....	848
--------------------------------------	-----

JOLIETTE:—

Plante vs héritiers W. Charette.....	849
Robillard vs héritiers J. L'Espérance.....	849

KAMOURASKA:—

Malenfant vs Brisebois.....	850
Tremblay vs Martin.....	850

MONTREAL:—

Beaulac vs Raymond.....	852
Cité de Montréal vs Cacavalt.....	852
Cité de Montréal vs Gordon.....	851
Cité de Montréal vs Guilbault <i>et al.</i>	852
Construction, Limited vs Wilkinson.....	851
Innis <i>et vir</i> vs Goupil <i>et vir</i>	853
Lafond vs Chopin.....	853
Lauzon vs Roy.....	854
Parnass vs Greenstein.....	854

QUÉBEC:—

Canadian Bank of Commerce vs Mercier <i>et al.</i>	856
Cité de Québec vs Plante.....	856
City de Québec vs Trudel.....	857
Therrien vs Lefebvre.....	855

RIMOUSKI:—

Gendron vs Thibault.....	857
--------------------------	-----

SAGUENAY:—

Côté vs Boivin.....	848
---------------------	-----

SAINT-FRANÇOIS:—

Banque Nationale vs Fortin <i>et al.</i>	858
McCrea <i>et al</i> vs Waterville Veneer & Panel Co., Lt'd.....	858

SALE BY LICITATION:—

Blouin <i>et vir</i> vs Blouin <i>et al.</i>	843
Dion vs Gagnon <i>et al.</i>	841

SHERIFF'S SALES.—

ABITIBI:—

Wilson <i>et al</i> vs Gravel.....	845
------------------------------------	-----

ARTHABASKA:—

L'Abbé vs Tétreault.....	845
La Cie Equitable d'assurance mutuelle contre feu vs Dupont.....	845
Laferté vs Allard.....	846

BEAUCE:—

Angers vs Dupuis dit Gilbert.....	846
P. T. Légaré, Lt'd vs Campeau.....	847

BEDFORD:—

Corporation of Sainte-Pudentienne of Shefford vs Potvin.....	847
---	-----

GASPÉ:—

Webster & Sons, Lt'd vs Crozier.....	848
--------------------------------------	-----

JOLIETTE:—

Plante vs heirs W. Charette.....	849
Robillard vs heirs J. L'Espérance.....	849

KAMOURASKA:—

Malenfant vs Brisebois.....	850
Tremblay vs Martin.....	850

MONTREAL:—

Beaulac vs Raymond.....	852
City of Montreal vs Cacavalt.....	852
City of Montreal vs Gordon.....	851
City of Montreal vs Guilbault <i>et al.</i>	852
Construction, Limited vs Wilkinson.....	851
Innis <i>et vir</i> vs Goupil <i>et vir</i>	853
Lafond vs Chopin.....	853
Lauzon vs Roy.....	854
Parnass vs Greenstein.....	854

QUÉBEC:—

Canadian Bank of Commerce vs Mercier <i>et al.</i>	856
City of Quebec vs Plante.....	856
City of Quebec vs Trudel.....	857
Therrien vs Lefebvre.....	855

RIMOUSKI:—

Gendron vs Thibault.....	857
--------------------------	-----

SAGUENAY:—

Côté vs Boivin.....	848
---------------------	-----

SAINT-FRANCIS:—

Banque Nationale vs Fortin <i>et al.</i>	858
McCrea <i>et al</i> vs Waterville Veneer & Panel Co., Lt'd.....	858

SAINT-HYACINTHE:—

Brunelle vs Lemoine 859

TERREBONNE:—

Lavery *et al* vs Roy *et al* 859

TROIS-RIVIÈRES:—

La Cie d'Entreprises de Shawinigan-
Falls, ltée vs Guertin 860
Levasseur vs Crête 860
St-Pierre vs St-Arnault 861

SAINT-HYACINTHE:—

Brunelle vs Lemoine 859

TERREBONNE:—

Lavery *et al* vs Roy *et al* 859

THREE RIVERS:—

La Cie d'Entreprises de Shawinigan-
Falls, ltée vs Guertin 860
Levasseur vs Crête 860
St-Pierre vs St-Arnault 861